

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS D'AIX

Date de Publication : 29/04/2021

N° : 2021/204

Recueil des délibérations du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 février 2021

Institution

2021 CT2 001 Election d'un Vice-président

Le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° 2020_CT2_023 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 juillet 2020, et, conformément à l'article L5218-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à l'élection des Vice-présidents.

Monsieur Arnaud MERCIER faisait parti des 15 Vice-présidents élus au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, mais suite à son élection au Bureau de la Métropole le 17 décembre 2020, il a donné sa démission de son poste de Vice-président du Territoire, il est donc nécessaire de le remplacer.

Il est exposé qu'en vertu des articles L5211-2, L2122-4 et L2122-7 du CGCT, les Vice-présidents sont élus au scrutin secret à la majorité absolue parmi les membres du Conseil de Territoire. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu. Ce mode de scrutin, individuel, exclut toute obligation de parité.

A cette fin, il convient de procéder à l'élection d'un Vice-président.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-4, L2122-7, L5211-2, L5218-6 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2020_CT2_023 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 juillet 2020, relative à l'élection des Vice-présidents du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FPBA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Ouï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Il est décidé de procéder à l'élection d'un nouveau Vice-président du Conseil de Territoire au scrutin uninominal secret et à la majorité absolue.

Le Conseil de Territoire est appelé à procéder à la désignation d'un Vice-président ; le Conseil de Territoire a élu, suivant les résultats collationnés, ci-après intégralement retranscrits.

Scrutin unique

A déclaré candidature :

- Frédéric GUINIERI

Inscrits	58
Votants	51
Blancs et nuls	1
Suffrages exprimés	50

A obtenu au premier tour :

- Frédéric GUINIERI : 50 voix

Monsieur Frédéric GUINIERI est proclamé élu en qualité de Vice-président.

2021 CT2 002

Délégations du Conseil de Territoire du Pays d'Aix au Président du Conseil de Territoire – Modification de la délégation consentie en matière de marchés publics de travaux

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application du II de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de la Métropole peut déléguer au Conseil de Territoire une partie de ses compétences dans les conditions suivantes :

« A compter du 1er janvier 2020, le conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de l'exercice des compétences qui lui sont transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences mentionnées aux 1° à 15° du présent II :

1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des

espaces économiques, et opérations métropolitaines ;

2° Schémas de cohérence territoriale et schémas de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme, constitution de réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;

3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité ;

4° Schéma d'ensemble de voirie ;

5° (Abrogé)

6° Programmes locaux de l'habitat ; schémas d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;

9° Marchés d'intérêt national ;

10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° Elaboration du projet métropolitain.

(...)

Par dérogation à l'avant-dernier alinéa du présent II à compter du 1er janvier 2020, le conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de la compétence définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme »

En outre, en vertu des dispositions du IV de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, « pour l'exercice des compétences du conseil de territoire, le conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux conseils de territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant »

I. Les délégations de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix en vigueur jusqu'au 31 décembre 2020

En application des dispositions ci-avant rappelées, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence avait, par délibération n°HN 005-8077/20/CM en

date du 17 juillet 2020, délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aix jusqu'au 31 décembre 2020 les compétences suivantes :

- Développement économique : la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des zones d'activité économique déclarées d'intérêt métropolitain, ainsi que la réhabilitation des zones d'activités, les actions de développement économique déclarées d'intérêt métropolitain ;
- Aménagement de l'espace : les périmètres d'études, création et réalisation d'opérations d'aménagement, sous forme de zones d'aménagement concerté, d'action ou d'équipements publics d'intérêt métropolitain ;
- D'équilibre social de l'habitat : la politique du logement déclarée d'intérêt métropolitain, les actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt métropolitain, actions déclarées d'intérêt métropolitain en faveur du logement des personnes défavorisées par des actions d'intérêt métropolitain, amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt métropolitain ;
- Création, aménagement et entretien de la voirie déclarée métropolitaine et des entrées de ville ;
- Création, aménagement ou gestion de parc de stationnement d'intérêt métropolitain ;
- Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- - Réalisation d'une politique culturelle sur le territoire ;
- - Réalisation d'une politique sportive sur le territoire ;
- - Apprentissage de la natation pour les élèves de l'enseignement élémentaire dans les équipements du territoire ;
- - Adhérer au projet de l'Europôle Méditerranéen de l'Arbois ;
- - Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel des espaces ;
- - Contribuer à mettre en œuvre une charte intercommunale de l'environnement ;
- - Contribuer au maintien et au développement de l'agriculture, en partenariat avec les organismes compétents.

Au titre de la même délibération, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix avait reçu délégation du Conseil de la Métropole, pour l'exercice des compétences précitées, « pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de

procédure formalisée en vigueur ;

- Pour les marchés de travaux **lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT** »

En application de cette délibération, le Conseil de Territoire du Pays avait notamment, par délibération du 23 juillet 2020, délégué à son Président la compétence de « Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans les domaines de compétences du conseil de territoire lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur pour les fournitures et services **et limités à 1.000.000 € HT pour les travaux** »

II Les délégations de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2021 :

Par délibération n° FBPA 054-9156/20/CM du 17 décembre 2020, le Conseil de la Métropole a reconduit, à compter du 1^{er} janvier 2021, la délégation de compétence accordée au Conseil de Territoire du Pays d'Aix en des termes identiques, à l'exception du plafond de délégation applicable aux marchés publics de travaux.

Ainsi, en matière de marché publics passés dans les domaines de compétence qui lui sont délégués, le Conseil de Territoire est désormais habilité à

« préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux **lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur.** »

Cette modification de la délégation accordée au Conseil de Territoire du Pays d'Aix lui permet désormais de passer, conclure et exécuter les marchés publics de travaux dont le montant est inférieur à 5 350 000 euros HT – soit le montant maximum prévu par les textes applicables - contre 1 000 000 d'euros HT antérieurement au 1^{er} janvier 2021.

Afin de mettre en concordance la délégation accordée au Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix avec cette évolution, il est proposé de modifier en conséquence la délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix portant délégation à son Président.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-7, L2122-8, L5211-2, L5218-3 et L 5218-7,
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 054-9156/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article unique :

Au sein de l'article 1^{er} de la délibération du Conseil de Territoire n°2020_CT2_026 du 23 juillet 2020, le paragraphe suivant :

« • Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans les domaines de compétences du conseil de territoire lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur pour les fournitures et services et limités à 1.000.000 € HT pour les travaux »

Est modifié comme suit :

« • Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords-cadres de fourniture, services ou travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans les domaines de compétences du conseil de territoire lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur »

Toutes autres mentions de cette délibération demeurent inchangées

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ressources – Finances

2021 CT2 003

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement "Plan de Campagne Collecteurs Pluviaux" et de son affectation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération prévoyait la réalisation de deux collecteurs prescrits par arrêté préfectoral du 11 avril 2011 à savoir le collecteur Ouest et le collecteur du CV15.

Le collecteur Ouest a été réalisé en 2017, et aujourd'hui il reste à réaliser le collecteur du CV15.

Ce collecteur a pour objectif de récupérer toutes les eaux pluviales du secteur Nord Est de Plan de Campagne et de les ramener sur le collecteur principal. En effet à ce jour ces eaux transitent par l'intermédiaire du bassin situé sur la parcelle du centre commercial d'Avant CAP, or ce dernier n'a pas été dimensionné pour les recevoir.

Ainsi la réalisation du collecteur du CV15 permettra de déconnecter toutes les eaux extérieures au centre commercial Avant CAP de son bassin.

Ce fonctionnement, qui devait être transitoire, a duré pendant plus de vingt ans et aujourd'hui il s'avère nécessaire, après déconnection, de nettoyer et remettre en état ce bassin avant sa remise au centre commercial Avant CAP.

Des études de diagnostic préalables ont été lancées et il s'avère aujourd'hui nécessaire de prévoir 400k€ HT pour l'évacuation des boues et 100k€HT pour les travaux de remise en état.

Ces travaux, auxquels s'ajoutent les frais de sondages, d'analyses et d'études, font apparaître un besoin de financement complémentaire de 800 000€.

L'opération d'investissement « Plan de Campagne Collecteurs Pluviaux » d'un montant de 5,5 M€ T.T.C. doit être augmentée de + 800 k€ T.T.C, et ainsi porter le montant total de l'opération à 6,3 M€ T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant intégration de la situation au 31 décembre 2015 des autorisations de programme et d'engagement dans la gestion de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 057-1337/16/CM du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 portant ouverture, affectations et modifications d'autorisations de programme – Budget Principal Métropolitain Fractionné Territoire du Pays d'Aix.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de 800 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI335AP1 Plan de Campagne Collecteurs Pluviaux.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de + 800 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI335AP1 Plan de Campagne Collecteurs Pluviaux.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI335AP1 « Plan de Campagne Collecteurs Pluviaux » pour un montant + 800 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162335, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI335AP1, selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI335AP1 Plan de Campagne Collecteurs Pluviaux

Montant initial de l'AP : 5 500 000 € T.T.C.

Révision de l'AP : + 800 000 € T.T.C

Montant final de l'AP : 6 300 000 € T.T.C

Déjà financé jusque fin 2019 : 3 892 727,85 € T.T.C
CP 2020 : 88 000 € T.T.C.

CP 2021 : 700 000 € T.T.C
CP 2022 : 1 000 000 € T.T.C.
CP non ventilés : 619 273 € T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	2
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
HUBERT Claudie - PENA Marc

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021_CT2_004

AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création de l'opération d'investissement " Réhabilitation des zones d'activités" et de son affectation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la programmation des opérations de réhabilitation des zones d'activités, le Territoire du Pays d'Aix souhaite aujourd'hui s'engager sur plusieurs opérations et particulièrement sur le secteur des Estroublans à Vitrolles et sur la zone commerciale de Plan de campagne.

Sur le secteur des Estroublans et, dans le cadre du projet CAP HORIZON, des études circulatoires ont été réalisées en 2019 et ont montré qu'un aménagement de l'accès Nord au secteur des Estroublans était aujourd'hui nécessaire. Ces aménagements s'avèrent aujourd'hui indispensables pour permettre le développement du secteur et pour autoriser l'implantation de nouvelles entreprises. Aussi pour pouvoir programmer l'intervention de la collectivité au plus tôt, il est nécessaire de créer une autorisation de programme pour intégrer cette opération et envisager des travaux sur l'année 2022.

Cet aménagement consiste en la mise à deux voies de circulation de la sortie de la RD113 sur le giratoire entre la rue Victor Gelu et le boulevard de l'Europe, ainsi que la mise à 2 fois deux voies de la section du boulevard de l'Europe entre l'avenue de Rome et la rue Victor Gelu. Cet aménagement

comprend également la sécurisation des itinéraires cyclables et piétons ainsi que l'intégration des Bus et de leurs arrêts. Le coût de cette opération s'élève à 1,5 M€ TTC.

Par ailleurs, sur le secteur de Plan de Campagne, le Territoire du Pays d'Aix se doit de réaliser toute une série d'ouvrage prescrits par arrêté au titre de la loi sur l'eau du 11 avril 2011. Aujourd'hui une grande partie des équipements est réalisée mais il reste encore deux collecteurs et deux bassins à construire qu'il s'avère nécessaire de programmer dans les futures opérations. La collectivité devait initialement réaliser ces ouvrages sous 10 ans mais au vu des difficultés foncières rencontrées, les opérations n'ont pu être réalisées plus rapidement. Aujourd'hui un porté à connaissance est en cours auprès des services de la préfecture afin de solliciter la prolongation de cet arrêté. Pour autant, il paraît important d'afficher l'engagement de la collectivité et la programmation des derniers ouvrages.

Aussi il est proposé d'intégrer ces opérations dans la nouvelle autorisation de programme.

Les études de faisabilité sont en cours, les évaluations sommaires de ces ouvrages sont à ce jour :

- Bassin Est : 1M€
- Bassin Central 1,5M€
- Collecteur des Rigons : 1,56M€
- Collecteur secteur Fabémi : 2 M€

Il est donc proposé de créer l'opération d'investissement « Réhabilitation des Zones d'Activités » d'un montant de 8M€ afin d'intégrer l'ensemble des opérations précédemment listées.

Il n'est à ce stade pas nécessaire de prévoir des financements sur l'année 2021.

Les crédits de paiement proposés pour cette Autorisation de programme sont les suivants :

CP 2022 : 500 000€ TTC
CP 2023 : 2 000 000 € TTC
CP 2024 : 2 000 000 € TTC
CP 2025 : 2 000 000 € TTC
CP 2026 : 1 500 000 € TTC

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création pour un montant de 8M € T.T.C., de l'opération d'investissement « Réhabilitation des zones d'activités ».
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 8M € T.T.C. de l'opération d'investissement « Réhabilitation des zones d'activités ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Réhabilitation des zones d'activités » pour un montant 8 M € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

Réhabilitation des zones d'activités

Montant initial de l'AP : 8 000 000 € T.T.C.

CP 2022 : 500 000€ TTC

CP 2023 : 2 000 000 € TTC

CP 2024 : 2 000 000 € TTC

CP 2025 : 2 000 000 € TTC

CP 2026 : 1 500 000 € TTC

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable

sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 005

AVIS - Prorogation du dispositif de Contrats Communautaires Pluriannuels de Développement pour les communes du Territoire du Pays d'Aix – Approbation de la convention de mise en œuvre

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de soutenir l'aménagement du territoire des communes et de contribuer à la réalisation des équipements communaux structurants, la Communauté du Pays d'Aix (Ci-après « CPA ») avait institué, par délibération du 29 novembre 2013, un dispositif de fonds de concours au bénéfice de ses communes-membres dénommé « Contrat Communautaire Pluriannuel de Développement » (ou « CCPD ») et mis en œuvre au moyen de conventions conclues avec chaque commune qui en exprimait la demande.

Les conventions conclues sur le fondement de ce dispositif sont entrées en vigueur tout au long de l'année 2014 pour une durée de cinq ans, postérieurement portée à sept ans, avec une durée de deux ans supplémentaires pour la bonne fin de leur exécution financière, par un avenant approuvé le 9 avril 2015 par la Communauté du Pays d'Aix.

En raison de la crise sanitaire liée au COVID-19, l'état d'urgence sanitaire a retardé le programme des travaux engagés par les communes, ainsi que la mise en place des conseils municipaux, impactant ainsi fortement les plannings des opérations inscrites dans les contrats.

Dès lors et pour faire suite à la demande des communes du Pays d'Aix, relayée par leurs maires et, par le Président du Territoire, il a été proposé de proroger la durée des Contrats Communautaires Pluriannuels de Développement (CCPD).

Cette prolongation compense les aléas de l'année, marquée par l'urgence sanitaire qui a vu nombre d'engagements reportés et constituera un accompagnement des mesures de soutien et de relance en faveur de l'économie locale.

Il est donc proposé de proroger ce dispositif pour une durée de deux ans, prenant effet à compter du 18 février 2021, afin de permettre aux communes d'achever les opérations déjà engagées, tout en leur garantissant le bénéfice du dispositif de cofinancement dans lequel celles-ci ont été inscrites, et d'engager les opérations dont la mise en œuvre a été retardée du fait de la crise sanitaire. En outre, une durée supplémentaire de deux ans, à compter du 18 février 2023, est prévue pour permettre la bonne fin de l'exécution financière de ces engagements de cofinancement, sans qu'il soit possible durant celle-ci d'engager de nouvelles opérations.

Sur le plan budgétaire et financier, afin de ne pas souscrire d'engagement supplémentaire, cette prorogation s'effectuera dans l'enveloppe initialement prévue de l'autorisation de programme dont le montant à l'issue de ces 7 ans n'a pas été utilisé en totalité.

Du point de vue formel, cette prorogation nécessite la conclusion, pour chaque commune concernée, d'une nouvelle convention, jointe en annexe, qui a vocation à se substituer aux conventions existantes. Cette convention définit les nouvelles modalités d'exécution du dispositif prorogé et présente le tableau récapitulatif des opérations en cours et/ou prévues qui pourraient faire l'objet de versement de fonds de concours.

Elle sera conclue en application des dispositions des articles L 5215-26 et L 5217-7 du Code Général des Collectivités Territoriales. En conséquence,

- son approbation donnera lieu à délibérations concordantes des organes délibérants de la Métropole et de chaque commune concernée ;
- la possibilité de verser un fonds de concours est subordonnée au fait qu'il doit avoir pour objet le financement de la réalisation d'un équipement public,
- le montant total des fonds de concours ne peut dépasser la part du financement assuré, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours. Cette condition implique donc que le montant des fonds versés soit au plus égal à la part autofinancée par le bénéficiaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° 2013_A192 du Conseil communautaire de la CPA du 23 novembre 2013, portant sur la mise en place d'un dispositif de soutien aux Communes dans le cadre de la dynamisation des projets ;
- La délibération n° 2014_A107 du Conseil communautaire de la CPA du 22 mai 2014, portant sur un avenant au contrat modifiant le préambule et les article 1 et 7 afin de préciser la gestion des projets communaux et d'en faciliter l'exécution pour chacune des communes membres ;
- La délibération du Bureau communautaire de la CPA du 9 avril 2015 portant sur un avenant 2015₁ prolongeant de 2 ans la durée des contrats ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 relative à la délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- la délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le règlement budgétaire et financier de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de proroger la durée du dispositif de fonds de concours dénommé « Contrats Communautaires Pluriannuel de Développement », afin de prendre en compte les aléas et difficultés d'exécution ci-dessus exposés .

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la prorogation de deux ans du dispositif de fonds de concours dénommé « Contrats Communautaires Pluriannuel de Développement », dans la limite de l'autorisation de programme correspondante.

Article 2 :

Est approuvée la convention de fonds de concours ci-annexée qui sera délibérée par chaque commune du Territoire du Pays d'Aix.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 4581162718 , nature 4581, fonction 020, autorisation de programme CCPD.

Article 4 :

Madame le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisée à signer les conventions de mise en œuvre.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 006

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 8 logements sociaux dénommée Le Clos des Ferrages située 80 Allée des Ferrages à Saint-Cannat

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 8 logements sociaux dénommée « Le Clos des Ferrages » située 80 Allée des Ferrages à Saint-Cannat.

Portée par la SA HLM 3F Sud, cette opération d'un montant total de 1 017 163 euros est financée par deux contrats de prêts proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 659 168 euros, se déclinant comme suit :

- Contrat PLAI n°113722 de 499 672 euros,
- Contrat PLS n°113975 de 159 496 euros.

Les caractéristiques financières desdits prêts figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie. L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 362 542,40 euros et de la commune de Saint-Cannat, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 296 625,60 euros.

La SA HLM 3F Sud a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les contrats de Prêt N° 113722 et N° 113975 en annexe signés entre la SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que la SA HLM 3F Sud a contracté deux contrats de prêts d'un montant total de 659 168 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 8 logements sociaux à Saint-Cannat ;
- Que la SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement desdits prêts ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM 3F Sud ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement de deux prêts d'un montant total de 659 168 euros souscrits par la SA HLM 3F Sud auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêts ci-après :

- Contrat PLAI n°113722 constitué de trois lignes, d'un montant de 499 672 euros,

- Contrat PLS n°113975 constitué de quatre lignes, d'un montant de 159 496 euros.

Ces prêts sont destinés à financer l'opération d'acquisition en VEFA de 8 logements sociaux dénommée « Le Clos des Ferrages », située 80 Allée des Ferrages à Saint-Cannat.

Lesdits contrats sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale des contrats de prêt n° 113722 et n° 113975 (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM 3F Sud pour leur paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM 3F Sud est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM 3F Sud opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée des contrats de prêts n°113722 et n°113975 à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ceux-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé, concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27

Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 007

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Grand Delta Habitat pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration de 2 logements sociaux dénommée Le Clérion située 13 rue Clérion à Trets

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration de 2 logements sociaux dénommée « Le Clérion » située 13 rue Clérion à Trets.

Portée par la SA HLM Grand Delta Habitat, cette opération d'un montant total de 213 643 euros est financée par un emprunt de 157 883 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 86 835,65 euros et de la commune de Trets, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 71 047,35 euros.

La SA HLM Grand Delta Habitat a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 112121 en annexe signé entre la SA HLM Grand Delta Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que la SA HLM Grand Delta Habitat a contracté un prêt d'un montant total de 157 883 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition-amélioration de 2 logements sociaux à Trets ;
- Que la SA HLM Grand Delta Habitat a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM Grand Delta Habitat ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Grand Delta Habitat.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 157 883 euros souscrit par la SA HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 112121.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition-amélioration de 2 logements sociaux dénommée « Le Clérion » située 13 rue Clérion à Trets.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Grand Delta Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Grand Delta Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Grand Delta Habitat est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Grand Delta Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Grand Delta Habitat.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0

Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 008

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération de construction de 20 logements sociaux dénommée Les Terrasses du Sud située 215 Chemin de la Liberté à Pertuis

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de construction de 20 logements sociaux dénommée « Les Terrasses du Sud » située 215 Chemin de la Liberté à Pertuis.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 3 733 529 euros est financée par un emprunt de 2 575 540 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 1 416 547 euros et de la commune de Pertuis, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 1 158 993 euros.

La SA HLM Famille et Provence a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 115484 en annexe signé entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

Considérant

- Que la SA HLM Famille et Provence a contracté un prêt d'un montant total de 2 575 540 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de construction de 20 logements sociaux à Pertuis ;
- Que la SA HLM Famille et Provence a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Famille et Provence.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 575 540 euros souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 115484.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération de construction de 20 logements sociaux dénommée « Les Terrasses du Sud » située 215 Chemin de la Liberté à Pertuis.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 009

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération de construction de 3 logements sociaux dénommée Les Jardins du Repos située Route Départementale 56 E à Fuveau

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de construction de 3 logements sociaux dénommée « Les Jardins du Repos » située Route départementale 56 E à Fuveau.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 461 368 euros est financée par un emprunt de 337 884 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 185 836,20 euros et de la commune de Fuveau, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 152 047,80 euros.

La SA HLM Famille et Provence a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 115496 en annexe signé entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que la SA HLM Famille et Provence a contracté un prêt d'un montant total de 337 884 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de construction de 3 logements sociaux à Fuveau ;
- Que la SA HLM Famille et Provence a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la

Métropole et la SA HLM Famille et Provence.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 337 884 euros souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 115496.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération de construction de 3 logements sociaux dénommée « Les Jardins du Repos » située Route Départementale 56 E à Fuveau.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 010

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération de construction de 14 logements sociaux dénommée Les Sabrans située 85 Avenue du Stade au Puy-Sainte-Réparate

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de construction de 14 logements sociaux dénommée « Les Sabrans » située 85 Avenue du Stade au Puy-Sainte-Réparate.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 2 246 879 euros est financée par un emprunt de 1 644 733 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 904 603,15 euros et de la commune du Puy-Sainte-Réparate, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 740 129,85 euros.

La SA HLM Famille et Provence a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 115691 en annexe signé entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant

- Que la SA HLM Famille et Provence a contracté un prêt d'un montant total de 1 644 733 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de construction de 14 logements sociaux au Puy-Sainte-Réparate.
- Que la SA HLM Famille et Provence a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 644 733 euros souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 115691.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération de construction de 14 logements sociaux dénommée « Les Sabrans » située 85 Avenue du Stade au Puy-Sainte-Réparate.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi

que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 011

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la Régie des Eaux du Pays d'Aix dans le cadre du transfert de deux emprunts souscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2018, suite aux transferts de compétences des communes-membres à la Métropole la compétence obligatoire relative à la gestion des services « Eau et Assainissement ».

A cet effet, par délibération DEA 008-4227/18/CM du 28 juin 2018, une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial dénommée « Régie des Eaux du pays d'Aix » a été créée pour exercer cette compétence.

Par délibération FAG 015-7053/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole a approuvé la mise à disposition comptable de l'actif et du passif de la compétence « Assainissement » du budget annexe Assainissement en régie du Pays d'Aix, arrêté au 31 décembre 2018, à la Régie des Eaux du Pays d'Aix. Les biens transférés figurant à l'actif ont été pour partie financés par des subventions d'équipement et par des emprunts. Deux emprunts ont été souscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

- Contrat 1316601 souscrit le 1 janvier 2018 d'un montant initial de 620 157,56 euros et d'un capital restant dû au 31 décembre 2018 de 571 368,50 euros ;

- Contrat 1316602 souscrit le 1 janvier 2018 d'un montant initial de 967 933,50 euros et d'un capital restant dû au 31 décembre 2018 de 896 270,36 euros.

En raison du transfert de la compétence « Assainissement » et de la mise à disposition de l'actif et du passif à la Régie des Eaux du Pays d'Aix, la Caisse des Dépôts et Consignations accepte le transfert desdits prêts en contrepartie de la garantie de la Métropole.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garanti, qui permettra de réaliser le transfert de ces deux emprunts.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération DEA 008-4227/18/CM du 28 juin 2018 relative à la création de la Régie des Eaux du Pays d'Aix ;
- La délibération FAG 015-7053/19/CM du 24 octobre 2019 relative à l'approbation de la mise à disposition de l'actif et du passif du budget annexe Assainissement en régie Pays d'Aix, à la Régie des Eaux du Pays d'Aix ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a créé la Régie des Eaux du Pays d'Aix pour exercer la compétence « Eau et Assainissement ».

- Que le transfert des deux emprunts souscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations nécessite une garantie d'emprunt au profit de la Régie des Eaux du Pays d'Aix.

- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la Régie des Eaux du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence accorde sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement des prêts 1316601 et 1316602 d'un montant total de 1 467 638,86 euros (capital restant dû au 31 décembre 2018) consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations à la Métropole et transférés à la Régie des Eaux du Pays d'Aix.

Article 2 :

Les caractéristiques financières des prêts transférés sont les suivantes:

- Prêt n° 1 :

* Type de prêt : **CLEAP04**

* N° du contrat : **1316601 (ancien numéro : 1129573)**

* Capital restant dû à la date du 31 décembre 2018 : **571 368,50 euros**

* Intérêts capitalisés : -

* Quotité garantie (en %) : **100 %**

* Date de dernière échéance du prêt : **01/05/2029**

* Périodicité des échéances : **trimestrielle**

* Index (1) / (2) : **(Euribor 03 M + 0.47)-Floor - 0.47 sur Euribor 03 M (EURIT)**

* Taux d'intérêt actuariel annuel à la date du 31 décembre 2018 : **0,152**

* Modalité de révision : **Révision simple sur index EURIBOR trimestriel en date d'échéance**

* Taux annuel de progressivité des échéances à la date du 31 décembre 2018 : **0**

- Prêt n° 2 :

* Type de prêt : **CLEAP04**

* N° du contrat : **1316602 (ancien numéro : 1129577)**

* Capital restant dû à la date du 31 décembre 2018 : **896 270,36 euros**

* Intérêts capitalisés : -

* Quotité garantie (en %) : **100 %**

* Date de dernière échéance du prêt : **01/01/2029**

* Périodicité des échéances : **trimestrielle**

* Index (1) / (2) : **(Euribor 03 M + 0.47)-Floor 0 sur Euribor 03 M (EURIT)**

* Taux d'intérêt actuariel annuel à la date du 31 décembre 2018 : **0,152**

* Modalité de révision : **Révision simple sur index EURIBOR trimestriel en date d'échéance**

* Taux annuel de progressivité des échéances à la date du 31 décembre 2018 : **0**

Les taux d'intérêt et de progressivité indiqués ci-dessus sont établis sur la base de l'index en vigueur à la date de la dernière mise en recouvrement précédant la date du 31 décembre 2018.

(1) Si index inflation : L'index inflation désigne le taux, exprimé sous forme de taux annuel, correspondant à l'inflation en France mesurée par la variation sur douze mois de l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'ensemble des ménages hors tabac calculé par l'INSEE (Institut national des statistiques et des études économiques) et publié au Journal Officiel. L'index inflation est actualisé aux mêmes dates que celles prévues pour la révision du taux du Livret A, en fonction du taux d'inflation en glissement annuel publié au Journal Officiel pris en compte par la Banque de France pour calculer la variation du taux de Livret A.

(2) Sauf taux fixe : Le taux d'intérêt est révisé à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

(3) Si DR : Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation de l'index ; Si DL : Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée résiduelle totale des prêts, jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Régie des Eaux du Pays d'Aix dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à se substituer à la Régie des Eaux du Pays d'Aix pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée résiduelle des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ceux-ci.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie des Eaux du Pays d'Aix.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie d'emprunt, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53

Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 012

Approbation des projets de la Métropole en vue de l'adoption d'un contrat métropolitain intégrateur des financements de l'Etat, de la Région, du Département et des fonds européens dans le cadre du Contrat d'avenir et du Plan de relance et – Approbation de la liste des projets portés par le Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Eu égard à la crise sanitaire sans précédent générée par l'épidémie de COVID, la Métropole Aix-Marseille-Provence a très vite mis en place un plan d'urgence métropolitain. Les actions conduites en faveur de la continuité du service public, de la santé des habitants, de la solidarité envers les plus fragiles et les mesures exceptionnelles pour soutenir les entreprises et sauvegarder les emplois doivent désormais s'intégrer dans une vision plus large de la transformation métropolitaine que les élus ont collectivement affirmée pour cette nouvelle mandature.

La délibération-cadre du 31 juillet 2020 « AMP 2R : la relance et le renouveau d'Aix-Marseille-Provence », adoptée à l'unanimité, est conçue comme un nouveau modèle de développement qu'il faut collectivement réussir pour faire face aux impacts en cascade de la pandémie et des confinements successifs.

Cette stratégie répond à trois impératifs : le soutien à l'emploi, l'inclusion sociale et le virage écologique. Dans le même temps, l'Union européenne et l'Etat français ont mis en place une série d'outils de financement pour soutenir l'activité économique mise à mal par la crise sanitaire, tout en accompagnant la transition écologique et numérique.

Ainsi, l'Etat et France Relance présentent un ensemble de mesures à destination des collectivités territoriales qui font écho aux priorités politiques de la Métropole en matière d'investissement : Contrat

d'avenir intégrant le Contrat de plan Etat-Région 2021-2027 et le Plan de relance, Contrat de relance et de transition écologique (CRTE), auxquels viennent s'ajouter les fonds européens dédiés.

Dans ce cadre, le 17 décembre 2020, le Conseil de Métropole a adopté une délibération portant « engagement dans les processus de financement de soutien à la Relance de l'Etat et de l'Europe », et a ainsi acté sa volonté de soutenir les projets de la Métropole contribuant à la relance.

L'opportunité que représentent ces fonds ainsi que le calendrier très proche dans lequel ils vont être mis en place incitent la Métropole à prendre position auprès de ses partenaires et à proposer une méthode afin que les projets de son territoire puissent bénéficier d'une part importante de ces crédits.

C'est pourquoi la Métropole va délibérer pour adopter la mise en œuvre d'un contrat métropolitain (Etat, fonds européens, Région, Département, Métropole) qui pourrait être négocié à partir de ses objectifs stratégiques de relance et de renouveau, et à partir de la liste de projets qu'elle porte avec les six Territoires qui la composent. Cette liste figure en annexe et servira de socle de travail dans les prochaines étapes de contractualisation.

Ces projets ont été sélectionnés avec les présidents et les élus des Conseils de Territoire pour veiller aux réponses nécessaires à la relance à l'échelle de leurs Territoires respectifs. Ils constituent le point de départ des discussions avec les cofinanceurs.

C'est dans ce contexte que le Territoire du Pays d'Aix souhaite voir inscrit plusieurs projets structurants, s'inscrivant dans les priorités définies par la Métropole et les cofinanceurs et traduisant la mise en œuvre opérationnelle de son projet de territoire.

Ce souhait s'inscrit dans la trajectoire donnée par le SCOT du Pays d'Aix approuvé en décembre 2016 et en cours d'actualisation et de traduction réglementaire à travers l'élaboration du PLUi du Pays d'Aix, menée notamment en articulation avec celle du SCOT métropolitain.

Dans ce cadre, les élus du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ont débattu du projet de territoire décliné dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi, le 25 novembre 2019. Celui-ci affiche clairement la ligne directrice du projet de territoire : faire du Pays d'Aix un territoire écoresponsable, conciliant proximité et attractivité.

Le Territoire du Pays d'Aix souhaite donc voir inscrire des projets participant à la mise en œuvre des objectifs portés par ce PADD et s'insérant déjà dans des schémas métropolitains et des dispositifs régionaux et nationaux notamment le SRADDET approuvé le 15 octobre 2019.

L'un des objectifs majeurs de ce projet est de structurer une armature territoriale conciliant la proximité nécessaire au maintien de la qualité de vie, avec les enjeux d'attractivité métropolitain.

C'est ainsi que plusieurs opérations soutenues par le Territoire du Pays d'Aix visent, d'une part, à conforter la fonction résidentielle, économique et centrale de la ville d'Aix-en-Provence afin d'affirmer son rôle d'envergure métropolitaine et moteur pour le développement du Pays d'Aix comme l'opération d'aménagement Phare et Balises à Encagnane, l'agrandissement du stade Maurice David ; et d'autre part, à renforcer les pôles structurants d'envergure métropolitaine à travers l'accueil de projets de développement économique, résidentiels ou de loisirs comme le projet de quartier de gare au Pennes-Mirabeau, la poursuite de l'opération Cap Horizon à Vitrolles, la pépinière d'entreprise de Pertuis, l'opération d'aménagement du quartier du Liourat à Vitrolles, la couverture de la piscine de Gardanne, le complexe sportif du Farigoulier à Pertuis, la piscine de Vitrolles.

La mobilité représente aussi un élément central dans la structuration du territoire. Aussi, l'objectif porté par le Territoire du Pays d'Aix est de garantir les capacités de développement des réseaux de transports collectifs et les modes alternatifs à la voiture, ainsi que d'inciter à l'intermodalité en articulation avec les orientations du projet de PDU métropolitain arrêté le 19 décembre 2019 et en lien avec les infrastructures ferroviaires. Cela s'illustre par des projets comme la ligne D du BHNS reliant la gare routière d'Aix et le pôle d'activités des Milles, la bretelle entre la RD9 et l'A51, la déviation Villelaure-Pertuis, la liaison en site propre entre la gare VAMP de Vitrolles et l'aéroport, le contournement des Milles.

Il s'agit aussi de favoriser de manière responsable la mise en valeur des paysages et du patrimoine, notamment sur un plan touristique et de loisirs. C'est l'objet de différents projets d'aménagement ou de réhabilitation de sites naturels ou patrimoniaux en lien avec le Grand Site Sainte-Victoire, comme la requalification du pôle d'accueil du public du barrage de Bimont, la réhabilitation du sentier Imoucha à Saint-Marc-Jaumegarde, la sauvegarde et valorisation de l'ancien canal du Verdon à Meyrargues.

Le Territoire du Pays d'Aix porte également l'ambition de garantir le maintien et le développement d'une agriculture productive et durable, la création de la couveuse agricole de Luyens s'inscrit dans cet objectif.

Enfin, dans le contexte que nous connaissons, le Territoire du Pays d'Aix s'engage à offrir à la population un cadre de vie plus sain, plus sûr et plus résilient.

Ainsi, plusieurs projets proposés visent à préserver la ressource et la qualité de l'eau comme l'amélioration des réseaux d'eau potable et d'eau usée, la sécurisation de la ressource en eau, les travaux sur les stations d'épuration mais aussi à lutter contre les nuisances sonores avec l'observatoire du bruit. Enfin, il s'agit d'améliorer la réduction de la production de déchets ultimes en dotant le territoire d'équipements dédiés en

articulation avec le plan métropolitain de Prévention des Déchets comme l'extension de l'installation de stockage des déchets non dangereux de l'Arbois, un centre opérationnel de collecte des ordures ménagères ou la construction d'une nouvelle déchetterie à la Calade.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Madame Maryse Joissains Masini en qualité de Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 054-9156/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'élaboration d'un contrat métropolitain intégrateur des financements de l'Etat, de la Région, du Département et des fonds européens ;
- Que le Territoire du Pays d'Aix a été associé à la consolidation des projets composant le contrat métropolitain et qu'il a fait valoir ses priorités au regard de ses attentes spécifiques ;
- Que la liste des projets retenues par le Conseil de la Métropole intègre la totalité des projets proposés par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix présentée en annexe de ce rapport,

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix approuve les projets métropolitains en vue de l'adoption d'un contrat métropolitain intégrateur des financements de l'Etat, de la Région, du Département et des fonds européens dans le cadre du Contrat d'avenir et du Plan de relance.

Article 2 :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix approuve la liste des projets portés par la Métropole et incluant ceux proposés par le Territoire.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	4
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

HUBERT Claudie - KLEIN Philippe - PENA Marc

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

PETEL Anne-Laurence

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 013

AVIS - Budget Annexe "Eau en DSP" du Territoire du Pays d'Aix - Décision Modificative n°1 de l'exercice 2021

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur la décision modificative n°1 pour 2021 du Budget annexe « Eau en DSP » du territoire du Pays d'Aix. Ce Budget annexe est établi selon la nomenclature budgétaire et comptable M49. Il est voté par nature. L'équilibre de cette décision modificative s'établit comme suit :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) : 0,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) : 106 102,00 euros

Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que la maquette budgétaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 020-9122/20/CM du 17 décembre 2020 approuvant le Budget Primitif 2021 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article unique :

Est approuvée la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2021 du Budget annexe « Eau en DSP » du Territoire du Pays d'Aix, par nature, telle qu'elle est présentée ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	4
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

HUBERT Claudie - KLEIN Philippe - PENA Marc

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

PETEL Anne-Laurence

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

**Politique culturelle et sportive -
Sports**

2021 CT2 014

Soutien au sport de haut niveau et au dispositif "Ecole Sport Entreprendre" (saison 2020/2021) - Attribution de subventions aux clubs éligibles de sports collectifs et individuels - Approbation de conventions d'objectifs

Madame le Président soumet au Conseil de territoire le rapport suivant :

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a engagé à partir de 2002 une importante politique sportive permettant de rattraper le retard des infrastructures existantes et de développer la pratique du sport pour tous, de loisir, le sport de compétition et de haut niveau.

Plusieurs dispositifs ont été délibérés afin de mieux répondre aux besoins constatés tant en matière d'équipement que d'accompagnement de pratique amateur et professionnelle autour notamment des axes suivants :

1- Soutenir le sport de compétition de niveau national pour les sports collectifs comme pour les sports individuels.

2- Renforcer le développement de ces pratiques sportives grâce à un programme d'accompagnement scolaire de 354 jeunes sportifs, en 2020, âgés de 15 à 20 ans, intégrés dans les équipes cadettes et juniors des clubs de sports collectifs et de sports individuels de haut niveau du Pays d'Aix : le dispositif « Ecole Sport Entreprendre du Pays d'Aix ».

Il est proposé d'approuver les attributions de subventions et les conventions afférentes ci après :

1/ Soutien aux clubs de sports collectifs de haut niveau :

Au regard du niveau où ces clubs évoluent pour la saison 2020/2021 et des résultats obtenus en fin de saison sportive, ils peuvent être éligibles en 2021 aux aides suivantes **pour un montant total de 1.085.000 €** (hors marchés de prestations de services) :

Clubs en 2021	Catégorie Division	BP 2021 ou 2020/2021	Total (n-1) Saison 2019/2020	Subv. sollicitée	Subv. Proposée Saison 2020/2021	Prestation de service	Total subventions proposées 2021	Convention
EUSRL PAUCH (GU n°00255)	1ère division (LNH)	3.797.296 €	966.360 €	/	/	Mini 740.000 € Maxi : 1.000.000 €*	/	Marché
	Centre de formation		300.000 €	300.000 €	300.000 €	/	300.000 €	Oui
SASP PROVENCE RUGBY	2é division PRO D2	7.549.000 €	450.000 €	/	/	Mini :450.000 € Maxi : 650.000 €*	/	Marché
Association PROVENCE RUGBY (GU n°00066)	Centre de formation	971.000 €	150.000 €	150.000 €	150.000 €	/	150.000 €	Oui
Pays d'Aix Natation Water Polo (GU n°00036)	1ère division (PRO A)	1.612.500 €	215.000 €	200.000 €	175.000 €	/	175.000 €	Oui
Asso PAVVB (GU n°00261)	1ère division (Ligue AF)	1.073.990 €	410.000 €	500.000 €	410.000 €	/	410.000 €	Oui
Basket Métropole Aix Venelles (GU n°00258)	Nationale féminine 2	225.000 €	50.000 €	50.000 €	50.000 €	/	50.000 €	Oui
TOTAL							1.085.000 €	

* Les montants indiqués pour les marchés de prestation de service le sont à titre indicatif et représentent le plafond maximum qui pourra être revu à la baisse au regard de l'art. L.113-3 du Code du sport.

Il convient de souligner que la Société Anonyme Sportive Professionnelle Provence Rugby est liée par convention à son association d'origine qui bénéficie d'une subvention au titre du fonctionnement de son centre de formation. Il est rappelé à ce titre que la subvention versée à l'association ne peut être reversée à la société à quelque titre ou sous quelque forme que ce soit.

Il convient de rappeler également que le Conseil de Territoire du 21 mars 2019 a validé, par délibération n°2019_CT2_144, l'élargissement des conventions pluriannuelles avec le Pays d'Aix Venelles Volley-Ball et le Pays d'Aix Natation section water-polo ainsi que le montant des subventions prévisionnelles afférents aux saisons 2018/2019, 2019/2020 et 2020/2021 dans le cadre du soutien aux sports collectifs de haut niveau.

En outre, l'association Pays d'Aix Natation a bénéficié, en 2020, d'une subvention exceptionnelle

de 21.000 € pour le fonctionnement de sa section de water-polo et d'une subvention de fonctionnement de 73.000 € pour sa section natation artistique au titre de la saison sportive 2020/2021, ce qui porte la totalité des subventions pour la saison en cours (2020/2021) à 269.000 €.

2/ Soutien aux clubs de sports individuels de haut niveau :

Cette politique de soutien à certaines disciplines de sports individuels évoluant en niveau national vise à mettre en valeur leur pratique et à valoriser les résultats obtenus par les clubs.

Au regard du niveau où ces clubs de sports individuels évoluent pour la saison 2020/2021 et des résultats obtenus en fin de saison sportive, ils peuvent être éligibles en 2021 aux aides suivantes pour un montant total de 123.500 € :

Clubs (Guichet Unique 2021)	BP 2021 ou 2020/2021	Subvention sollicitée 2021	Subvention n-1	Subvention proposée 2021	Conventions
Gymnastique du Pays d'Aix (GU n°00256)	336.120 €	35.000 €	27.000 €	27.000 €	Oui
AUC Badminton (GU n°00053)	284.810 €	60.000 €	54.000 €	54.000 €	Oui
AUC Taekwondo (GU n°00244)	79.000 €	13.500 €	13.500 €	13.500 €	Non
Aix Handisport (GU n°00339)	19.500 €	5.000 €	5.000 €	5.000 €	Non
Squash Passion (GU n°00094)	63.340 €	20.000 €	20.000 €	20.000 €	Non
BMX Les Pennes Mirabeau (GU n°00103)	88.400 €	4.000 €	4.500 €	4.000 €	Non
TOTAL				123.500 €	

Concernant les points 1 et 2 du présent rapport, il convient de rappeler que le Projet PRODAS (PROjet de Développement des Activités Sportives) dans les quartiers prioritaires visés par les services « Politique de la Ville » des communes d'Aix-en-Provence, Vitrolles, Pertuis et Gardanne bénéficie de la participation des clubs de niveau national bénéficiaires d'une subvention de fonctionnement au titre du dispositif de soutien au sport de haut niveau collectif et individuel, liés par une convention d'objectifs avec le Pays d'Aix.

3/ Soutien au dispositif « Ecole Sport Entreprendre du Pays d'Aix » (ESE):

Le partenariat Sport/Entreprise mis en place par la Communauté du Pays d'Aix au travers de ce dispositif validé par la délibération n°2005_A340 du Conseil communautaire du 8 décembre 2005 a permis de créer une dynamique nouvelle entre les différents acteurs sportifs du territoire, et en particulier les jeunes sportifs évoluant en niveau national dans leur intégration sociale et professionnelle future.

Ce dispositif concerne aujourd'hui 354 jeunes sportifs de 15 à 20 ans constituant les espoirs des clubs de sports collectifs et individuels de haut niveau du Pays d'Aix dans les disciplines suivantes : natation (4 disciplines), handball, basket, volley-ball, athlétisme, gymnastique, BMX, taekwondo, cyclisme, escrime.

Le Territoire du Pays d'Aix, aux côtés des clubs de haut niveau de son territoire, a décidé de soutenir ce programme original depuis plusieurs années visant à créer les meilleures conditions possibles d'accompagnement et de soutien éducatif, scolaire et professionnel de jeunes sportifs.

Ce dispositif interactif permet aussi de mutualiser certains aspects logistiques : transports, restaurations adaptées, tutorat scolaire, préparation physique, en regroupant les bénéficiaires du programme.

En complémentarité de ce dispositif, une cellule opérationnelle prend en compte les sportifs adultes afin de les accompagner dans leur formation post sportive et leur insertion dans le monde du travail. Compte tenu de ces éléments, il est proposé de valider les termes de la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association "Ecole Sport Entreprendre (ESE) du Pays d'Aix", composée aujourd'hui de 7 salariés, de 15 contrats de vacataires et de 9 services civiques, et de valider l'attribution d'une subvention de 80.000 € à l'association "ESE Pays d'Aix" en 2020, telle que décrite dans le tableau ci-dessous :

Club	N° Guichet Unique 2021	Budget prévisionnel 2021	Subvention N-1	Subvention sollicitée	Total subventions proposées 2021	Convention
ESE Pays d'Aix	00260	154 000 €	80 000 €	80 000 €	80 000 €	Oui

Concernant les points 1, 2 et 3 du présent rapport, il convient de noter qu'au-delà de 23.000 €, une convention annuelle type entre l'association sportive et le Territoire du Pays d'Aix permettra de verser ces aides à chaque club.

En outre, conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de du Territoire du Pays d'Aix pourra être recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles après analyse des documents transmis par l'association.

Par ailleurs, l'article 59 du Règlement Budgétaire et Financier fixe les modalités de versement des subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit :

- un acompte de 80% sera versé au club après signature de la convention correspondante et ce pour l'ensemble des subventions.
- le solde de 20% sera versé à la fin de l'année sur présentation avant le 1er novembre 2021.
- d'un compte de résultat définitif ou d'un compte de résultat provisoire accompagné dès lors du compte de résultat définitif de l'année n-1, signés du Président et du Trésorier de l'association, s'il y a lieu, du dernier rapport du Commissaire aux Comptes certifié.

4/ Rappel des dispositions du code du sport :

La délibération cadre modificative de la politique sportive de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix au titre du sport de haut niveau présentée en séance de Conseil communautaire du 11 décembre 2014 a rappelé les conditions et critères du Code du sport relatifs à l'attribution de subventions ou d'achat de prestations de services aux clubs sportifs selon qu'ils étaient gérés sous la forme d'associations ou de sociétés professionnelles :

- Concernant l'attribution de subventions, l'article L.113-2 du Code du Sport indique que les associations sportives, ou les sociétés qu'elles constituent, peuvent recevoir des subventions publiques pour des missions d'intérêt général. Ces subventions font l'objet de conventions conclues, d'une part, entre les collectivités territoriales et leurs groupements et, d'autre part, les associations sportives ou les sociétés qu'elles constituent. Le montant maximum des subventions versées par l'ensemble des collectivités territoriales et de leurs groupements à l'association sportive et à la société qu'elle constitue ne peuvent excéder 2,3 millions d'euros pour chaque saison sportive de la discipline concernée.

- Concernant l'achat de prestations de service, l'article L 113-3 du Code du Sport indique que les sommes versées par les collectivités territoriales ou

leurs groupements aux sociétés en exécution de contrats de prestation de services, ou de toute convention dont l'objet n'entre pas dans le cadre des missions d'intérêt général visées à l'article L 113-2 , ne peuvent excéder 30% du total des produits du compte de résultat de l'année précédente, dans la limite de 1,6 millions d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005_A340 du Conseil communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 relative au dispositif de formation des jeunes sportifs des clubs de haut niveau ;
- La délibération cadre n°2012_A006 du Conseil communautaire de la CPA du 15 mars 2012 relative à la politique sportive communautaire ;
- La délibération cadre n°2014_A278 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à la politique sportive communautaire au titre du sport collectif de haut niveau ;
- La délibération n° 2019_CT2_144 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019 relative au soutien au sport de haut niveau et à l'approbation de conventions d'objectifs pluriannuelles pour le soutien aux clubs Pays d'Aix Venelles Volley Ball et Pays d'Aix Natation ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° 2020_CT2_133 du Conseil de Territoire du 8 octobre 2020 relative à l'attribution d'une subvention exceptionnelle au Pays d'Aix Natation Water Polo ;
- La délibération n° 2020_CT2_421 du Conseil de Territoire du 10 décembre 2020 relative à l'attribution de subventions aux clubs éligibles de sports individuels (saison 2020/2021) ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 27 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions aux clubs de haut niveau telles que décrites dans les tableaux ci-dessus pour un montant total de 1.288.500 €, au titre de l'exercice 2021 pour la saison sportive 2020/2021.

Article 2 :

Sont approuvées les deux conventions à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les trois clubs de haut niveau collectif, l'EUSRL Pays d'Aix Université Club Handball et l'association Provence Rugby.

Article 3 :

Est approuvée la convention type à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les clubs de haut niveau collectif, les associations Pays d'Aix Venelles Volley Ball, Pays d'Aix Natation (Water Polo) et Basket Métropole Aix Venelles.

Article 4 :

Est approuvée la convention type à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les clubs de haut niveau individuel, les associations Gymnastique du Pays d'Aix et AUC Badminton.

Article 5 :

Est approuvée la convention à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association École Sport Entreprendre du Pays d'Aix.

Article 6 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 7 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2021 en section de fonctionnement : Chapitre 65 / Fonction 30 / Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 015

Evènements sportifs sur le Territoire du Pays d'Aix en 2021 - Open Pays d'Aix Cepac et Ironman 70.3 Aix-en-Provence

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien de la Communauté du Pays d'Aix à des épreuves sportives internationales a permis d'attester de l'ambition d'une politique sportive au service du plus grand nombre.

Celle-ci s'appuie sur des manifestations sportives d'exception qui suscitent tout autant l'engouement des spectateurs que l'envie des jeunes de découvrir ces disciplines sportives.

Le Territoire du Pays d'Aix souhaite participer en 2021 au soutien de deux événements sportifs majeurs : l'Open Pays d'Aix Cepac et l'Ironman 70.3 Aix-en-Provence.

L'Open Pays d'Aix Cepac :

La 8ème édition de l'Open Pays d'Aix Cepac est un tournoi de tennis de niveau international classé ATP Challenger 125 qui se déroulera du 3 au 9 mai 2021.

En 2021, il sera doté d'un prix de 137.500 € (cent trente-sept mille cinq cents euros) + hébergements, et sera en mesure d'attirer des joueurs classés à partir de la 50ème et jusqu'à la 200ème place au classement mondiale.

Il sera organisé, par la société sportive AB2M, au Country Club Aixois, qui possède les installations suffisantes pour accueillir cette compétition de haut niveau dans le respect des contraintes de la Fédération Française de Tennis (FFT) et mener une opération très aboutie de relations publiques.

Quelques chiffres :

- 40 juges de lignes, 50 ramasseurs de balles, 5 arbitres de chaises, 32 joueurs de simple, 16 équipes de double, 10 personnes dédiées à l'entretien des courts en terre battue ;
- 2700 places assises sur le court central (tribunes gratuites et places de loges VIP) ;
- 350 nuitées réservées pour l'accueil des joueurs et des officiels, 3 sites de restauration ;
- un village VIP de 500 m², une zone commerciale de 150 m².

Par son nom « Open Pays d'Aix Cepac » et son logo, ce tournoi est très étroitement associé à l'image du Territoire du Pays d'Aix et le succès des sept premières éditions l'encourage à poursuivre des actions de communication liée à cet événement.

Le succès de cette rencontre sportive dépend très largement de son audience dans les médias classiques, presses écrite et audiovisuelle. AB2M mettra en place un plan média important :

- programme officiel, gazettes, flyers, affichage sur les réseaux Muppy et Decaux de la ville d'Aix-en-Provence, sur les bus de la ville, les Diablines, chez les commerçants et dans les clubs de tennis de la Ligue et dans les parkings de la ville.
- pour ce qui concerne la presse écrite locale, un partenariat sera conclu avec la Provence, partenaire officiel et pour la presse spécialisée avec Grand Chelem, Tennis Info (FFT), Tennis Magazine, TOUTMA,
- pour les radios, ce sont Nostalgie, Radio Star, NRJ, Chéri FM et France Bleu, pour assurer la promotion en amont et couvrir la compétition,
- en ce qui concerne la TV, diffusion dans le monde entier des matchs en direct avec la chaîne de live streaming, en partenariat avec l'ATP Tour, diffusion des 1/2 finales et finales en direct sur BEin sport. Au niveau local, les chaînes France 3 et Azur TV couvriront l'événement,
- pour l'internet avec le développement du site : www.opendupaysdaix.com,
- réseaux sociaux : Facebook, Twitter, Instagram,
- Une application digitale dédiée.

L'Ironman 70.3 Aix-en-Provence :

La Communauté du Pays d'Aix, puis le Territoire du Pays d'Aix, ont déjà soutenu les neuf premières éditions de l'«Ironman 70.3 du Pays d'Aix» et de «l'Ironkids du Pays d'Aix» entre 2011 et 2019.

Compte tenu de la crise sanitaire liée à la Covid-19, l'organisateur a dû annuler la 10ème édition de la manifestation prévue initialement en mai 2020 puis reportée en septembre 2020.

La société Ironman France organisera ainsi, le 16 mai 2021, la dixième édition de «l'Ironman 70.3 Aix-en-Provence», qui est une épreuve de niveau international, au même titre que d'autres triatlons Ironman organisés en France.

Quelques chiffres de l'édition 2019 permettent de constater l'impact de cette manifestation sur le territoire :

- 2336 athlètes inscrits (86% d'athlètes hommes et 14% d'athlètes femmes), 50 équipes relais,
- 29 nationalités représentées (France, Royaume-Uni, Suisse, Italie, Allemagne, Belgique...),
- 266 enfants au départ des différentes épreuves de l'Ironkids,
- 350 m² d'espace sportif dans le Village Expo Ironman (12 exposants) sur le Cours Mirabeau pendant 3 jours et 7.500 visiteurs,

- plus de 1000 volontaires assurant le succès de l'événement,

Les retombées médiatiques :

- 31 journalistes ou photographes accrédités pour 11 médias différents ;
- Presse écrite : parutions dans La Provence, parutions dans la presse spécialisée Trimag, Trimax, Triathlete Magazine et l'Equipe ;
- Presse web : Facebook (471.247 personnes atteintes), parution dans la presse spécialisée Trimax Hebdo, Trimag, Triathlete Magazine, Trimes, Blog d'athlètes sous forme de communiqué de presse ou de récit de course ;
- TV : 26 minutes sur la chaîne l'Equipe ;

Les retombées touristiques :

- 35% des athlètes ont été à l'hôtel, soit 817 athlètes ;
- la dépense moyenne par athlète s'élève à 96 € ce qui induit un impact économique en terme de logement de 723.456 € ;
- 35% des athlètes sont restés 3 nuits, 29% 2 nuits, 7% une nuit et 29% 4 nuits ou plus ;
- 25% des athlètes sont venus seuls, 22% avec une personne, 15% avec deux accompagnants, 11% avec trois accompagnants, 26% sont venus à quatre ou plus ;
- 96% des athlètes sont satisfaits de la ville d'Aix-en-Provence.

Un athlète dépense en moyenne 96 € par nuit.

Au total, l'impact économique en terme de logement est de 723 456 €.

L'Ironman 70.3 Aix-en-Provence en 2021 compte d'ores et déjà 2550 athlètes inscrits et se déroulera de la façon suivante :

- une épreuve de natation (1,9 km) sur le lac de Peyrolles-en-Provence,
- une épreuve de cyclisme (90 km) permettant aux athlètes de traverser plusieurs communes du Territoire du Pays d'Aix avec une arrivée à Aix-en-Provence,
- une épreuve de course à pied (21,1 km) qui s'achèvera sur le cours Mirabeau à Aix-en-Provence.

A l'occasion de cette 10ème édition, l'organisateur a souhaité mettre en valeur le Territoire du Pays d'Aix par la mise en avant d'une dizaine de commerces/hôtels auprès des athlètes et par l'augmentation de l'ancrage économique au niveau local en choisissant des prestataires de services et de produits issus de la région.

Dans le cadre de cette manifestation, la société Ironman France souhaite organiser et promouvoir le 10ème «Ironkids du Pays d'Aix» qui se déroulera le samedi 15 mai 2021 à Aix-en-Provence. L'Ironkids a pour objectif de fédérer les enfants de 5 à 13 ans autour d'une épreuve sportive de type courses à pied de différentes distances selon l'âge des participants.

A l'issue des deux événements, les organisateurs s'engagent à fournir au Territoire du Pays d'Aix un bilan de l'organisation et des retombées

médiatiques, touristiques et économiques sur le territoire.

Au regard de la promotion du territoire, des retombées économiques, et de la valorisation du sport de haut niveau qu'apportent ces deux grandes manifestations, le Territoire du Pays d'Aix souhaite poursuivre son soutien à leurs organisations en passant des marchés à procédure adaptée de prestations de services en 2021 pour des montants prévisionnels estimés à : 135.000 € TTC pour l'Open Pays d'Aix Cepac et 60.000 € TTC pour l'Ironman 70.3 Aix-en-Provence.

Il convient de préciser que, par dérogation aux dispositions prévues par le C.C.A.G et dans le cas d'une annulation de la manifestation pour cause de crise sanitaire liée à une reprise du COVID-19 ou tout autre événement majeur non prévisible, le marché pourra être résilié de fait par le Pays d'Aix sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par le titulaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 27 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'organisation des manifestations Open Pays d'Aix Cepac et Ironman 70.3 Aix-en-Provence en 2021 sur le Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Est approuvé le lancement de marchés à procédure adaptée de prestations de services en 2021 pour des montants prévisionnels estimés à : 135.000 €

TTC pour l'Open Pays d'Aix Cepac et 60.000 € TTC pour l'Ironman 70.3 Aix-en-Provence.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des documents y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2021 en section de fonctionnement : Chapitre 011 / Nature 611/ Fonction 326.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 016

PRODAS 2021 - Attribution de subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Conseil communautaire du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en place du projet PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives).

PRODAS est un dispositif sportif, éducatif et social répondant aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en QPV (quartier prioritaire ville).

En partenariat avec les services des sports et Politique de la Ville des différentes communes répondant aux critères du nouveau « Contrat de ville » (loi n°2014-173 du 21 février 2014), le dispositif Prodass a pour ambition de fédérer les différents partenaires sportifs, clubs de haut niveau, clubs sportifs, associations de proximité ainsi que les centres sociaux culturels, autour d'un projet de

développement des activités sportives au sein même des quartiers prioritaires (actions en pied d'immeuble) ou au sein des clubs sportifs.

Le dispositif Prodass a pour objectif principal de favoriser l'accès au « Sport pour Tous » ; il répond notamment au besoin des jeunes d'accéder à des activités sportives, de rétablir l'égalité de la pratique sportive en supprimant les freins financiers.

Ce dispositif représente un outil d'insertion sociale et joue le rôle de passerelle entre une population jeune souvent en situation de décrochage et les clubs sportifs.

Ce programme permet aujourd'hui à des jeunes des quatre communes concernées par ce dispositif, Aix-en-Provence, Pertuis, Vitrolles et Gardanne, de s'initier aux disciplines sportives en partenariat avec de nombreuses associations.

En 2019, ce dispositif a été lauréat de la 16ème édition du concours « Fais-nous rêver » organisé par l'Agence Pour l'Education Par le Sport (APELS) de Provence Alpes Côte d'Azur permettant de reconnaître des projets labellisés d'éducation par le sport.

L'APELS est une association loi 1901 nationale et indépendante. Depuis 20 ans, l'APELS est un acteur de l'innovation sociale qui construit des programmes pour insérer et éduquer les jeunes par le sport.

Grâce à un réseau de 1.000 associations repérées sur l'ensemble du territoire français, elle a accompagné plus de 100.000 jeunes talents éloignés de l'emploi ou décrocheurs scolaires.

Le dispositif PRODAS permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix de subventionner à 100% les projets d'actions proposés par les associations du territoire.

Ces associations de proximité conduisent des actions d'initiation à la pratique sportive dont la liste et le calendrier sont joints au dossier de demande de subvention et dont la réalisation est contrôlée avant le versement du solde.

Les 3 subventions proposées sont détaillées dans le tableau ci-joint pour un montant total de 21.000 €.

Concernant les modalités de paiement de la subvention, un acompte de 80% est versé à l'association dès que la délibération sera exécutoire et le solde de 20% sera versé avant la fin de l'année, sur présentation avant la fin octobre d'un budget réalisé provisoire ou définitif de la manifestation signé du Président et du Trésorier de l'association.

L'article 58.4 du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence précise que, dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant initialement prévu, la subvention attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. Elle fera alors l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée,

effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Métropole en cas de trop-perçu.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010_A110 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative à validation du projet PRODAS ;
- La délibération n°2017_CT2_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif Projet de Développement des Activités Sportives ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 27 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le dispositif sportif, éducatif et social PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives) répond aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en QPV (quartier prioritaire ville).

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées trois subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives dans le cadre du PRODAS telles que décrites dans le tableau ci-joint pour un montant total de 21.000 €.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section fonctionnement - Chapitre 65 / Fonction 326 / Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 017

Rencontre internationale de rugby - Tournoi des VI Nations 2021 catégorie U20 au stade Maurice David – Approbation d'un avenant n°3 à la convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par la délibération n°2013_A300 du Conseil communautaire du 19 décembre 2013, la Communauté du Pays d'Aix a déclaré, le stade Maurice David d'intérêt communautaire.

Par la délibération n°2019_CT2_347, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019 a adopté une convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la Société Anonyme Sportive Professionnelle (SASP) Provence Rugby pour les trois saisons sportives 2019/2020, 2020/2021, 2021/2022.

La dite convention a pour objet de préciser les conditions de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David, sis 20 avenue Marcel Pagnol, 13090, Aix-en-Provence, au profit de la SASP Provence Rugby afin de permettre à son équipe professionnelle d'évoluer en championnat de France de Pro D2 (2ème division nationale).

Dans le cadre de ses activités professionnelles, la SASP Provence Rugby est co-organisateur avec les instances fédérales de Rugby (Fédération Française de Rugby ou Ligue Sud de Rugby) de matchs dans le cadre du Tournoi des VI Nations 2021, catégorie U20, au stade Maurice David.

A ce titre, la SASP Provence Rugby souhaite pouvoir utiliser le stade dans les mêmes conditions que lors des rencontres programmées de l'équipe professionnelle de ProD2 : terrain, vestiaires, réceptifs notamment.

Recevoir des matchs du Tournoi des VI Nations 2021, catégorie U20, est un privilège qui s'inscrit dans la continuité de l'accueil au stade Maurice David de l'équipe U20 lors d'un match France/Italie le 7 février 2020 et le match de finale de la Challenge Cup le 16 octobre 2020.

Le Tournoi des Six Nations U20 est une compétition de rugby à XV entre les équipes nationales réunissant des joueurs de rugby de moins de 20 ans de six pays européens.

L'accueil de cette compétition est également une reconnaissance forte des différentes institutions du monde du rugby, des efforts portés par le Territoire dans le cadre de la modernisation du stade Maurice David.

Le Territoire du Pays d'Aix réaffirme son soutien au développement d'une politique sportive ambitieuse en autorisant, par un avenant n°3 joint au présent rapport, la SASP Provence Rugby à utiliser les installations sportives et les locaux du stade Maurice David afin d'accueillir ces rencontres.

Il convient de préciser que, dans le cas de crise sanitaire liée à une reprise du COVID-19 ou tout autre événement majeur non prévisible, le Territoire du Pays d'Aix pourra annuler cette autorisation sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par l'organisateur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013_A150 du Conseil communautaire de la CPA du 18 juillet 2013 confiant une mission d'étude à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » (SPLA) afin d'évaluer la faisabilité d'une modernisation et d'un repositionnement du stade Maurice

David, articulé avec une opération d'aménagement du secteur du Jas de Bouffan ;

- La délibération n°2013_A300 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013, déclarant le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confiant à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération ;
- La délibération n°2014_B394 du Bureau communautaire de la CPA du 25 septembre 2014 adoptant un nouveau règlement intérieur pour les équipements sportifs ainsi que des conventions de mise à disposition des équipements sportifs et des locaux au profit des clubs du territoire, et notamment la convention de mise à disposition des équipements du stade Maurice David au profit de la SASP le PARC, renommée depuis SASP Provence Rugby ;
- La délibération n°2019_CT2_347 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019 relative à l'approbation d'une convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby pour les saisons sportives 2019/2020, 2020/2021, 2021/2022 ;
- La délibération n°2019_CT2_725 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 relative à l'approbation d'un avenant n°1 à la convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°2020_CT2_136 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020 relative à l'approbation d'un avenant n°2 à la convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 27 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 à la convention de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et de certains locaux du stade Maurice David au profit de la Société Anonyme Sportive Professionnelle Provence Rugby, jointe en annexe du présent rapport, pour accueillir des matchs dans le cadre du Tournoi des VI Nations 2021, catégorie U20, sans incidence financière.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Politique culturelle et sportive - Culture

2021_CT2_018

Attribution de subventions en fonctionnement aux grands opérateurs culturels - Approbation de conventions avec le Festival International d'Art Lyrique, le Centre Chorégraphique National Ballet Preljocaj et le Théâtre du Jeu de Paume

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant:

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 par la délibération n°2003_A081. Cette politique culturelle poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a choisi de devenir dès 2003 un partenaire privilégié d'opérateurs participant au rayonnement culturel du Pays d'Aix avec comme objectif de contribuer à l'éducation et au rapprochement des générations par la facilitation de l'accès à la culture (délibération N°2003_A285 du 12 décembre 2003).

Sur la base des principes de déclaration de l'intérêt communautaire, il est possible de dégager un groupe d'opérateurs culturels répondant aux critères suivants:

- un rayonnement est manifestement national ou international
- un caractère unique sur le territoire
- une reconnaissance de l'État (Ministère de la Culture).

Ces grands opérateurs, dont le Festival International d'Art Lyrique (FIAL), le Ballet Preljocaj (CCN- Ballet Preljocaj) et le Théâtre du Jeu de Paume (TJP) bénéficient d'une subvention de fonctionnement dans le cadre de conventions triennales avec des objectifs partagés.

La convention du Ballet Preljocaj pour la période 2019-2021 a été présentée au vote du Conseil de Territoire du 17 octobre 2019 et sera réactualisée en 2021. Celle du TJP pour la période 2020-2022 a été présentée au vote du Conseil de Territoire du 12 décembre 2019, tandis que la convention du FIAL est en cours de renouvellement.

Dans ce cadre, le Territoire du Pays d'Aix conforte cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant ainsi un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire et affirme ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations d'excellence accessibles au plus grand nombre.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 3 subventions de fonctionnement aux trois grands opérateurs susnommés, le Festival International d'Art Lyrique (FIAL), le Ballet Preljocaj (CCN- Ballet Preljocaj) et le Théâtre du Jeu de Paume (TJP) pour un montant total de 1 800 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver les conventions d'objectifs et de moyens annexées au présent rapport.

N° GU	Nom Association	Objet social	Manifestation	Lieu de l'action	Date Projet	Subvention N° 1	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	Subvention sollicitée ville	Grand Opérateur, fonctionnement /investissement, patrimoine privé	Montant proposé	Convention d'objectif	Date commission	Date CT
2021_00390	Ballet Preljocaj	Création et diffusion de spectacles chorégraphiques	Fonctionnement Général	International	Année 2021	600 000,00 €	6 444 163,00 €	600 000,00 €	Aix-en-Provence : 325 000,00 €	Grand opérateur Fonctionnement Général	600 000 €	OUI	27 janv	11 févr
2021_00309	FIAL	Programmer et organiser le Festival d'Art Lyrique, l'Académie de Musique et les Tournées pour l'année 2021	Fonctionnement Général	Aix-en-Provence	Année 2021	930 000,00 €	25 976 500,00 €	1 230 000,00 €	Aix-en-Provence : 1 625 000,00 €	Grand opérateur Fonctionnement Général	930 000 €	OUI	27 janv	11 févr
2021_00750	Théâtre du jeu de paume	Production, exploitation et diffusion de spectacles vivants	Fonctionnement Général	Aix-en-Provence	Année 2021	270 000,00 €	2 108 039,00 €	270 000,00 €	Aix-en-Provence : 815 700,00 €	Grand opérateur Fonctionnement Général	270 000 €	OUI	27 janv	11 févr
Total : 1 800 000 €														

A titre d'information, des dossiers de demandes de subventions 2021 sont actuellement à l'instruction. Ils concernent:

Le Festival International d'Art Lyrique.

Le FIAL devrait déposer une demande de subvention en investissement. A ce jour, cette demande n'est pas encore instruite.

Pour le Ballet Preljocaj et le Théâtre du Jeu de Paume, aucun autre dossier en fonctionnement ou en investissement n'a été déposé à ce jour ni auprès de la Métropole en centralité ni auprès du Territoire du Pays d'Aix.

Les associations sont soumises aux règles de paiement du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier (cf. article 58 « modalités de calcul » et article 59 « modalités de versement »).

Il précise notamment:

Modalités de calcul d'une subvention globale

Les subventions globales sont déterminées au vu de l'objet de l'organisme considéré et du programme d'actions qu'il se fixe pour atteindre les objectifs qu'il entend mettre en œuvre pour réaliser cet objet. Le montant de ces subventions peut être fixé à un niveau prenant en compte des conditions d'équilibre du budget de l'organisme bénéficiaire.

Modalités de versement

Un premier versement, correspondant à 80 % du montant total de la subvention sera mandaté après signature de la convention par les deux parties.

Le solde de la subvention (20 %) sera versé sur présentation du rapport d'activité annuel, du bilan financier et du compte de résultat signés par le bénéficiaire.

Par ailleurs, conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix pourra être recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le

montant des dépenses prévisionnelles après analyse des documents transmis par l'association.

Conventions

L'attribution de subvention en fonctionnement d'un montant supérieur à 23 000 € pour les associations culturelles nécessite l'approbation de conventions. Les conventions bilatérales annexées à la présente délibération sont élaborées pour le versement des subventions au titre de l'exercice 2021.

- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après:

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003-A081 du Conseil de communauté du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°2003_A285 du Conseil communautaire de la CPA du 12 décembre 2003 déterminant les grands opérateurs culturels ;
- La délibération n°2019_CT2_732 du Conseil de Territoire du 12 décembre 2019

relative à l'approbation d'une convention pluriannuelle d'objectifs avec le Théâtre du Jeu de Paume ;

- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 27 janvier 2021.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

. Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1:

Sont attribuées trois subventions en fonctionnement pour un montant total de 1 800 000 € aux grands opérateurs suivants : Ballet Preljocaj, Festival International d'Art Lyrique et Théâtre du Jeu de Paume.

Article 2:

Sont approuvées les conventions d'objectifs et de moyens à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et le Festival International d'Art Lyrique, le Ballet Preljocaj et le Théâtre du Jeu de Paume.

Article 3:

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4:

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement: chapitre 65, nature 65748, fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0

Ne prennent pas part au vote	0
------------------------------	---

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 019

Attribution de subventions en fonctionnement aux grands opérateurs culturels - Approbation de conventions avec le Centre International des Arts en Mouvement, le Festival International de Piano et l'Atelier de la langue française

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant:

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 par la délibération n°2003_A081. Cette politique culturelle poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a choisi de devenir dès 2003 un partenaire privilégié d'opérateurs participant au rayonnement culturel du Pays d'Aix avec comme objectif de contribuer à l'éducation et au rapprochement des générations par la facilitation de l'accès à la culture (délibération N°2003_A285 du 12 décembre 2003).

Sur la base des principes de déclaration de l'intérêt communautaire, il est possible de dégager un groupe d'opérateurs culturels répondant aux critères suivants:

- un rayonnement est manifestement national ou international
- un caractère unique sur le territoire
- une reconnaissance de l'État (Ministère de la Culture).

Ces grands opérateurs, dont le Centre International des Arts en Mouvement (CIAM) et l'Atelier de la langue française (ALF) bénéficient d'une subvention

de fonctionnement dans le cadre de conventions triennales avec des objectifs partagés.

La convention de l'Atelier de la langue française pour la période 2020-2022 a été présentée au vote du Conseil de Territoire du 12 décembre 2019 (délibération n°2019_CT2_732).

Dans ce cadre, le Territoire du Pays d'Aix conforte cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant ainsi un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire et affirme ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des

manifestations d'excellence accessibles au plus grand nombre.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 4 subventions de fonctionnement aux trois grands opérateurs susnommés, le Centre International des Arts en Mouvement, le Festival International de Piano et l'Atelier de la langue française pour un montant total de **530 000 €** dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver les conventions d'objectifs et de moyens annexées au présent rapport.

N° GU	Nom Association	Objet social	Manifestation	Lieu de l'action	Dates Projet	Subvention N-1	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	Subvention sollicitée ville	Montant proposé	Convention d'objectif	Date commission	Date CT
2021_00047	Festival International de Piano	Organisation de Festival	41ème édition du Festival International de Piano de la Roque d'Anthéron	La Roque d'Anthéron	23/07/2021 au 18/08/2021	200 000,00 €	3 204 900,00 €	220 000,00 €	La Roque d'Anthéron : 35 000,00 € Lambesc : 7 000,00 € Rognes Gardes : 6 500,00 €	200 000 €	OUI	27-janv	11-févr
2021_00079	CIAM	Promotion/formation cirque	Fonctionnement Général	Métropole	Année 2021	100 000,00 €	1 001 485,00 €	100 000,00 €	Aix-en-Provence : 100 000,00 €	100 000 €	OUI	27-janv	11-févr
2021_00095	CIAM	Promotion/formation cirque	Festival Jours et nuits de cirques	Pays d'Aix	18/09/21 au 26/09/21	150 000,00 €	430 000,00 €	150 000,00 €	Aix-en-Provence : 100 000,00 €	150 000 €	OUI	27-janv	11-févr
2021_00018	Atelier de la langue française	Promotion de l'art oratoire	Fonctionnement Général	Pays d'Aix	Année 2021	80 000,00 €	330 406,00 €	80 000,00 €	Aix-en-Provence : 50 000,00 €	80 000 €	OUI	27-janv	11-févr

Total: 530 000 €

A titre d'information, des dossiers de demandes de subventions pour l'exercice 2021 sont actuellement à l'instruction. Ils concernent:

Le Centre International des Arts en Mouvement

- le CIAM a déposé un autre dossier de demande de subvention dans le cadre du PRODAIS sollicitant la Direction des Sports du Territoire du Pays d'Aix à hauteur de 4 500 € pour le projet Animation et découverte du cirque (GU N°2021_00022).

- le CIAM a déposé un autre dossier de demande de subvention en fonctionnement auprès de la Direction de la Culture du Territoire du Pays d'Aix dans le cadre du projet «Patrimoine en Mouvement 2021» à hauteur de 30 000 € (GU N°2021_00097).

Les associations sont soumises aux règles de paiement du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier (Cf. articles 58 « Modalités de calcul » et 59 « Modalités de versement »).

Il précise notamment:

Modalités de calcul d'une subvention globale

Les subventions globales sont déterminées au vu de l'objet de l'organisme considéré et du programme d'actions qu'il se fixe pour atteindre les objectifs qu'il entend mettre en œuvre pour réaliser cet objet. Le montant de ces subventions peut être fixé à un niveau prenant en compte des conditions d'équilibre du budget de l'organisme bénéficiaire.

Modalités de calcul d'une subvention spécifique

Le montant de la subvention spécifique est déterminé soit par application d'un taux exprimé en pourcentage de la dépense subventionnable, soit en fonction de barèmes unitaires. Les dépenses subventionnables correspondent à la liste des dépenses éligibles à une subvention eu égard à leur nature ou leur objet au titre du dispositif cadre. La base subventionnable est l'assiette des dépenses éligibles à laquelle s'applique le taux de subvention. Subvention et dépense subventionnable sont plafonnées.

Révision du montant subventionné

Pour les subventions globales, le montant définitif de la subvention accordée peut, notamment en application de la convention conclue avec le

bénéficiaire, être révisé en proportion du niveau d'exécution du budget prévisionnel transmis par l'organisme bénéficiaire. Le versement du solde est, dès lors, ajusté en fonction des besoins réels de l'organisme.

Modalités de versement

Un premier versement, correspondant à 80 % du montant total de la subvention sera mandaté après signature de la convention par les deux parties.

Le solde de la subvention (20 %) sera versé sur présentation du rapport d'activité annuel, du bilan financier et du compte de résultat signés par le bénéficiaire.

Par ailleurs, conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix pourra être recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles après analyse des documents transmis par l'association.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, le Territoire du Pays d'Aix se donne pour objectif d'effectuer le paiement des subventions dans un délai de 90 jours fin de mois, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

Conventions

L'attribution de subvention en fonctionnement d'un montant supérieur à 23 000 € pour les associations culturelles nécessite l'approbation de conventions. Les conventions bilatérales annexées à la présente délibération sont élaborées pour le versement des subventions au titre de l'exercice 2021.

- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après:

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;
- La délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°2003_A285 du Conseil communautaire de la CPA du 12 décembre

2003 déterminant les grands opérateurs culturels ;

- La délibération n°2018_CT2_072 du Conseil de Territoire du 8 février 2018 approuvant la convention pluriannuelle avec le CIAM ;
- La délibération N°2019_CT2_732 du Conseil de Territoire du 12 décembre 2019 approuvant la convention pluriannuelle avec l'Atelier de la langue Française ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 27 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

. Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1:

Sont attribuées quatre subventions en fonctionnement pour un montant total de 530 000 € aux associations suivantes : Centre International des Arts en Mouvement, le Festival International de Piano et l'Atelier de la langue française.

Article 2:

Sont approuvées les conventions d'objectifs et de moyens à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et le Centre International des Arts en Mouvement, le Festival International de Piano et l'Atelier de la langue française.

Article 3:

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4:

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement: chapitre 65, nature 65748, fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 020

Attribution d'une subvention en fonctionnement à l'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant:

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 par la délibération n°2003_A081. Cette politique culturelle poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de

structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a choisi de devenir dès 2003 un partenaire privilégié d'opérateurs participant au rayonnement culturel du Pays d'Aix avec comme objectif de contribuer à l'éducation et au rapprochement des générations par la facilitation de l'accès à la culture (délibération N°2003_A285 du 12 décembre 2003).

Sur la base des principes de déclaration de l'intérêt communautaire, il est possible de dégager un groupe d'opérateurs culturels répondant aux critères suivants:

- un rayonnement est manifestement national ou international
- un caractère unique sur le territoire
- une reconnaissance de l'État (Ministère de la Culture).

L'Office du Tourisme du Pays d'Aix qui organise les Rencontres du 9^{ème} Art- Festival de la bande dessinée et autres arts associés répond à ces critères.

Dans ce cadre, le Territoire du Pays d'Aix conforte cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant ainsi un partenaire privilégié des associations et des organismes qui participent au rayonnement culturel du Territoire et affirme ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations d'excellence accessibles au plus grand nombre.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention de fonctionnement spécifique de 50 000 € à l'Office municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence pour l'organisation de la 18^{ème} édition des Rencontres du 9^{ème} art – Festival de la bande dessinée et autres arts associés et d'approuver la convention d'objectifs et de moyens annexée au rapport.

Cette manifestation se déroulera en mai et avril 2021 avec un format entièrement repensé afin de s'adapter aux contraintes qu'impose la situation sanitaire liée à la pandémie.

N° GU	Nom Association	Objet social	Manifestation	Lieu de l'action	Dates Projet	Subvention N-1	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	Subvention sollicitée ville	Montant proposé	Convention d'objectif	Date commission	Date CT
2021_00676	Office municipal du tourisme d'Aix-en-Provence	Développer le tourisme, promouvoir le territoire et animer le territoire par l'action culturelle	Rencontre du 9ème art - édition 2021	Pays d'Aix	3/04/21 au 22/05/21	50 000,00 €	219 173,00 €	50 000,00 €	Fonds propres OT : 106 173,00 €	50 000 €	OUI	27-janv	11-févr

Total: 50 000 €

Les Associations et les Établissements Publics sont soumis aux règles de paiement du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier (Cf. articles 58 « Modalités de calcul » et 59 « Modalités de versement »)..

Il précise notamment:

Modalités de calcul d'une subvention globale

Les subventions globales sont déterminées au vu de l'objet de l'organisme considéré et du programme d'actions qu'il se fixe pour atteindre les objectifs qu'il entend mettre en œuvre pour réaliser cet objet. Le montant de ces subventions peut être fixé à un niveau prenant en compte des conditions d'équilibre du budget de l'organisme bénéficiaire.

Modalités de calcul d'une subvention spécifique

Le montant de la subvention spécifique est déterminé soit par application d'un taux exprimé en pourcentage de la dépense subventionnable, soit en fonction de barèmes unitaires. Les dépenses subventionnables correspondent à la liste des dépenses éligibles à une subvention eu égard à leur nature ou leur objet au titre du dispositif cadre. La base subventionnable est l'assiette des dépenses éligibles à laquelle s'applique le taux de subvention. Subvention et dépense subventionnable sont plafonnées.

Révision du montant subventionné (Article 58.4 du RBF)

Pour les subventions globales, le montant définitif de la subvention accordée peut, notamment en application de la convention conclue avec le bénéficiaire, être révisé en proportion du niveau d'exécution du budget prévisionnel transmis par l'organisme bénéficiaire. Le versement du solde est, dès lors, ajusté en fonction des besoins réels de l'organisme.

Modalités de versement

Un premier versement, correspondant à 80 % du montant total de la subvention sera mandaté après signature de la convention par les deux parties.

Le solde de la subvention (20 %) sera versé sur présentation du rapport d'activité annuel, du bilan financier et du compte de résultat signés par le bénéficiaire.

Par ailleurs, conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix pourra être recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles après analyse des documents transmis par l'organisme.

S'agissant des subventions attribuées à des bénéficiaires disposant d'un comptable public, le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, le Territoire du Pays d'Aix se donne pour objectif d'effectuer le paiement des subventions dans un délai de 90 jours fin de mois, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après:

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°2003_A285 du Conseil communautaire de la CPA du 12 décembre 2003 déterminant les grands opérateurs culturels ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 27 janvier 2021.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

. Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations et des établissements publics qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1:

Est attribuée une subvention en fonctionnement à l'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence pour un montant total de 50 000 €.

Article 2:

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et l'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence.

Article 3:

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4:

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement: chapitre 65, nature 657 381 fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau - Environnement

2021 CT2 021

AVIS - Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE) et paiement de la cotisation pour l'année 2021

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant l'ensemble des acteurs publics et privés dans ce domaine sensible et vital pour le développement de ses territoires. L'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE), reconnue d'utilité publique, a pour objet l'étude de toutes les questions qui relèvent de l'assainissement, de l'environnement et de la gestion des ressources en eau. Elle rassemble des experts chercheurs, ainsi que des représentants d'organismes publics et privés et de ministères qui interviennent dans le domaine de l'environnement, celui-ci entendu dans son acception la plus large possible. A ce titre, elle est régulièrement sollicitée pour avis sur les projets de textes réglementaires. Elle participe par ailleurs par ses actions et ses informations à la protection durable de l'environnement. Ouverte à toute personne physique ou morale, cette association a pour but de :

- Faciliter et encourager les études, recherches, les formations et les travaux se rapportant aux questions précitées.
- Tenir informés les membres des progrès réalisés en France et à l'étranger sur les points les plus intéressants.
- Favoriser les échanges d'information entre les pays.
- Collaborer avec le législateur et les pouvoirs publics en apportant son expertise sur les progrès et les améliorations à poursuivre pour la rédaction des lois et règlements relatifs à l'hygiène publique, la gestion de l'environnement.

Face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et d'assainissement et de l'évolution du droit sur l'eau, l'adhésion à cette association permettra à la Métropole Aix-Marseille-Provence de répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.

La Métropole a ainsi adhéré à cette association par délibération n°DEA 009-892/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 et a renouvelé son adhésion au titre des années 2017, 2018, 2019 et 2020.

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'ASTEE, il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole à cette association pour l'année 2021 et d'approuver le versement de la cotisation correspondante, d'un montant de 3 457.01 euros HT incluant le montant de l'abonnement à l'offre numérique multi-services.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°DEA 009-892/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE) et paiement de la cotisation 2016 ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE), reconnue d'utilité publique, a pour objet l'étude de toutes les questions qui relèvent de l'assainissement, de l'environnement et de la gestion des ressources en eau.
- Que face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et d'assainissement et de l'évolution du droit sur l'eau, l'adhésion à cette association permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence de répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.
- Que compte tenu de l'intérêt que présente l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association, il convient de renouveler cette adhésion pour l'année 2021 et d'approuver le montant de la cotisation correspondant

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE) pour l'année 2021, ainsi que le paiement de la cotisation correspondante d'un montant de 2 110 euros HT, réparti au prorata du nombre de participants de chaque Conseil de Territoire, et le paiement de l'abonnement à l'offre

numérique multiservices d'un montant de 1 347.01 euros HT.

Article 2 :

Le montant de la cotisation sera réparti comme suit :

Conseil de Territoire de Marseille Provence : Les crédits nécessaires (1 999.01 euros HT dont adhésion 652 euros HT et abonnement à l'offre numérique multi-services 1 347.01 euros HT) sont inscrits au budget annexe de l'eau sous-politique F170 – nature 6281– 3DEAE.

Conseil de Territoire du Pays d'Aix : Les crédits nécessaires (405 euros HT) sont inscrits au budget Annexe de l'assainissement ligne 5003 – chapitre 011 – nature 6281.

Conseil de Territoire du Pays Salonais : Les crédits nécessaires (162 euros HT) sont inscrits au budget annexe de l'eau chapitre 011 – nature 6281.

Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : Les crédits nécessaires (81 euros HT) sont inscrits au budget annexe de l'assainissement au chapitre 011 – nature 6281.

Conseil de Territoire de Istres-Ouest-Provence : Les crédits nécessaires (648 euros HT) sont inscrits au budget annexe de l'eau et au budget annexe de l'assainissement Section de fonctionnement – nature 6281.

Conseil de Territoire du Pays de Martigues : Les crédits nécessaires (162 euros HT) sont inscrits au budget annexe de l'eau de la Régie des Eaux et Assainissement du Pays de Martigues – section de fonctionnement – nature 6281.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le
Conseil de Territoire en prend acte et le
transforme en délibération.**

2021 CT2 022

**Renouvellement de l'adhésion au Centre
Permanent d'Initiatives sur l'Environnement du
Pays d'Aix pour 2021 et paiement de la
cotisation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis plusieurs années, le Territoire du Pays d'Aix, puis la Métropole Aix-Marseille-Provence, a fait le choix d'adhérer à des associations, acteurs en matière d'Environnement et présentant un intérêt en termes d'information, d'analyse, d'expertise, de dialogue et d'échanges avec les acteurs locaux (représentants d'entreprises, de syndicats, d'associations...) ou avec d'autres collectivités sur le plan national ou international.

Le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix (CPIE) est un des acteurs majeurs local, depuis 1997, qui contribue au développement des comportements responsables

vis-à-vis de l'environnement et du cadre de vie par l'éducation à l'environnement, l'accompagnement de la Charte Développement Durable du Pays d'Aix, et la participation active aux « Fertiles Rencontres » organisées par la Métropole.

L'association a pour objet de coordonner, d'aider et de promouvoir toutes activités liées à la protection de l'environnement et à l'amélioration de la qualité de vie sur le territoire du Pays d'Aix.

Elle est également, animateur de la Maison Energie Habitat Climat du Pays d'Aix. Dans ce cadre, elle développe l'information du public et l'accompagnement à la rénovation énergétique ainsi qu'un service d'économe de flux auprès des communes et des entreprises.

Elle collabore aussi aux démarches en matière de Développement Durable (Commerce Engagé, jardins partagés, agriculture urbaine...) en organisant la concertation et la contribution des associations d'environnement et de consommateurs qui en sont membres.

En conséquence, au regard de ces éléments, et compte tenu des objectifs poursuivis par cette association en cohérence avec les politiques d'environnement, de la Métropole, il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au CPIE du Pays d'Aix pour l'année 2021.

Le montant de la cotisation annuelle est fixé 25.000 euros pour 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'objet et les objectifs poursuivis par l'association CPIE du Pays d'Aix en

cohérence avec les politiques d'environnement de la Métropole 2021.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Centre Permanent d'Initiative pour l'Environnement du Pays d'Aix pour l'année 2021.

Article 2 :

Est autorisé le règlement de la cotisation 2021 d'un montant de 25.000 euros.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2021, État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (06) en section de Fonctionnement : Chapitre 011, Nature 6281 Fonction 74.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 023

Validation des nouvelles modalités de financement de l'opération "Commerce Engagé"

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire du Pays d'Aix le rapport suivant :

Les commerces de proximité jouent un rôle fondamental dans la dynamique et l'animation d'une ville, d'un village. Le Plan Climat et la Charte vers un Développement Durable ont identifié les acteurs de ce secteur comme une cible particulière vers qui engager des actions spécifiques, notamment en matière de réduction et de tri des déchets,

d'économie d'énergie, d'utilisation de produits locaux, etc.

Le territoire du Pays d'Aix a accompagné l'émergence du label « Commerce Engagé® », qui est maintenant reconnu d'intérêt public et conduit à l'échelle d'un territoire. Ce label accompagne la mutation nécessaire dans les habitudes de consommation. Il donne surtout la possibilité à chacun d'identifier les commerçants qui s'inscrivent dans une perspective de responsabilité écologique, économique et sociale.

Depuis 6 ans, le CPIE du Pays d'Aix et Ecoscience Provence développent cette démarche sur le Pays d'Aix avec le soutien de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix. Aujourd'hui, 8 communes du territoire sont inscrites dans le dispositif : Rousset, Fuveau, Vitrolles, Les Pennes Mirabeau, Venelles, Gréasque, Cabriès et Aix-en-Provence.

La labellisation active (depuis avril 2015) a permis à plus d'une centaine de commerçants de s'engager concrètement en faveur du Développement Durable.

Le CPIE du Pays d'Aix porte et anime le dispositif car sa connaissance des acteurs de terrain, sa capacité d'animation et son implication de longue date sur le territoire, constituent une référence et apportent une compétence précieuse pour cette initiative.

Le CPIE du Pays d'Aix travaille pour mobiliser et accompagner les commerçants dans l'évolution de leurs pratiques (diagnostic des pratiques, solutions proposées pour la réduction et la valorisation des déchets, mise en relation avec des producteurs locaux...).

Le succès de ce dispositif et l'intérêt des communes pour ce dispositif opérationnel en matière de développement durable ont conduit plusieurs nouvelles communes à solliciter le Territoire pour intégrer cette démarche.

Afin de pouvoir répondre à ces demandes dans un cadre budgétaire contraint, il est proposé de faire contribuer à hauteur de 200 € par commerce engagé, les communes qui bénéficient déjà du dispositif depuis plusieurs années. Ce financement correspond approximativement à la part de l'accompagnement de terrain réalisé par le CPIE. Ce financement sera versé par les communes au CPIE sous la forme d'une subvention.

Il est proposé que le Territoire continue à prendre en charge financièrement le socle du dispositif (communication, accompagnement, réseaux, outils...) et les coûts liés à l'intégration des nouvelles communes au dispositif. Le principe retenu en comité de pilotage est que ces nouvelles communes commenceraient à participer au financement à partir de l'année 2, en fonction du nombre de commerces engagés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 26 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La politique de développement durable du Territoire du Pays d'Aix.
- La nécessité de soutenir les commerces de proximité.
- L'atteinte des objectifs et les résultats obtenus, les années précédentes, sur l'opération commerces engagés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé, le nouveau dispositif de financement de l'opération « Commerce Engagé » en incluant une part de financement des communes engagées dans le dispositif à hauteur de 200 € par commerce labellisé « Commerce Engagé® ».

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 024

Attribution d'une subvention au Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix pour l'animation et le développement du label Commerce Engagé en Pays d'Aix - Approbation d'une convention annuelle d'objectifs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les commerces de proximité jouent un rôle fondamental dans la dynamique et l'animation d'une ville, d'un village. Le Plan Climat et la Charte vers un Développement Durable ont identifié les acteurs de ce secteur comme une cible particulière vers qui engager des actions spécifiques, notamment en matière de réduction et de tri des déchets, d'économie d'énergie, d'utilisation de produits locaux, etc.

Le label « Commerce Engagé® », dispositif d'intérêt public et conduit à l'échelle d'un territoire, accompagne la mutation nécessaire dans nos habitudes de consommation. Ce label, permet d'identifier les commerçants qui s'inscrivent dans une perspective de responsabilité écologique, économique et sociale.

Depuis 6 ans, le CPIE du Pays d'Aix et Ecoscience Provence dépositaire du label, développent cette démarche sur le Pays d'Aix avec le soutien de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix. Aujourd'hui, 8 communes du territoire sont inscrites dans le dispositif : Rousset, Fuveau, Vitrolles, Les Pennes-Mirabeau, Venelles, Gréasque, Cabriès et Aix-en-Provence.

La labellisation active (depuis avril 2015) a permis à plus d'une centaine de commerçants de s'engager concrètement en faveur du Développement Durable.

Le CPIE du Pays d'Aix porte et anime le dispositif en lien avec Ecoscience Provence car sa connaissance des acteurs de terrain, sa capacité d'animation et son implication de longue date sur le territoire, constituent une référence et apportent une compétence précieuse pour cette initiative.

Le CPIE du Pays d'Aix travaille pour mobiliser et accompagner les commerçants dans l'évolution de leurs pratiques (propositions de solutions dans la réduction et la valorisation des déchets, suppression des sacs plastiques, actions d'économie d'énergie, proposition de produits locaux...).

L'essaimage du Commerce Engagé sur le territoire du Pays d'Aix, depuis 2014, a permis la réalisation du diagnostic initial, de trois cahiers des charges (2015-2017 ; 2018-2020 et 2021) et du déploiement de la labellisation (2015-2020).

- 111 commerçants labellisés à ce jour
- Des événements publics de communication avec articles de presse dans chaque commune partenaire

- La dynamisation des associations de commerçants au travers de la démarche.

L'année 2020 a permis :

- de pérenniser le dispositif dans les 8 communes volontaires du Pays d'Aix
- de développer des actions concrètes de développement durable mobilisant les commerçants
- d'assurer le suivi et l'accompagnement des commerces labellisés
- d'assurer le suivi des indicateurs d'évaluation
- de proposer un cahier des charges par typologie de commerces (21 au total)
- de communiquer autour du dispositif (articles de presse, site internet du Commerce Engagé, réseaux sociaux, événements...)
- de pérenniser et valider la nécessité du « Comité de suivi » des labellisations.

Pour l'année 2021, le CPIE du Pays d'Aix propose :

- de continuer l'accompagnement individuel des commerçants, dans les 8 communes du Pays d'Aix (conseils aux commerçants, cahier des charges spécifique à chaque activité, proposition de solutions opérationnelles, actions exemplaires, communication, événements...)
- de réaliser le diagnostic initial, le démarchage et l'accompagnement des commerçants sur les 5 nouvelles communes.

Cette année, le nouveau dimensionnement du dispositif (intégration des 5 nouvelles communes) et le coût supplémentaire induit sera supporté directement par les 8 communes qui bénéficient du dispositif « Commerce Engagé » depuis son démarrage soit un montant évalué à 22.200 €.

Coût de l'action et participation du Territoire du Pays d'Aix

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention solicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs Oui/non
2021-00675	Commerce Engagé	CPIE	Environnement	49.000 €	94.538 €	66.500 €	66.500 €	Oui

Pour la réalisation de cette action, le CPIE du Pays d'Aix sollicite auprès de la Métropole - Territoire du Pays d'Aix un montant de subvention de 66.500 € correspondant à 70,34 % du montant total du projet. Il est proposé d'attribuer, au CPIE du Pays d'Aix, pour 2021, le montant sollicité, c'est à dire 66.500 €. Le montant de la subvention est partagé entre les crédits gérés par la direction du Développement Economique et le service Ecologie Urbaine du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 février 2021 relative à la validation des nouvelles modalités de financement de l'opération « Commerce Engagé » ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 26 janvier 2021.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Les objectifs environnementaux du Territoire du Pays d'Aix.
- La nécessité de soutien aux commerces de proximité.
- L'atteinte des objectifs et les résultats obtenus les années précédentes et l'intérêt pour le territoire de maintenir ce dispositif.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'Association CPIE du Pays d'Aix (Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement) - Atelier de l'Environnement d'un montant total de 66.500 euros pour l'animation et le développement du dispositif « Commerce Engagé ».

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention

d'objectifs susvisée et toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement, Chapitre 65, nature 65748, fonction 74.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau - Forêt

2021 CT2 025

Réalisation d'un chantier forestier d'insertion professionnelle par l'activité protection et valorisation des espaces forestiers sur la commune de Coudoux

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 17 décembre 2001, la Communauté du Pays d'Aix avait décidé de participer à la mise en œuvre de chantiers d'insertion par l'activité économique pour l'entretien et la protection des espaces forestiers communaux sur le territoire du Pays d'Aix. La Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix a décidé de poursuivre cette action en faveur des demandeurs d'emploi en difficulté sociale et économique.

Depuis 2003, 28 communes du Pays d'Aix ont bénéficié d'un ou plusieurs chantiers forestiers

d'insertion. Chaque année, ce sont trois équipes de huit personnes qui interviennent sur les espaces naturels communaux dans le cadre de travaux forestiers.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix est sollicitée pour la mise en œuvre d'un chantier d'insertion sur la commune de Coudoux afin de protéger la forêt contre l'incendie et de valoriser le patrimoine dans les zones sensibles aux départs de feux et/ou fréquentées par le public.

Il est rappelé que ces chantiers sont confiés à l'IE 13, association orientée vers l'Insertion par l'Économie, dans le cadre d'une convention, pour la mise en œuvre de chantiers d'insertion sur le territoire du Pays d'Aix. Il convient également de rappeler que l'IE 13 bénéficie d'une subvention annuelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix pour la mise en œuvre de ces chantiers d'insertion et la couverture d'une partie des frais correspondants à l'exécution des opérations. Le financement de ces chantiers sera pris sur cette subvention annuelle.

L'IE 13 a en charge la réalisation des travaux (débroussaillage, abattage et façonnage des arbres morts et chablis, élagage des branches basses, broyage des rémanents...), les frais de transports des salariés, la réparation et l'entretien du matériel et les salaires des ouvriers.

La Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix contribuera à l'atteinte de l'objectif d'insertion des personnes en difficulté en permettant aux participants des chantiers de bénéficier d'un terrain de production et de travail entrant dans le cadre de leur programme de formation.

La Commune de Coudoux apportera une aide logistique aux travaux comprenant l'accueil des équipes et l'évacuation des déchets qui pourraient être trouvés sur le chantier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 10 décembre 2020 attribuant une subvention à l'association IE 13 au titre de l'année 2021, pour la mise en œuvre de chantiers forestiers d'insertion sur le territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17

décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 26 janvier 2021.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention pour la réalisation de chantiers d'insertion par l'activité en forêt entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix, l'IE 13 et la commune de Coudoux.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et les pièces relatives à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 026

Grand Site Concors Sainte-Victoire - Mise à jour de la liste des produits et de la grille tarifaire relevant de la régie de recettes

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En date du 12 janvier 2017, la régie de recettes « Grand Site Sainte-Victoire » a été créée par la décision n°16/469D.

Lors du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la délibération n°ENV 009-1860/17/CM a pris acte de la grille tarifaire de cette régie.

Les délibérations n° ENV 003-3599/18/CM du 15 février 2018 et n°ENV 001-4217/18/CM du 28 juin 2018 approuvées par le Conseil de la Métropole ont pris en compte les ajustements de l'année 2018.
Les délibérations n° ENV 003-5758/19/CM du 28 mars 2019 et n° ENV 003-6471/19/CM du 20 juin 2019 ont traité les mises à jour de l'année 2019.
La délibération AGRI 006-8413/20/CM du 31 juillet 2020 a rassemblé les mises à jour de l'année 2020,

Il convient désormais de mettre à jour cette grille pour la saison estivale 2021 en proposant l'ajout des ouvrages suivants :

- Modèle 131 – Oiseaux entre garrigues et Méditerranée - Ed. Les Ecologistes de l'Euzière Prix public 25,00 €. Christian PHILIP, photographe contemplatif, nous invite à une balade à pas feutrés pour découvrir 58 espèces d'oiseaux.
- Modèle 132 – Oiseaux entre garrigues et Méditerranée II- Ed. Les Ecologistes de l'Euzière Prix public 25,00 €. Christian PHILIP nous invite à poursuivre cette balade naturaliste pour découvrir 70 nouvelles espèces,

Au vu de ces ajustements, il est proposé de modifier la grille tarifaire de la régie de recettes du Grand Site Sainte-Victoire à compter de l'année 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La décision n°16/469D du 12 janvier 2017 créant la régie de recettes Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 009-1860/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 fixant la grille tarifaire de la régie de recettes pour les produits proposés au titre du Grand Site Sainte-Victoire ;
- Les délibérations n°ENV 003-3599/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 et n°ENV001-4217/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 prenant en compte les ajustements de l'année 2018 ;
- Les délibérations n°ENV 003-5758/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 et n°ENV 003-6471/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 prenant en compte les ajustements de l'année 2019 ;
- La délibération n°AGRI 006-8413/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 prenant en compte les ajustements de l'année 2020 ;

- La délibération n°AGRI 007-8414/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant la mise à jour des modalités d'organisation et de gouvernance du Grand Site Concors Sainte-Victoire.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

Considérant

- La nécessité de compléter l'offre des produits proposés à la vente en relation avec la demande du public.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise à jour de la liste des produits et de la grille tarifaire de la régie de recettes Grand Site Sainte-Victoire à compter de l'année 2021.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 70, nature 7088, fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

021_CT2_027

Grand Site Concors Sainte-Victoire - Attribution d'une subvention à l'association d'insertion Aix Multi Services - Approbation d'une convention d'objectifs année 2021

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, est sollicitée pour l'attribution d'une subvention à l'association Aix Multi Services pour la restauration, l'entretien et la préservation des espaces naturels sensibles. Cette démarche permet de soutenir la mise en œuvre de chantiers d'insertion par l'activité économique en faveur des demandeurs d'emploi en grande difficulté sociale et économique.

Le chantier d'insertion par l'activité est un outil qui est utilisé pour des personnes éloignées de l'emploi et qui concentrent différentes problématiques (difficultés d'ordre social, économique, professionnel ou de santé), afin de leur permettre de s'insérer dans le monde du travail. L'objectif du chantier d'insertion économique par l'activité est de substituer à la détresse provoquée par le chômage prolongé, une situation de travail et de formation conduisant à rétablir un sentiment de confiance et constituant une préparation efficace à un futur accès au marché du travail.

Le support proposé pour ces chantiers d'insertion est constitué de travaux de restauration et d'entretien des espaces naturels. Ces chantiers entrent dans le cadre de la mission de préservation du patrimoine naturel menée par le Grand Site Concors Sainte-Victoire à travers la démarche Natura 2000.

Il s'agit d'intervenir sur certains habitats naturels, pour lutter contre la dynamique d'embroussaillage, pour la restauration de prairies humides sur des zones envahies par les roseaux. Il s'agit également de projets de reconstitution de haie dans les domaines agricoles. L'objectif étant le maintien d'une mosaïque de milieux ouverts (pelouses naturelles, cultures etc. en cours de colonisation par la forêt) et fermés (garrigues et boisements, vieux peuplements). D'autres interventions portent sur la canalisation de la fréquentation sur des secteurs particulièrement sensibles comme le piémont de la montagne Sainte-Victoire. Les sentes, pouvant se créer en dehors des itinéraires balisés, sont mise en défens. Ces espaces retrouvent ainsi la tranquillité nécessaire aux espèces qui y vivent. Ces actions

visent, ainsi, à favoriser le maintien en nombre et en espèces de la biodiversité et participent à la défense des forêts contre les incendies.

De par leurs spécificités, ces chantiers présentent un intérêt particulier les rendant enrichissants et motivants pour le public en insertion. En effet, il s'agit d'actions méticuleuses (accessibilité complexe, contraintes écologiques fortes, surfaces faibles, etc.) qui nécessitent des interventions manuelles. L'expérience montre que ces chantiers d'insertion en milieux naturels, tout en répondant aux contraintes techniques très spécifiques, constituent un cadre d'apprentissage et de travail très favorable aux problématiques d'insertion.

Dans ce cadre, l'association « Aix Multi Services » (AMS) s'est proposée d'être le porteur de cette action visant à valoriser le patrimoine naturel du Grand Site Concors Sainte-Victoire. Les chantiers sont réalisés par des équipes constituées en moyenne de 6 personnes dont un encadrant. AMS a la responsabilité du recrutement, de la rémunération, de la formation et du suivi des personnes en insertion. C'est AMS qui a en charge tous les aspects organisationnel et fonctionnel des chantiers d'insertion.

Durant l'année 2020, 4 chantiers ont été réalisés sur les communes de Puyloubier, Saint-Antonin-sur-Bayon, Jouques et Vauvenargues.

Plus de 569 contrats ont été signés par les personnels en insertion à AMS depuis le lancement de cette initiative en 2007, sous l'égide du Syndicat Mixte du Grand Site Sainte-Victoire, dont 103 grâce à la vingtaine de chantiers, de restauration et d'entretien du patrimoine naturel, réalisés sur 7 de ses communes.

Pour l'année 2021, dans la continuité des années précédentes, AMS sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, pour une subvention d'un montant de 30 000 €. Ce montant va permettre de faire intervenir une équipe pour la réalisation de travaux de restauration et d'entretien du patrimoine naturel sur le territoire du Grand Site Concors Sainte-Victoire.

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de la manifestation	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs Ouïnon
2021_00198	Chantiers d'insertion	Aix Multi-Services	insertion des publics en difficulté	30 000 €	66 425€	30 000 €	30 000 €	oui

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
 - La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
 - La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

Il est à noter que l'association AMS, dans le cadre de l'expérimentation de l'agriculture inclusive en Pays d'Aix, sollicite une autre subvention auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix pour l'année 2021, pour un montant de 40 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

- La délibération n°AGRI 007-8414/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à la mise à jour des modalités d'organisation et de gouvernance du Grand Site Concors Sainte-Victoire ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 26 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que cette action répond aux objectifs de création d'emplois par l'insertion et de préservation des milieux naturels.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à Aix Multi Services une subvention à hauteur de 30.000 € pour la réalisation de chantiers d'insertion, de préservation des espaces naturels, sur le territoire du Grand Site Concors Sainte-Victoire en 2021.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix et l'association Aix Multi Services pour la réalisation de chantiers d'insertion, de préservation des espaces naturels, sur le territoire du Grand Site Concors Sainte-Victoire.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 4:

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix de l'exercice 2021, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 028

Attribution d'une subvention à l'association Les Amis de Sainte-Victoire pour l'année 2021

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Grand Site Concors Sainte-Victoire, espace naturel de près de 50 000 hectares est un territoire fortement protégé avec deux sites classés au titre de la loi de 1930 et une inscription au réseau Natura 2000. Il est labellisé "Grand Site de France" depuis 2004.

La fréquentation annuelle de la montagne Sainte-Victoire est estimée à plus d'un million de visiteurs par an avec une augmentation moyenne de 2 % par an. Ce million de visiteurs (étude de fréquentation 2011) exerce une pression importante, nécessitant des aménagements des lieux d'accueil du public les plus remarquables.

L'association "Les Amis de Sainte-Victoire" créée en 1955 (loi 1901) est propriétaire et gestionnaire du Prieuré de Sainte-Victoire. Cet élément emblématique du territoire aixois, situé sur la crête sommitale de la montagne, le plus visité du Grand Site, accueille quelques 60 000 promeneurs par an.

Le Prieuré abrite une chapelle, un monastère du XVII^e siècle, un refuge de montagne non gardé ouvert aux randonneurs, un logis associatif, une esplanade d'accueil du public comprenant un belvédère, ainsi que des toilettes sèches à lombricompostage.

L'ensemble de ces infrastructures se situe par ailleurs à proximité du GR9 fréquenté par plusieurs dizaines de milliers de visiteurs chaque année.

L'association "Les Amis de Sainte-Victoire", association à caractère culturel et non confessionnel à statutairement pour objectif de :

- restaurer et entretenir les bâtiments du Prieuré de Sainte-Victoire datant du XVII^e siècle ;
- utiliser l'ancien monastère comme refuge (abri ouvert aux randonneurs) ;
- entretenir la chapelle destinée aux célébrations chrétiennes ;
- organiser des manifestations traditionnelles pour maintenir le prestige de ce haut lieu de Provence ;

- faire connaître la montagne Sainte-Victoire, donner des informations sur le Prieuré et assurer la protection du site.

Dans une démarche d'intérêt général, l'association œuvre quotidiennement à l'entretien du Prieuré qui constitue avec la Croix de Provence un haut lieu patrimonial de Sainte-Victoire.

Cela comprend notamment le nettoyage des bâtiments et des espaces extérieurs par les bénévoles de l'association ou encore la maintenance des toilettes sèches du site.

Par sa présence sur le terrain, l'association contribue ainsi à faire de Sainte-Victoire un Grand Site à la hauteur de sa renommée.

Afin de l'aider à financer l'entretien de ce lieu emblématique d'accueil du public en espace naturel et des infrastructures qui y sont présentes, l'association Les Amis de Sainte-Victoire sollicite le Territoire du Pays d'Aix pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement général de l'association de 3 000 € (trois mille euros) au titre de l'année 2021.

Modalités de paiement :

N° GU	Libellé	Association	Domaine d'activité	Subvention n-1	Budget prévisionnel de fonctionnement	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs Oui/non
2021_00510	Fonctionnement général de l'association	Les Amis de Sainte-Victoire	Accueil du Public	0 €	28 100 €	3 000 €	3 000 €	non

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier métropolitain ;
- La délibération n°AGRI 007-8414/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à la mise à jour des modalités d'organisation et de gouvernance du Grand Site Concors Sainte-Victoire ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- Un acompte de 80 % sera versé au moment de la notification de la subvention sur demande du bénéficiaire.
- Le solde de 20 % sera versé sur présentation du compte-rendu financier de fonctionnement de l'association.

La contribution financière sera créditée au compte de l'association communiqué lors de la demande de subvention, selon les procédures comptables en vigueur.

Le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence précise que, dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant initialement prévu, la subvention attribuée sera révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. Elle fera alors l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Métropole en cas de trop perçu.

Renseignements administratifs :

L'avis de la Commission de Territoire Environnement Déchets et Cycle de l'eau du 26 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement général à l'association Les Amis de Sainte-Victoire pour l'année 2021 d'un montant de 3 000 €.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0

Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau – Collecte et traitement des déchets

2021 CT2 029

Approbation d'une convention de partenariat entre le Territoire du Pays d'Aix et la CCI des Bouches-du-Rhône – Projet Régional « BTP Circulaire »

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la délibération 2018_CT2_445 relative à la feuille de route pour l'établissement d'un règlement de collecte pour la gestion des DAE, le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé à favoriser le développement des déchèteries professionnelles de proximité. Dans ce contexte et afin de fédérer les négociants en matériaux de construction, il est proposé de conventionner avec la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) des Bouches-du-Rhône.

En effet, la CCI du Var avait collaboré entre 2016 et 2018 avec le SIVED NG et la Communauté de communes Cœur du Var sur un projet nommé « EIT BTP », visant à optimiser la gestion des déchets du BTP sur ces territoires et notamment en impulsant le marché de récupération des déchets auprès des négociants de matériaux. Cette action structurante a permis aux acteurs publics et privés du territoire de s'accorder sur un plan d'actions ayant pour objectif de désengorger les déchèteries publiques face à la quantité de déchets de chantiers déposés par les professionnels, tout en s'assurant de l'adaptabilité du territoire et de la mise en place de solutions concrètes.

Au vu de l'intérêt certain de cette action et de ses résultats sur les territoires, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'ADEME ont sollicité le réseau des CCI PACA pour dupliquer cette action à l'échelle régionale.

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat entre la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille-Provence (CCIAMP) et le Conseil de Territoire du Pays d'Aix dans le cadre du déploiement du projet régional « BTP Circulaire en Région » sur le Territoire du Pays d'Aix.

Ce projet devant viser à :

- Mettre en évidence l'offre et la demande en termes de gestion des déchets du BTP sur le territoire ;
- Jouer le rôle de catalyseur entre la sphère publique et privée pour aider à la création d'un plan d'actions adapté au territoire du Pays d'Aix ;
- Partager avec les négociants de matériaux les pistes de diversification de leur offre de services ;
- Informer et sensibiliser les entreprises du BTP sur leurs obligations et sur les solutions à leur disposition ;
- Favoriser l'émergence d'offres de services supplémentaires sur le territoire en répondant aux besoins de professionnels.

L'objectif du projet est double :

- Optimiser la gestion des déchets de chantier sur les territoires, et notamment en soutenant le développement d'offre de récupération des déchets par les négociants de matériaux ou de structures privées spécialisées.
- Inciter à une économie circulaire dans la filière BTP sur le territoire.

Le projet comporte deux phases principales :

- **Phase 1 :** dédiée au déploiement du projet sur le Territoire du Pays d'Aix, elle a pour objectif de :
 - Recenser les acteurs locaux (négociants, déchèteries, prestataires déchets, fédérations ...)
 - Réaliser une enquête terrain auprès des professionnels du BTP (dont négociants et clients professionnels des déchèteries, ...) dont les résultats feront l'objet d'une synthèse mettant en exergue les points forts et les freins remontés.
 - Sensibiliser et accompagner les négociants de matériaux, les collectivités et les entreprises de la filière BTP pour orienter les déchets de chantier vers des structures adaptées et dédiées en fonction du contexte local.

- Phase 2 : elle consiste à étudier et à inciter l'utilisation de matériaux secondaires/biosourcés locaux. Pour cela, quatre étapes seront mises en œuvre :
 - Partager les éléments de benchmark sur les produits et matériaux secondaires/biosourcés existants et utilisables dès lors en région,
 - Contribuer à une enquête conduite auprès des distributeurs sur leur maturité à proposer et promouvoir de nouveaux produits,
 - Repérer et stimuler les synergies et valorisations (en amont et en aval des filières de distribution, ...) qui pourraient être mises en œuvre localement, sur la base des éléments collectés et analysés dans les précédentes phases d'étude régionale et d'enquête auprès des distributeurs
 - Le retour d'expérience des actions déployées sur le Pays d'Aix sera consolidé au niveau régional, afin d'identifier la possibilité d'implanter de nouvelles filières de valorisation sur le territoire métropolitain ou plus largement à l'échelle régionale, selon la pertinence.

En contrepartie, le Territoire du Pays d'Aix s'engage à soutenir financièrement le déploiement du projet régional « BTP Circulaire en Région » sur le territoire du Pays d'Aix par l'attribution d'une aide de 10.000€HT, soit 12.000€TTC pour l'exercice 2021-2022.

Cette aide fera l'objet de deux versements à réception des factures correspondantes émises par la CCIAMP, au titre de cette convention, comme suit :

- en 2021 : 5.000€HT, soit 6.000€TTC.
- en 2022 : 5 000€HT, soit 6.000€TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;

- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement Déchets et Cycle de l'eau du 26 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de partenariat avec la CCI des Bouches du Rhône dans le cadre du déploiement du projet régional « BTP Circulaire en Région »

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat avec la CCI des Bouches-du-Rhône.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention de partenariat entre le Territoire du Pays d'Aix et la CCI des Bouches du Rhône – Projet Régional « BTP Circulaire ».

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Annexe Service Public d'Elimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement : chapitre 011, nature 617, fonction 7211.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 030

Approbation de la mise à jour du règlement de collecte des déchets

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les règles et les modalités à connaître et à appliquer par les habitants et les producteurs de déchets ménagers assimilés sont regroupées et signifiées dans un règlement de collecte depuis 2011.

Depuis son approbation, le règlement de collecte a eu plusieurs mises à jour. Un rappel de ces mises à jour est fait dans le présent rapport.

A date et au regard des dernières décisions prises en termes de gestion des déchets notamment au travers de la feuille de route pour la gestion des Déchets d'Activité Économique (DAE) décidée par délibération 2018_CT2_445 du Conseil de Territoire du 11 octobre 2018, il est désormais nécessaire de procéder à une nouvelle mise à jour.

1 – Création et historique des mises à jour du règlement de collecte du Pays d'Aix

1.1 - Élaboration du règlement de collecte en 2011

Par délibération n°2011_A206 du 15 décembre 2011, le règlement de collecte des déchets ménagers de la Communauté du Pays d'Aix a été approuvé. Différentes réunions de concertation et groupes de travail entre élus et techniciens des communes ont permis d'élaborer ce règlement de collecte. Son adoption a permis de préciser le périmètre du service rendu et d'en préciser les conditions de mise en œuvre.

Les sujets abordés ont été :

- les conditions d'application du règlement,
- les types de déchets pris dans le cadre du service public,
- les modalités d'attribution et d'utilisation des contenants pour la collecte,
- la sécurité et les conditions de collecte,
- les conditions d'exécution et de respect du règlement.

Ils ont été regroupés en plusieurs chapitres :

- Chapitre I : Cadre général de la démarche et objectifs nationaux
- Chapitre II : Dispositions générales
- Chapitre III : Déchets pris en compte dans le cadre du service public
- Chapitre IV : Dispositions pour les déchets non pris en compte dans le cadre du service public
- Chapitre V : Modalités de présentation et de collecte des déchets
- Chapitre VI : les déchèteries

- Chapitres VII : Modalités d'attribution et d'utilisation des contenants pour la collecte
- Chapitre VIII : Sécurité et condition de collecte
- Chapitre IX : Entraves à la collecte
- Chapitre X : Conditions d'exécution et respect du règlement
- Chapitre XI : Informations et contact
- Chapitres XII : Annexes.

1.2 - Mise à jour du règlement de collecte en 2015

En 2015, une mise à jour relative à la modification du périmètre communautaire, aux évolutions réglementaires et aux décisions prises en matière de gestion des déchets a été effectuée.

Parmi les mises à jour réalisées, les principales évolutions sont les suivantes (par chapitre) :

Chapitre I. Ce chapitre a été complété par :

- le détail des objectifs décrits dans le Plan Départemental relatif à la Prévention et Gestion des déchets
- les orientations retenues dans le cadre de la Politique « Déchets » de la CPA.

Chapitre III. Programme Local de Prévention des déchets de la Communauté du Pays d'Aix Création d'un nouveau Chapitre .

Ce chapitre a été créé expliquant les actions de la Communauté du Pays d'Aix en matière de Prévention des déchets.

Chapitre IV. Déchets pris en compte dans le cadre du service public

Ce chapitre a été renommé et complété sur les déchets verts et notamment l'interdiction de les brûler à l'air libre conformément à l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2013 (hors exception mentionnée pour les déchets issus de débroussaillage et déchets agricoles).

Chapitre V. Dispositions pour les déchets non pris en charge par le service public ou pris en charge en parallèle du service public.

Ce chapitre a été renommé et complété dans la définition des déchets d'Activité de Soins à Risques Infectieux en mentionnant le risque radioactif issu des protections usagées médicales ainsi que le risque chimique, dans la définition des cadavres d'animaux en mentionnant les déchets issus des boucheries-charcuteries et dans l'ajout dans la liste « les excréments d'animaux »

Chapitre VI. Modalités de présentation et de collecte des déchets.

Ce chapitre a été renommé et complété dans une réorganisation des titres en créant trois types de déchets présentés à la collecte :

* les déchets quotidiens : reprenant les déchets collectés en porte à porte et en colonnes d'apport volontaire, les définitions des modes de collecte en triffux et biffux ont été détaillées.

* les déchets occasionnels : reprenant les collectes en déchèterie et des encombrants.

* les contraintes liées à d'autres collectes spécifiques : reprenant les collectes existantes

comme les déchets verts et les cartons mais qui n'ont pas vocation à être généralisées sur le territoire.

Chapitre VII. Les déchèteries

Ce chapitre a été renommé en reprenant les mises à jour du règlement intérieur des déchèteries qui détaillent les conditions d'accès et les quantités maximales journalières autorisées en fonction des types de déchets. Pour certaines déchèteries, sont mentionnés des espaces dédiés au réemploi.

Chapitre VIII. Modalités d'attribution et d'utilisation des contenants pour la collecte.

Ce chapitre a été renommé et complété dans les conditions de développement des projets de dispositifs de colonnes enterrées afin d'améliorer les conditions de précollecte.

La mise en place de colonnes enterrées de tri est possible en zone non desservie par des bacs, exception faite des points de convergence, et pour des points d'apport volontaire qui fonctionnent bien.

La mise en place de colonnes enterrées OM est possible uniquement en maillage, en milieu urbain dense (centre-ville village/urbain dense), sur des écarts pour traiter de larges secteurs, et en substitution des collectes en bacs.

Chapitre IX. Sécurité et conditions de collecte

Ce chapitre a été renommé.

Chapitre X. Entraves à la collecte.

Ce chapitre a été renommé et seule une information a été réajustée : le poids maximum autorisé d'un bac (350 kg au lieu de 450 kg) par rapport aux dernières normes en vigueur des équipements de levage des véhicules de collecte.

Chapitre XI. Les conditions d'exécution et respect du règlement.

Ce chapitre a été renommé.

Chapitre XII. Informations et contact.

La carte du territoire intègre les 36 communes membres.

Chapitre XII ancien : renommé chapitre XIII. Annexes

Concernant les préconisations d'aménagement de voirie, en particulier pour les aires de retournement, des schémas de voie en impasse ont été ajoutés.

Le règlement intérieur complet des déchèteries a été ajouté.

L'ancien règlement de l'hypercentre d'Aix-en-Provence a été intégré dans la partie des collectes spécifiques du chapitre VI.

1.3 - Mise à jour du règlement de collecte en 2017

Par délibération n°FAG 008-808/16/CM du 19 septembre 2016, le Conseil de la Métropole a décidé de supprimer à compter du 1^{er} janvier 2017, sur l'ensemble de territoire de la Métropole, l'exonération de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères pour les locaux situés dans les parties du territoire métropolitain où ne fonctionne pas le service d'enlèvement des ordures,

L'article II-5 du chapitre II du règlement de collecte mise à jour 2015 approuvé au Conseil Communautaire du 17 décembre 2015 a été modifié ainsi :

Il convient de lire pour application : La décision du Conseil de Métropole du 19 septembre 2016 supprime les conditions d'exonération de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères pour les locaux situés dans les parties du territoire métropolitain où ne fonctionne pas le service d'enlèvements des ordures. »

2 – Nouvelle mise à jour du règlement de collecte du Pays d'Aix

Dans le cadre des axes du schéma Métropolitain de gestion des déchets, le Conseil de Territoire a décidé par délibération n° 2018_CT2_445 du 11 octobre 2018 d'une feuille de route pour l'établissement d'un règlement de collecte pour la gestion des Déchets d'Activités Économiques.

Réglementairement, le service public gère les déchets des ménages (article L224-13 du Code Général des Collectivités Territoriales CGCT). Néanmoins, le service public peut prendre en charge d'autres déchets et notamment les déchets des professionnels, s'ils ne requièrent pas la mise en œuvre de sujétions techniques particulières (L2224-14 et R2224-28 du CGCT). Ces déchets sont appelés les déchets ménagers assimilés (DMA).

La feuille de route établie par le Territoire du Pays d'Aix, définit les limites d'intervention du Service Public auprès des professionnels notamment dans les Zones d'Activité Économique (ZAE) où le service public a pris fin le 31/12/2019. Elle définit la notion de Déchets d'Activité Ménagères assimilés à l'échelle du Territoire.

L'arrêt du service dans les ZAE a concerné une cinquantaine de ZAE, représentant une évolution de service pour plus de 2 300 entreprises réparties sur 24 communes qui étaient préalablement prises en compte par le service public.

Au regard de cette évolution du service, il convient désormais de mettre à jour les articles concernés du règlement de collecte existant. Cela se traduit par une note expliquant les modifications faites et effectives sur le Territoire du Pays d'Aix.

Le contenu de la note est le suivant :

« Modification du règlement de collecte. Mise à jour 2021
suite au conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 février 2021

Dans le cadre des axes du schéma métropolitain de gestion des déchets, le conseil de Territoire a décidé par délibération n° 2018-CT2-445 du 11 octobre 2018 d'une feuille de route pour l'établissement d'un règlement de collecte pour la gestion des Déchets d'Activités Économiques. Le plan d'actions et les règles applicables au service de collecte impliquent une mise à jour des articles

V.1 et IV.6 et l'ajout d'une annexe en XIII.6 du règlement de collecte approuvé au conseil communautaire du 17 décembre 2015.

Il est modifié ainsi :

- Il convient d'ajouter au chapitre V relatif « aux dispositions pour les déchets non pris en charge par le service public ou pris en charge en parallèle du service public », dans la liste en partie V.1. « Déchets non pris en charge par le service public » et pour application :
 - Déchets d'Activité Économique (DAE) situés dans les Zones d'Activité Économique (ZAE annexées en XIII.6),
 - Il convient d'ajouter une annexe XIII.6. relative à la cartographie des limites des Zones d'Activité Économique (ZAE) où les DAE ne sont pas pris en charge par le service public depuis le 31/12/2019.
- Annexe XIII.6. Cartographies ZAE_CT2 (44 pages)
- Il convient d'ajouter en complément au chapitre IV relatif « aux déchets pris en compte dans le cadre du service public/filières de traitement et valorisation associées », en partie IV.6. « Déchets Ménagers et Assimilés » et pour application :
 - Les DMA sont collectés **sauf dans les ZAE (annexées en XIII.6)** avec les déchets ménagers à partir du moment où cette fraction ne nécessite aucune adaptation particulière de service. La filière d'élimination est identique à celle des déchets ménagers.

La note expliquant la modification présentée ci-dessus du Règlement des Collecte mis à jour ainsi que la cartographie sont jointes au présent rapport sous forme de deux annexes.

3 – Conditions de mise en œuvre

La présente délibération, accompagnée de la note explicative des modifications à apporter, sera notifiée à l'ensemble des communes du Territoire du Pays d'Aix ayant conservé le pouvoir de police spécial déchets.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- Le Code Pénal ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2011_A206 du Conseil communautaire de la CPA du 15 décembre 2011 relative à l'approbation du règlement de collecte des déchets ménagers de la Communauté du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission Environnement, Développement Durable et Gestion des déchets du 9 novembre 2015 ;
- La délibération n°2015_A351 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative à la mise à jour du règlement ;
- La délibération FAG 008-808/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 ;
- La délibération n°2018_CT2_445 du Conseil de Territoire du 11 octobre 2018 relative à la feuille de route ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 26 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de mettre à jour le règlement de collecte suite aux modifications apportées aux conditions d'exercice du service.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les mises à jour du Règlement de collecte des déchets ménagers du Territoire du Pays d'Aix au travers de la note et la cartographie.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à notifier les mises à jour du règlement de collecte pour approbation aux conseils municipaux des communes membres n'ayant pas transféré le pouvoir de police afférent à la réglementation de la gestion des déchets pour le(s) Maire(s) prenne(nt) l'arrêté d'application nécessaire,

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à prendre l'arrêté d'application des mises à jour du règlement, pour les communes ayant transféré le pouvoir de police

afférent à la réglementation de la gestion des déchets et d'en informer les communes concernées.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau – Cycle de l'eau et assainissement

2021 CT2 031

Approbation de l'avenant n° 3 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n°18-0228 pour la réalisation, par la commune de Bouc-Bel-Air, de la reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres blanches et pour le démantèlement de bassins existants et la construction d'un bassin d'orage à la station d'épuration

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée au sens des articles

L.2422-5 à 11 du livre IV Code de la Commande Publique relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n° FAG 001-3517/18/BM du 22 mars 2018, une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD) avec la commune de Bouc-Bel-Air—portant sur deux opérations :

- reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches,
- démantèlement de bassins existants à la station d'épuration et construction d'un bassin d'orage.

Cette convention portait sur une enveloppe globale initiale de travaux de :

- 2.314.617,50€ HT pour la compétence eau potable,
- 263.000,00€ HT pour la compétence assainissement.

Par délibération n°FAG 012-4267/18/BM du 18 octobre 2018, le Bureau de la Métropole a approuvé un premier avenant à cette convention afin de prendre en compte les surcoûts liés au désamiantage de l'unité à démanteler. Ce premier avenant portait l'enveloppe affectée à la compétence eau potable à 2.516.881€ HT et n'affectait pas l'enveloppe de la compétence assainissement.

Par délibération n° DEA 002-6177/19/BM du 20 juin 2019, le Bureau Métropolitain a approuvé un deuxième avenant à cette convention afin de prendre en compte des prestations non prévues initialement dans l'enveloppe affectée aux travaux. Ce deuxième avenant, portant sur les compétences eau potable et assainissement, a porté l'enveloppe de la convention à :

- 2.574.261,00€ HT pour la compétence eau potable,
- 279.566,00€ HT pour la compétence assainissement.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant n°3 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée au bénéfice de la Commune de Bouc-Bel-Air pour la reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches et pour le démantèlement de bassins existants et la construction d'un bassin d'orage à la station d'épuration.

En effet, les marchés affectés à l'opération 1 portant sur la reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches datent de 2017 et viennent de se

terminer. Les montants de révision des prix estimés et pris en compte dans la convention sont insuffisants pour couvrir les montants réellement supportés par la commune.

L'enveloppe globale de l'opération 1 est ainsi portée de 2.574.261€HT à 2.624.261€HT, soit une augmentation de 1,9% affectant uniquement la compétence eau potable.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 001-3517/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 portant approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;
- La délibération n°FAG 012-4267/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée 18/0228 portant sur l'opération de reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches et pour l'opération de démantèlement de bassins existants à la station d'épuration et construction d'un bassin d'orage sur la commune de Bouc-Bel-Air ;
- La délibération n° DEA 002-6177/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 portant approbation de l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n°18/228 pour l'opération de reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches et pour l'opération de démantèlement de bassins existants à la station d'épuration et construction d'un bassin d'orage sur la commune de Bouc-Bel-Air.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n°18-0228 pour l'aménagement, par la commune de Bouc-Bel-Air, portant sur la reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches et pour le démantèlement de bassins existants et la construction d'un bassin d'orage à la station d'épuration.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3, ci-annexé, à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n°18-0228 pour l'aménagement, par la commune de Bouc-Bel-Air, portant sur la reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches et pour le démantèlement de bassins existants et la construction d'un bassin d'orage à la station d'épuration.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant n°3 et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe de l'Eau en Délégation – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21311.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 032

Approbation de l'avenant n°2 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18-

0227 pour l'aménagement, par la commune de Bouc-Bel-Air, des réseaux humides

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 1^{er} janvier 2023, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des ladites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n° FAG 001-3517/18/BM du 22 mars 2018, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Bouc-Bel-Air portant sur la réalisation de trois opérations de travaux d'aménagement des réseaux humides. Cette convention portait sur une enveloppe globale de travaux de 2.238.932,50€ HT, soit 2.686.719,00€ TTC alloués sur les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement.

Par délibération n° DEA-007-7549/19/BM du 19 décembre 2019, le Bureau Métropolitain a approuvé un premier avenant à cette convention afin d'ajuster plusieurs montants d'opérations aux montants réellement nécessaires pour les réaliser.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant n°2 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au bénéfice de la Commune de Bouc-Bel-Air

En effet, les marchés affectés à cette opération datent de 2017 et viennent de se terminer. Les montants de révision des prix estimés et pris en compte dans la convention sont insuffisants pour couvrir les montants réels.

Par ailleurs, les montants inscrits ne prenaient pas en compte d'éventuelles dépenses portées par la commune avant le transfert de compétence ; il convient donc d'annuler ces crédits.

Ainsi, concernant l'opération 1 portant sur la rénovation du collecteur d'assainissement du quartier La Salle, son montant, qui ne concerne que le budget annexe de l'Assainissement, est ainsi porté de 1.325.000€HT à 1.283.000€HT, soit une réduction de 3,2%.

Concernant l'opération n°2 de rénovation du réseau d'eau potable dans le secteur Pin Porte Rouge, il convient de compléter l'enveloppe affectée à l'opération pour financer la révision des prix. Le montant de l'opération, qui ne concerne que le Budget annexe de l'Eau potable, est ainsi porté de 810 000 €HT à 822 500 €HT, soit une augmentation de 1,5%.

Concernant l'opération n°3 de renforcement du réseau d'eau et de réhabilitation et d'extension du réseau d'assainissement, il convient de compléter l'enveloppe affectée à l'opération pour financer la révision des prix. Le montant de l'opération, qui porte sur les Budgets annexes de l'Eau potable et de l'assainissement, est ainsi porté de 1 920 000 €HT à 1 949 500 €HT, soit une augmentation de 1,5%, répartie comme suit :

- l'enveloppe affectée à l'Eau potable passe de 1 312 500 €HT à 1 333 000 €HT, soit une augmentation de 1,6%,
- l'enveloppe affectée de l'Assainissement passe de 607 500 €HT à 616 500 €HT soit une augmentation de 1,5%.

Cet avenant est sans effet sur l'enveloppe globale de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 001-3517/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 portant approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;
- La délibération n° DEA 007-7549/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 portant approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18/0227 pour l'aménagement, par la commune de Bouc-Bel-Air, des réseaux humides.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant n°2 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18-0227 pour l'aménagement, par la commune de Bouc-Bel-Air, des réseaux humides.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2, ci-annexé, à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18-0227 pour l'aménagement, par la commune de Bouc-Bel-Air, des réseaux humides.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant n°2 et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :
- le Budget Annexe de l'Eau en Délégation – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement en Délégation - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 033

Approbation de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux sur la commune d'Aix-en-Provence – Programme 2021

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 1^{er} janvier 2023, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée au sens des articles L 2422-5 à 11 du livre IV Code de la Commande Publique relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune - membre du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la

limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

En 2021, la Commune d'Aix-en-Provence va engager des travaux de réfection de galeries pluviales, de création, de dilatation ou d'extension de réseaux pluviaux localisés dans différentes rues de la commune en lien avec des aménagements programmés dans le cadre du schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales ou dans le cadre de réfections futures de voirie. Le détail de ces travaux est repris dans la convention jointe à ce présent rapport.

Ces aménagements sont à engager pour un montant de 1.083.333,33€ HT, soit 1.300.000,00€ TTC.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANTS TTC
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Plan Partenarial Métropolitain	80%	1 040 000,00
Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur	0%	0,00
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20%	260 000,00
TOTAL HT	100 %	1 300 000,00

Ainsi, il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée au bénéfice de la Commune d'Aix-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune d'Aix-en-Provence de travaux pluviaux à compter de l'année 2021.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, relative à la réalisation de travaux pluviaux par la commune d'Aix-en-Provence.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 1.300.000,00€TTC

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de maîtrise d'ouvrage déléguée et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 034

Approbation de l'avenant n°2 au contrat de concession du service public de l'eau potable de la commune de Jouques

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération en date du 28 août 2017, la commune de Jouques a délégué son service public d'assainissement collectif.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, le contrat de concession a été attribué à la Société d'Equipeement et d'Entretien des Réseaux Communaux (SEERC), filiale du groupe SUEZ, pour une durée de 15 ans et 4 mois, avec prise d'effet au 4 septembre 2017.

Un avenant n°1 ayant pris effet le 27 décembre 2017 est venu introduire les modifications suivantes au contrat de délégation initial : diminution des engagements de renouvellement des vannes réseau, entraînant une baisse de la rémunération du délégataire.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses

communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.

A la date du 28 février 2021, dans le cadre d'une restructuration du groupe SUEZ, la société SEERC fusionnera avec la société SUEZ Eau France.

L'article R3135-6 du Code de la Commande Publique prévoit qu'un contrat de concession peut être modifié lorsqu'un nouveau concessionnaire se substitue à celui auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat, dans le cadre d'une cession à la suite d'opérations de restructuration du concessionnaire initial.

La société SUEZ Eau France a justifié des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles.

Le présent avenant a dès lors pour objet de substituer le concessionnaire initial par la société SUEZ Eau France.

Ce rapport ne présente aucune incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de concession du service public de l'eau potable de la commune de Jouques ;
- Le courrier de l'entreprise SUEZ en date du 12 janvier 2021
- L'avis de la Commission Concession du 11 février 2021.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prendre en compte la restructuration du groupe SUEZ, en particulier la fusion entre les sociétés SEERC et SUEZ Eau France.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au contrat de concession du service public de l'eau potable de la commune de Jouques.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession du contrat de délégation de service public relative à l'eau potable de la commune de Jouques de S.E.E.R.C. à SUEZ Eau France;

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé au contrat de concession du service public d'eau potable de la commune de Jouques ;

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisée à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 035**Approbation de l'avenant n°2 au contrat de concession du service public d'assainissement collectif de la commune de Jouques**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération en date du 28 août 2017, la commune de Jouques a délégué son service public d'assainissement collectif.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, le contrat de concession a été attribué à la Société d'Équipement et d'Entretien des Réseaux Communaux (SEERC), filiale du groupe SUEZ, pour une durée de 15 ans et 4 mois, avec prise d'effet au 4 septembre 2017.

Un avenant n°1 ayant pris effet le 27 décembre 2017 est venu introduire les modifications suivantes au contrat de délégation initial : diminution des engagements concessifs et de l'enveloppe du fonds de travaux entraînant une baisse de la rémunération du délégataire.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.

A la date du 28 février 2021, dans le cadre d'une restructuration du groupe SUEZ, la société SEERC fusionnera avec la société SUEZ Eau France.

L'article R3135-6 du Code de la Commande Publique prévoit qu'un contrat de concession peut être modifié lorsqu'un nouveau concessionnaire se substitue à celui auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat, dans le cadre d'une cession à la suite d'opérations de restructuration du concessionnaire initial.

La société SUEZ Eau France a justifié des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles.

Le présent avenant a dès lors pour objet de substituer le concessionnaire initial par la société SUEZ Eau France.

Ce rapport ne présente aucune incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de concession du service public d'assainissement collectif de la commune de Jouques ;
- Le courrier de l'entreprise SUEZ en date du 12 janvier 2021
- L'information de la Commission Concession du 11 février 2021.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prendre en compte la restructuration du groupe SUEZ, en particulier la fusion entre les sociétés SEERC et SUEZ Eau France.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au contrat de concession du service public d'assainissement collectif de la commune de Jouques.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession du contrat de délégation de service public relative à l'assainissement collectif de la commune de Jouques de S.E.E.R.C. à SUEZ Eau France;

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé au contrat de concession du service public d'assainissement collectif de la commune de Jouques ;

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisée à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 036

Approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public pour l'assainissement sur le territoire de la commune des Pennes-Mirabeau

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération en date du 19 décembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué le service public d'assainissement collectif de la commune des Pennes-Mirabeau.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, le contrat de concession a été attribué à la Société d'Equipeement et d'Entretien des Réseaux Communaux (SEERC), filiale du groupe SUEZ, pour une durée de 9 ans et 4 mois, avec prise d'effet au 1^{er} mars 2020.

A la date du 28 février 2021, dans le cadre d'une restructuration du groupe SUEZ, la société SEERC fusionnera avec la société SUEZ Eau France.

L'article R3135-6 du Code de la Commande Publique prévoit qu'un contrat de concession peut être modifié lorsqu'un nouveau concessionnaire se substitue à celui auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat, dans le cadre d'une cession à la suite d'opérations de restructuration du concessionnaire initial.

La société SUEZ Eau France a justifié des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles.

Le présent avenant a dès lors pour objet de substituer le concessionnaire initial par la société SUEZ Eau France.

Ce rapport ne présente aucune incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de délégation de service public pour l'assainissement sur le territoire de la commune des Pennes-Mirabeau ;
- Le courrier de l'entreprise SUEZ en date du 12 janvier 2021
- L'avis de la Commission Concession du 11 février 2021.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prendre en compte la restructuration du groupe SUEZ, en particulier la fusion entre les sociétés SEERC et SUEZ Eau France.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au contrat de délégation de service public pour l'assainissement sur le territoire de la commune des Pennes-Mirabeau.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession du contrat de délégation de service public relative à l'assainissement collectif de la commune des Pennes-Mirabeau de S.E.E.R.C. à SUEZ Eau France;

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de concession du service public d'assainissement collectif de la commune des Pennes-Mirabeau ;

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisée à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 037

Approbation de l'avenant n°1 au contrat pour l'exploitation par affermage du service de l'eau potable de la commune de Rognes

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération en date du 27 avril 2011, la commune de Rognes a délégué son service public d'eau potable.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, le contrat de concession a été attribué à la Société d'Equipeement et d'Entretien des Réseaux Communaux (SEERC), filiale du groupe SUEZ, pour une durée de 15 ans, avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2012.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.

A la date du 28 février 2021, dans le cadre d'une restructuration du groupe SUEZ, la société SEERC fusionnera avec la société SUEZ Eau France.

L'article R3135-6 du Code de la Commande Publique prévoit qu'un contrat de concession peut être modifié lorsqu'un nouveau concessionnaire se substitue à celui auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat, dans le cadre d'une cession à la suite d'opérations de restructuration du concessionnaire initial.

La société SUEZ Eau France a justifié des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles.

Le présent avenant a dès lors pour objet de substituer le concessionnaire initial par la société SUEZ Eau France.

Ce rapport ne présente aucune incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat d'exploitation par affermage du service de l'eau potable de la commune de Rognes ;
- Le courrier de l'entreprise SUEZ en date du 12 janvier 2021 ;
- L'avis de la Commission Concession du 11 février 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prendre en compte la restructuration du groupe SUEZ, en particulier la fusion entre les sociétés SEERC et SUEZ Eau France.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au contrat d'exploitation par affermage du service de l'eau potable de la commune de Rognes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession du contrat de délégation de service public relative à l'eau potable de la commune de Rognes de S.E.E.R.C. à SUEZ Eau France;

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de concession du service public d'eau potable de la commune de Rognes ;

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisée à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 038

Approbation de l'avenant n°2 au contrat pour l'exploitation par affermage du service d'assainissement de la commune de Rognes

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération en date du 30 janvier 2012, la commune de Rognes a délégué son service public d'assainissement collectif.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, le contrat de concession a été attribué à la Société d'Equipement et d'Entretien des Réseaux Communaux (SEERC), filiale du groupe SUEZ, pour une durée de 15 ans, avec prise d'effet au 15 février 2012.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.

Un avenant n°1 ayant pris effet le 31 décembre 2020 est venu introduire les modifications suivantes au contrat de délégation initial : intégration au patrimoine affermé de la nouvelle station d'épuration de la commune de Rognes.

A la date du 28 février 2021, dans le cadre d'une restructuration du groupe SUEZ, la société SEERC fusionnera avec la société SUEZ Eau France.

L'article R3135-6 du Code de la Commande Publique prévoit qu'un contrat de concession peut être modifié lorsqu'un nouveau concessionnaire se substitue à celui auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat, dans le cadre d'une cession à la suite d'opérations de restructuration du concessionnaire initial.

La société SUEZ Eau France a justifié des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles.

Le présent avenant a dès lors pour objet de substituer le concessionnaire initial par la société SUEZ Eau France.

Ce rapport ne présente aucune incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le contrat d'exploitation par affermage du service d'assainissement de la commune de Rognes ;
- Le courrier de l'entreprise SUEZ en date du 12 janvier 2021
- L'avis de la Commission Concession du 11 février 2021.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prendre en compte la restructuration du groupe SUEZ, en particulier la fusion entre les sociétés SEERC et SUEZ Eau France.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au contrat d'exploitation par affermage du service d'assainissement de la commune de Rognes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession du contrat de délégation de service public relative à l'assainissement collectif de la commune de Rognes de S.E.E.R.C. à SUEZ Eau France;

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé au contrat de concession du service public d'assainissement collectif de la commune de Rognes ;

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisée à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 039

Approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de gestion par affermage du service public d'alimentation en eau potable de la commune de Saint-Cannat

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération en date du 22 avril 2015, la commune de Saint-Cannat a délégué son service public d'alimentation en eau potable.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, le contrat de concession a été attribué à la Société d'Equipement et d'Entretien des Réseaux Communaux (SEERC), filiale du groupe SUEZ, pour une durée de 12 ans et 7 mois, avec prise d'effet au 1^{er} juin 2015.

Un avenant n°1 ayant pris effet le 1^{er} mars 2016 est venu introduire les modifications suivantes au contrat de délégation initial : évolution des obligations de renouvellement des branchements plomb, nouvelles dispositions de financement de ceux-ci et validation de la modification du règlement général du service public de l'eau potable.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.

A la date du 28 février 2021, dans le cadre d'une restructuration du groupe SUEZ, la société SEERC fusionnera avec la société SUEZ Eau France.

L'article R3135-6 du Code de la Commande Publique prévoit qu'un contrat de concession peut être modifié lorsqu'un nouveau concessionnaire se substitue à celui auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat, dans le cadre d'une cession à la suite d'opérations de restructuration du concessionnaire initial.

La société SUEZ Eau France a justifié des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles.

Le présent avenant a dès lors pour objet de substituer le concessionnaire initial par la société SUEZ Eau France.

Ce rapport ne présente aucune incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat d'exploitation par affermage du service public d'alimentation en eau potable de la commune de Saint-Cannat ;
- Le courrier de l'entreprise SUEZ en date du 12 janvier 2021
- L'avis de la Commission Concession du 11 février 2021.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prendre en compte la restructuration du groupe SUEZ, en particulier la fusion entre les sociétés SEERC et SUEZ Eau France.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au contrat d'exploitation par affermage du service public d'alimentation en eau potable de la commune de Saint-Cannat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession du contrat de délégation de service public relative à l'eau potable de la commune de Saint-Cannat de S.E.E.R.C. à SUEZ Eau France;

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé au contrat de concession du service public d'eau potable de la commune de Saint-Cannat ;

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisée à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0

Ne prennent pas part au vote	0
------------------------------	---

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 040

Approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de gestion par affermage du service public de collecte et traitement des eaux usées de la commune de Saint-Cannat

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération en date du 22 avril 2015, la commune de Saint-Cannat a délégué son service public de collecte et traitement des eaux usées.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, le contrat de concession a été attribué à la Société d'Équipement et d'Entretien des Réseaux Communaux (SEERC), filiale du groupe SUEZ, pour une durée de 12 ans et 7 mois, avec prise d'effet au 1^{er} juin 2015.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.

A la date du 28 février 2021, dans le cadre d'une restructuration du groupe SUEZ, la société SEERC fusionnera avec la société SUEZ Eau France.

L'article R3135-6 du Code de la Commande Publique prévoit qu'un contrat de concession peut être modifié lorsqu'un nouveau concessionnaire se substitue à celui auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat, dans le cadre d'une cession à la suite d'opérations de restructuration du concessionnaire initial.

La société SUEZ Eau France a justifié des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles.

Le présent avenant a dès lors pour objet de substituer le concessionnaire initial par la société SUEZ Eau France.

Ce rapport ne présente aucune incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat d'exploitation par affermage du service public de collecte et traitement des eaux usées de la commune de Saint-Cannat ;
- Le courrier de l'entreprise SUEZ en date du 12 janvier 2021
- L'avis de la Commission Concession du 11 février 2021.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prendre en compte la restructuration du groupe SUEZ, en particulier la fusion entre les sociétés SEERC et SUEZ Eau France.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au contrat d'exploitation par affermage du service public de collecte et traitement des eaux usées de la commune de Saint-Cannat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession du contrat de délégation de service public relative à l'assainissement collectif de la commune de Saint-Cannat de S.E.E.R.C. à SUEZ Eau France;

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de concession du service public d'assainissement collectif de la commune de Saint-Cannat ;

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisée à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52

Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 041

Constitution d'une servitude de passage pour le réseau d'eaux usées - Résidence La Gérôme sise impasse de la Gérôme sur la commune de Coudoux - Parcelles AC297, AC568, AC569, AC570

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La société AMETIS PACA a déposé une demande de permis n° PC 013 118 19 F0025 le 13 décembre 2019 au service urbanisme de la commune de Coudoux, pour la création d'un ensemble immobilier constitué de 6 logements, sis impasse de la Gérôme. La parcelle AC297 impactée par cette construction est grevée d'une servitude de passage d'une canalisation souterraine, établie par acte notarié le 4 avril 1979 entre l'ancien propriétaire du terrain et la commune de Coudoux.

La société AMETIS PACA souhaite le dévoiement de la canalisation existante (selon le plan annexé) pour optimiser l'implantation de la construction des 6 logements et s'engage à n'élever aucune construction (même mobile) et à n'implanter aucun arbre à longues tiges, à moins de 1,5 mètre de part et d'autre de la canalisation. La Métropole a par ailleurs délivré son accord de principe sur le plan projet de dévoiement de la canalisation.

La société AMETIS PACA, en tant que maître d'ouvrage de l'opération, s'est engagée à soumettre à la validation préalable de la Métropole et de son délégataire la Société des Eaux de Marseille tous les éléments préalables aux travaux (et en particulier les fiches matériaux et les plans d'exécution).

Une nouvelle servitude de passage doit être constituée en tréfonds pour la canalisation sur les parcelles AC297, AC568, AC569 et AC570. La

Métropole souhaite augmenter la largeur de l'occupation du tréfonds en passant de 2 à 3 mètres (soit 1,5 mètre de chaque côté de la canalisation), et que ses agents et engins, ceux de son délégataire de service public d'assainissement et ceux de tous leurs représentants aient accès aux canalisations pour leur entretien et leur réparation

La société AMETIS PACA doit vendre le terrain assiette du projet ainsi que l'opération immobilière à son futur propriétaire (désigné ici comme « le repreneur »), courant 2021. Le repreneur viendra alors en lieu et place d'AMETIS PACA.

Cette servitude fera l'objet d'une réitération par acte authentique, aux frais de la société AMETIS PACA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de constituer une servitude de passage de canalisation pour un réseau d'eaux usées et ses organes (regards), sur les parcelles AC297, AC568, AC569 et AC570, propriété de AMETIS PACA, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le dévoiement de la canalisation sise sur la parcelle AC297.

Article 2 :

Est approuvée la constitution d'une servitude de passage de canalisation pour un réseau d'eaux usées et ses organes (regards) sur la commune de Coudoux, sur les parcelles AC297, AC568, AC569 et AC570, propriété de AMETIS PACA, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour une largeur de 1,5 mètre de part et d'autre de l'axe de la canalisation, comprenant une zone non aedificandi et un droit de passage pour l'entretien, la réparation

et le remplacement du réseau, telle qu'elle apparaît sur le plan ci-annexé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette servitude et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par AMETIS PACA.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 042

AVIS - Constitution d'une servitude de passage pour le réseau d'eaux usées - Entrepôt logistique BOVIS sis avenue Olivier Perroy sur la commune de Rousset - Parcelles AW113, AW114

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La société BOVIS ESCOLAN a déposé une demande de permis n° PC 013 087 19 L0032 le 24 décembre 2019 au service urbanisme de la commune de Rousset, pour la création d'un entrepôt logistique, sis avenue Olivier Perroy dans la ZI de Rousset.

Elle souhaite le dévoiement de la canalisation existante (selon le plan annexé) pour optimiser l'implantation des bâtiments de son projet, et s'engage à n'élever aucune construction (même mobile) et à n'implanter aucun arbre à longues tiges, à moins de 1,5 mètre de part et d'autre de la canalisation. La Métropole a par ailleurs délivré son

accord de principe sur le plan projet de dévoiement de la canalisation.

La société BOVIS ESCOLAN, en tant que maître d'ouvrage de l'opération, s'est engagé à soumettre à la validation préalable de la Métropole et de son délégataire la Société des Eaux de Marseille, tous les éléments préalables aux travaux (et en particulier les fiches matériaux et les plans d'exécution).

Une servitude de passage doit être constituée en tréfonds pour la canalisation sur les parcelles AW113 et AW114. La Métropole souhaite une largeur d'occupation du tréfonds de 3 mètres (soit 1,5 mètre de chaque côté de la canalisation), et que ses agents et engins, ceux de son délégataire de service public d'assainissement, et ceux de tous leurs représentants, aient accès aux canalisations pour leur entretien et leur réparation.

Cette servitude fera l'objet d'une réitération par acte authentique, aux frais de la société BOVIS ESCOLAN.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de constituer une servitude de passage de canalisation pour un réseau d'eaux usées et ses organes (regards), sur les parcelles AW113 et AW114, propriété de la société BOVIS ESCOLAN, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le dévoiement de la canalisation sise sur les parcelles AW113 et AW114.

Article 2 :

Est approuvée la constitution d'une servitude de passage de canalisation pour un réseau d'eaux usées et ses organes (regards) sur la commune de

Rousset, sur les parcelles AW113 et AW114, propriété de BOVIS ESCOLAN, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour une largeur de 1,5 mètre de part et d'autre de l'axe de la canalisation, comprenant une zone non aedificandi et un droit de passage pour l'entretien, la réparation et le remplacement du réseau, telle qu'elle apparaît sur le plan ci-annexé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette servitude et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la société BOVIS ESCOLAN.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 043

AVIS - Constitution d'une servitude de passage pour le réseau d'eau potable - Ensemble de bureaux ARTEPARC sis les Allées de Saint-Jean sur la commune de Fuveau - Parcelles AE86, AE243

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La société ARTEA a déposé une demande de permis n° PC 013 040 18 L0068 le 11 juin 2019 au service urbanisme de la commune de Fuveau, pour la création d'une zone de bureaux, sise les Allées de Saint-Jean dans la ZAC de la Barque.

La société souhaite le dévoiement de la canalisation existante (selon le plan annexé) pour optimiser l'implantation des bâtiments de son projet, et s'engage à n'élever aucune construction (même mobile) et à n'implanter aucun arbre à longues tiges, à moins de 1,5 mètre de part et d'autre de la canalisation. La Métropole a par ailleurs délivré son accord de principe sur le plan projet de dévoiement de la canalisation.

La société ARTEA, en tant que maître d'ouvrage de l'opération, s'est engagé à soumettre à la validation préalable de la Métropole et de son délégataire la Société des Eaux de Marseille, tous les éléments préalables aux travaux (et en particulier les fiches matériaux et les plans d'exécution).

Une servitude de passage doit être constituée en tréfonds pour la canalisation sur les parcelles AE86 et AE243. La Métropole souhaite une largeur d'occupation du tréfonds de 3 mètres (soit 1,5 mètre de chaque côté de la canalisation), et que ses agents et engins, ceux de son délégataire de service public d'eau potable, et ceux de tous leurs représentants, aient accès aux canalisations pour leur entretien et leur réparation.

Cette servitude fera l'objet d'une réitération par acte authentique, aux frais de la société ARTEA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de constituer une servitude de passage de canalisation pour un réseau d'eau potable, sur les parcelles AE86 et AE243, propriété de la société ARTEA, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le dévoiement de la canalisation sise sur les parcelles AE86 et AE243.

Article 2 :

Est approuvée la constitution d'une servitude de passage de canalisation pour un réseau d'eau potable, sur les parcelles AE86 et AE243 sur la commune de Fuveau, propriété de ARTEA, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour une largeur de 1,5 mètre de part et d'autre de l'axe de la canalisation, comprenant une zone non aedificandi et un droit de passage pour l'entretien, la réparation et le remplacement du réseau, telle qu'elle apparaît sur le plan ci-annexé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette servitude et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la société ARTEA.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 044

AVIS - GEMAPI - Approbation de l'avenant 2 à la convention de délégation de compétence avec le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD)

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En vertu des dispositions de la loi MAPTAM, la Métropole Aix-Marseille-Provence assure, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, dite «GEMAPI».

Le contenu de cette compétence n'est pas défini de façon littérale dans la loi, mais s'appuie sur les alinéas 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, à savoir :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau
- 5° La défense contre les inondations et contre la mer
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

La Métropole Aix-Marseille-Provence est donc compétente en matière de GEMAPI sur la partie de son territoire inclus dans le bassin versant de la Durance. Elle a confié en 2019 au SMAVD, par délégation, l'exercice de certaines de ses compétences.

La Métropole a approuvé un premier avenant à la convention de délégation, au Bureau de la Métropole le 31 juillet 2020 (délibération n° MET/20/14977/BM), concernant l'intégration de certains secteurs au périmètre de la délégation.

La Métropole souhaite aujourd'hui passer un nouvel avenant à cette convention. Celui-ci porte sur quatre points :

-Augmentation du budget annuel pour l'entretien et la réalisation des petites réparations sur les ouvrages délégués

Le budget prévu dans la convention de délégation, à l'article 4.1.1, était de 50 000 €HT pour réaliser l'entretien et les petites réparations sur les ouvrages délégués. Il est convenu que le budget annuel prévu par la Métropole doit être porté à 80 000 €HT permettant de disposer de davantage de latitude pour procéder aux petites réparations qui peuvent être nécessaires sur les ouvrages.

-Mise en place d'un fonds pour les travaux d'urgence

La convention de délégation ne prévoyait pas de budget dédié pour la réalisation de travaux importants en urgence. La Métropole prévoit désormais de manière permanente un fonds de 100 000 € HT permettant de faciliter le paiement des premières dépenses qui s'avèreraient nécessaires pour la réalisation de travaux d'urgence, suite à une crue par exemple.

-Augmentation du budget permettant l'autorisation du système d'endiguement La Roque-Charleval-Mallemort

Le budget prévu dans la convention de délégation, à l'article 4.1.1, était de 50 000 € HT pour réaliser les études et le dossier réglementaire de demande d'autorisation du système d'endiguement. Au vu des retours d'expérience sur les coûts de réalisation de ce type de dossier, le budget nécessaire pour le mener à bien est porté à 80 000 € HT.

-Montant des travaux et niveau de protection retenus pour la digue des carriers de Mallemort

Dans l'avenant 1 à la convention de délégation, la Métropole a délégué au SMAVD la réalisation des études, dossiers réglementaires, et travaux

concernant la digue dite « des carriers » sur la commune de Mallemort.

Ce système de protection a un double objectif (GEMA + PI) : en plus de la protection contre les inondations par la Durance de la plaine située à l'arrière de la digue, il permettra d'éviter les risques de capture du plan d'eau présent à l'arrière immédiat de la digue et les conséquences catastrophiques qui en découleraient sur le plan environnemental.

La métropole souhaite ainsi que soit déclaré un système d'endiguement associé à la zone protégée située dans une bande de 500 m à l'arrière de la digue des carriers et dont le niveau de protection serait la crue centennale.

Le financement des travaux envisagés sera assuré de la manière suivante :

Cout des travaux : 2 500 000 €HT.

Reste à charge pour la Métropole après subventions : 650 000 €HT

Il est précisé que l'ensemble de ces montants et augmentations ont été inscrits au budget annexe de la GEMAPI.

L'exercice des services rendus par le Syndicat est formalisé dans un avenant à la convention annexée à la présente délibération, précisant notamment les coûts des missions pour l'accompagnement de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-

288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire ;

- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° MET 18/7599/CM ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° MET 18/6426/CM ;
- La délibération du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019, portant sur la délégation de compétence pour l'exercice de certaines des compétences en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations sur le territoire du bassin versant de la Vallée de la Durance (SMAVD) ;
- L'arrêté préfectoral de décembre 2019 relatif à l'entrée en vigueur des nouveaux statuts du SMAVD ;
- La délibération du Bureau de la Métropole du 31 juillet 2020, portant sur l'avenant n°1 de la délégation de compétence au SMAVD n° MET/20/14977/BM.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que le programme d'actions prévisionnel 2021-2024 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain délibéré le 17 décembre 2020 prévoit l'accompagnement de la Métropole par le SMAVD sur son territoire situé sur le bassin versant de la Vallée de la Durance.
- Que le présent avenant à la convention précise et complète les modalités d'accompagnement de la Métropole par le SMAVD pour l'exercice de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole situé sur le bassin versant de la Vallée de la Durance.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 2 à la convention de délégation de la compétence ci-annexé, entre le Syndicat du bassin versant de la Vallée de la Durance et la Métropole.

Article 2 :

Sont approuvés les montants financiers détaillés dans l'avenant 2 à la convention de délégation pour :

- l'entretien et la réalisation des petites réparations sur les ouvrages délégués ;

- la mise en place d'un fonds pour les travaux d'urgence ;
 - l'autorisation du système d'endiguement de la Roque-Charleval-Mallemort ;
 - le montant des travaux et le niveau de protection retenu pour la digue des Carriers à Mallemort.
- Conformément à l'article 4.1.2 de la convention de délégation, la TVA concernant les frais externalisés aux opérations listées par l'avenant 2 est à la charge de la Métropole.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets annexes GEMAPI 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à savoir :

- AP 2019004900, ligne 4910-2312, pour les opérations prévues aux articles 1 et 3 de l'avenant,
- AP 2021004900, lignes budgétaires 2312 et 2031, pour les opérations prévues à l'article 2 de l'avenant,
- AP 2021001700, pour l'opération prévue à l'article 4 de l'avenant.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le
Conseil de Territoire en prend acte et le
transforme en délibération.**

Développement économique et emploi – Zones d'activités

2021 CT2 045

**AVIS - Approbation de l'avenant n°2 à la
convention d'avance de trésorerie avec la SPLA
Pays d'Aix Territoires pour la concession
d'aménagement de la Zone d'Aménagement
Concerté de la Bertoire 2 à Lambesc**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2011_B010 du 21 janvier 2011, la Communauté du Pays d'Aix a approuvé le contrat de concession relatif à l'aménagement de la ZAC de la Bertoire 2 à Lambesc, concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires. Cette concession d'aménagement a été reprise de droit par la Métropole à la date de sa création le 1^{er} janvier 2016.

A ce titre, en s'appuyant sur les dispositions de l'article 28.7 du contrat de concession, la Métropole a consenti après délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 une avance de trésorerie d'un montant de 1 000 000 € remboursable conformément au bilan prévisionnel global de la concession d'aménagement. Son montant a été ensuite porté à 1.825.000 € par délibération du Bureau de la Métropole en date du 13 juillet 2017 et a fait l'objet d'un avenant n°1 à la convention d'avance.

En effet, selon les termes de l'article L.1523-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « le concédant peut consentir des avances justifiées par un besoin de trésorerie temporaire de l'opération ; [...] ces avances font l'objet d'une convention approuvée par l'organe délibérant du concédant et précisant leur montant, leur durée, l'échéancier de leur remboursement ainsi que leur rémunération éventuelle. »

Cette avance a été versée à la SPLA Pays d'Aix Territoires en 2017 et doit être remboursée avant le 1er mars 2021 en corrélation avec l'achèvement du contrat de concession. Toutefois, le contrat de concession a été prorogé jusqu'en 2024 selon les termes de l'avenant n°3 approuvé par le Bureau de la Métropole du 28 juin 2018. Il convient donc d'ajuster l'échéance de remboursement de l'avance de trésorerie avec la durée de la concession en prolongeant la date limite de remboursement de 3 ans à travers un avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie, soit le 1^{er} mars 2024.

Le montant de l'avance de trésorerie reste inchangé.

L'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie entre la Métropole et la SPLA Pays d'Aix Territoires est joint en annexe à ce rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L332-11-3 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Communautaire de la CPA n°2005-A320 du 8 décembre 2005 déclarant d'intérêt communautaire l'extension de la ZAC du plateau de la Bertoire à Lambesc ;
- La délibération du Conseil Communautaire de la CPA n°2006-A296 du 20 octobre 2006 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération du Conseil communautaire de la CPA n°2008-A077 du 26 juin 2008 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération du Bureau Communautaire de la CPA n° 2011-B010 du 21 janvier 2011 concédant l'aménagement de la ZAC Bertoire 2 à la SPLA ;

- La délibération du Bureau Communautaire de la CPA n°2013_B466 du 7 novembre 2013 approuvant l'avenant n°1 au traité de concession ;
- La délibération n°ECO 006-1512/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°2 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°ECO 004-1188/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant une convention d'avance de trésorerie remboursable avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°ECO 021-2140/17/BM du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017 approuvant l'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie ;
- La délibération n°URB 027-3989/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant l'avenant n°3 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'ajuster le délai de remboursement de l'avance de trésorerie avec la date de fin de la concession qui a été prolongée jusqu'en avril 2024.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Bertoire 2 à Lambesc.

Article 2 :

Madame le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°2 ainsi que tous les documents afférents à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 046

Approbation du programme de travaux pour la réhabilitation de la zone d'activités des Pradeaux à Gréasque

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, le Territoire du Pays d'Aix souhaite réaliser des travaux de réhabilitation de la zone d'activité des Pradeaux sur la commune de Gréasque, sur la totalité de son linéaire soit environ 700 mètres.

La Zone d'activités des Pradeaux accueille des entreprises au profil varié : activité industrielle, activité commerciale de proximité et activité commerciale de grande distribution. La voirie, configurée en impasse et accueillant un trafic important de poids lourds est dans un état très médiocre. Les cheminements piétons sont étroits, peu sécurisés et rendus impraticables par le stationnement de véhicules sur trottoirs. Il apparaît nécessaire de procéder à sa réhabilitation.

L'étude de faisabilité réalisée en 2020, avait pour objectif de déterminer les solutions d'aménagements garantissant la sécurité de l'ensemble des usagers de la voirie. Le programme de travaux proposé est le suivant :

Programme des travaux :

- Voirie :
- Calibrage de la chaussée en route bidirectionnelle présentant un profil en travers de faible largeur afin de limiter la vitesse. La desserte de la zone restant en impasse pour les véhicules, le programme propose plusieurs aires de retournement, à mi-section et à son extrémité ouest.
- Aménagement de dispositifs ralentisseurs (plateaux surélevés, écluse) incitant à la réduction de vitesse qui sera limitée à 30 km/h la zone.
- Création d'une voie verte pour les cheminements cycles et piétons dissociés de la chaussée par une séparation physique sur l'axe principal de la zone
- Aménagement d'un axe secondaire sans issue, d'une centaine de mètres, en zone de rencontre

- Aménagement de places de stationnements implantées ponctuellement au droit de surlargeurs de chaussée existante
- Réseaux :
Le projet prévoit :
 - la réfection totale de l'éclairage public
 - le renforcement des infrastructures de génie civil de réseaux de télécommunication
 - le renforcement du réseau des eaux pluviales.
- Espaces verts :
 - Des aménagements paysagers, espaces verts ou minéraux sont prévus ponctuellement dans l'emprise foncière résiduelle.

Le coût prévisionnel des travaux s'élève à 1 100 000 € HT.

Le coût global de l'opération, y compris études et travaux, s'élève à 1 200 000 € HT soit 1 440 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014_A240 du Conseil communautaire de la CPA du 15 décembre 2014 approuvant la création d'une Autorisation de Programme Individuelle « Gréasque – ZI Les Pradeaux » d'un montant de 1,5 M€ ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 28 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de procéder à la réhabilitation de la zone des Pradeaux à Gréasque.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de réhabilitation de la Z.A. des Pradeaux sur la commune de Greasque pour un montant de 1 100 000 € HT de travaux et un coût global de 1 200 000 € HT soit 1 440 000 € TTC.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les différentes pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06, en section d'investissement : opération budgétaire DI 325 AP, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme 4581162325.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 047

Approbation du programme de travaux pour la réalisation du collecteur pluvial des Rigons à Plan de Campagne

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé à réaliser les travaux prescrits par l'arrêté préfectoral du 11 avril 2011 portant autorisation au titre de l'article 214-3 du Code de

L'Environnement concernant la réhabilitation du rejet d'eaux pluviales du bassin versant de la zone de Plan de Campagne.

L'arrêté sus-mentionné prévoit un phasage de ces travaux en 5 phases détaillé dans un schéma directeur d'assainissement pluvial. Le Territoire du Pays d'Aix a réalisé et poursuit actuellement la réalisation des travaux prescrits sur les 3 premières phrases.

Le Territoire du Pays d'Aix souhaite désormais mener les travaux de réalisation du collecteur pluvial des Rigons à Plan de campagne prévu en phase 4 du schéma directeur d'assainissement pluvial.

L'étude de faisabilité réalisée en 2020, avait pour objectif de déterminer le tracé optimal du collecteur pluvial sur le chemin des Rigons de la ZA de Plan de Campagne et sur l'amorce du chemin des Pennes aux Pins, sur un linéaire de 415 mètres environ. Cette étude a permis d'aboutir à une proposition de programme de travaux qui s'établit comme suit :

Programme de travaux :

Aménagements hydrauliques :

- Dépose du cadre pluvial existant
- Réalisation des terrassements en tranchée
- Mise en œuvre d'un cadre pluvial enterré d'1 m² de section sur la totalité du linéaire de voirie depuis le pont des Rigons jusqu'au carrefour avec l'avenue Emile Barneoud et le chemin des Pennes aux Pins inclus
- reprise du raccordement du collecteur pluvial du chemin des Pennes aux Pins à l'extrémité aval du projet
- Remblaiement et réfection de structure de voirie.

Le coût prévisionnel des travaux s'élève à 1 200 000 € HT.

Le coût global de l'opération y compris études et travaux s'élève à 1 300 000 € HT soit 1 560 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet

2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n° FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 28 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prévoir la réalisation du collecteur prescrit par arrêté préfectoral.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de travaux pour la réalisation du collecteur pluvial des Rigons sur la Z.A. de Plan de Campagne sur la commune des Pennes-Mirabeau pour un montant de 1 300 000 € HT soit 1 560 000 € TTC, dont 1 200 000 € HT de travaux.

Article 2 :

Madame Le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les différentes pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : nature 4581, fonction 61, sur l'autorisation de programme « réhabilitation des zones d'activités » créée au Conseil de Métropole du 18 février 2021.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 048

Approbation du programme de travaux pour la réhabilitation de l'accès Nord à la Zone Industrielle des Estroublans à Vitrolles

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, le Territoire du Pays d'Aix souhaite réaliser des travaux de réhabilitation sur la zone industrielle des Estroublans sur la commune de Vitrolles, et plus précisément sur l'accès au Nord de la zone depuis la Route départementale n°113.

Des études de trafic réalisées en 2019 ont mis en évidence la nécessité de doubler l'entrée sur le carrefour giratoire située en extrémité Nord du Boulevard de l'Europe depuis la bretelle de sortie de la RD113 afin d'améliorer l'accessibilité de la zone et limiter les retenues de véhicules sur la RD113. Il apparaît nécessaire de procéder à la réhabilitation de ce secteur.

L'étude de faisabilité réalisée en 2020, afin de déterminer les solutions d'aménagements garantissant la sécurité de l'ensemble des usagers de la voirie et une amélioration de l'accessibilité de la ZI des Estroublans, a permis d'aboutir à la proposition de programme suivant.

Programme des travaux :

- Voirie :
- Mise à 2 voies de la bretelle d'accès depuis la RD113 sur le giratoire entre la rue Victor Gélou et le boulevard de l'Europe.
- Mise à 2 voies en sortie du giratoire sur le Boulevard de l'Europe par la réalisation d'une seconde voie sur le boulevard de l'Europe sur les 90 premiers mètres permettant la desserte du projet de commerce de grande distribution sur la parcelle CIO103 et assurant ainsi une meilleure fluidité de la circulation aux abords de cet accès.
- Mise à 2 voies sur le boulevard de l'Europe en direction du giratoire.
- Adaptation de l'anneau du giratoire.
- Intégration de cheminements cyclables.
- Intégration des voies bus.
- Aménagements de cheminements piétons conformes aux normes d'accessibilité PMR sur la totalité du linéaire.
- Réseaux
- Réfection complète de l'éclairage public

- Création de nouveaux avaloirs et leur raccordements sur le réseau d'assainissement pluvial
- Espaces verts
- Réalisation d'aménagements paysagers ponctuels dans les espaces résiduels du foncier disponible

Le coût prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 800 000 € HT.

Le coût prévisionnel de l'opération, y compris études et travaux, s'élève à 880 000 € HT soit 1 056 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 28 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de réaménager l'accès Nord à la zone industrielle des Estroublans à Vitrolles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de réhabilitation de l'accès Nord à la ZI des Estroublans depuis la RD113 sur la commune de Vitrolles pour un montant de travaux de 800 000 € HT, soit un coût global de 880 000 € HT soit 1 056 000 € TTC, études et travaux.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les différentes pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget 06, en section d'Investissement : nature 4581, fonction 61, sur l'autorisation de programme « réhabilitation des zones d'activités » créée au conseil de Métropole du 18 février 2021.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Interventions économiques

2021 CT2 049

AVIS - Octroi d'une subvention au bénéfice d'un projet immobilier porté par l'entreprise E3A (Etablissement Aixois d'Agro-Alimentaire) du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Mis en place par la Métropole Aix-Marseille-Provence en mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum (et 30 % pour les entreprises situées en zone AFR) des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités. Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

Présentation de la société E3A (Établissement Aixois d'Agro-Alimentaire)

La société E3A a été fondée à Aix-en-Provence en juin 2020 par MM. Yann Meyssonier et Geoffrey Peyrot. Ces derniers, à travers la société Capraix, avaient racheté ensemble en 2019 la société Pizza Capri, véritable institution aixoise spécialisée dans la vente de portions de pizzas à emporter, fondée pour sa part en 1983. La société Capraix emploie 24 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 1.080.734€ en 2019 et de 1.646.680€ en 2020. Elle a développé une franchise de Pizza Capri sur le territoire marseillais et dispose de 3 points de ventes sur la ville d'Aix-en-Provence. La société a également mis en œuvre un service de livraison à domicile depuis un an et demi ainsi qu'un distributeur autonome de pizzas fraîches.

La société E3A a été créée sous le statut de société agro-alimentaire afin de pouvoir assurer le portage du projet de développement de la société Capraix, qui ne dispose pas pour sa part de ce statut spécifique.

Forts de leur expérience au sein de la société Capraix, les fondateurs de cette société se sont en effet rapidement rendus compte que la filière alimentaire était en pleine mutation. Les consommateurs se tournent en effet actuellement de plus en plus vers des produits frais, fabriqués à partir de matières premières issues de producteurs locaux, dont l'identité et les pratiques sont identifiables et traçables. Or, ce type d'offre se révèle quasiment inexistante sur le marché actuellement, les acteurs de l'agroalimentaire spécialisés dans la pizza étant aujourd'hui tournés uniquement vers le surgelé. Dans ce contexte, et pour répondre à cette nécessité de proposer une nouvelle gamme de produits, la société E3A a été créée afin de fournir en pizzas fraîches les grossistes alimentaires, ainsi que les indépendants via différents pôles d'activités.

Le projet immobilier :

À cette fin, la société E3A s'est portée - via la S.C.I. MEYPEY - acquéreuse d'un bâtiment industriel situé aux Pennes-Mirabeau afin de le transformer en atelier agro-alimentaire de pizzas fraîches et bio via une ligne automatisée de cuisson aux normes ICPE (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement). Sera également développée une gamme de produits frais et bio autour de la panification (Focaccia bio., pâtes fraîches bio., etc...). La chaîne d'approvisionnement sera orientée presque intégralement vers des producteurs locaux (légumes frais, sauce tomate bio.), l'origine française des produits sera quant à elle garantie. Un pôle innovation intégré à l'atelier sera chargé de créer une pâte à pizza bio. Le garnissage des pâtes se fera exclusivement à la main pour assurer un rendu artisanal. Seule la cuisson sera automatisée.

Le local acquis par l'entreprise dispose d'une surface au sol de 1.400m², qui sera structuré, à

l'issue des travaux, autour des espaces suivants : un espace de stockage réfrigéré de 500m², un atelier de pétrissage de 100m², un atelier de boulangerie de 100m², un atelier innovations de 70m², une ligne automatisée de cuisson occupant 150m². L'atelier aura la capacité à terme de préparer 2700 pizzas fraîches sur un rythme journalier grâce à un outil de production moderne et optimisé.

L'entreprise E3A prévoit la création de 20 emplois au sein de ce nouvel atelier (responsable d'atelier, chefs d'équipes, boulangers, manutentionnaires, livreurs et personnels administratifs). Le démarrage de l'activité est prévue au mois de septembre 2021.

Enfin, cet atelier permettra d'alimenter quotidiennement un panel d'acteurs sur le territoire, autour de 4 principaux pôles d'activités : le Pôle Distributeur autonome de pizzas fraîches avec l'implantation de nouveaux distributeurs de pizzas fraîches et Bio dans les lieux de passages et d'attentes grâce à des partenariats avec la SNCF, les stations essence, les Régies de parking etc...), le Pôle Événementiel (distribution de pizzas lors de festivals et lors du grand prix du Castellet). Grâce au nouvel atelier, la société aura la possibilité d'accompagner les acteurs de ce secteur en produits frais à forts volumes. Le Pôle Restauration autonome : les restaurateurs ont aujourd'hui des difficultés à trouver la place et les équipes pour préparer et cuire les pizzas au sein de leurs établissements. La société E3A leur permettra un approvisionnement en pizzas fraîches quotidiennement. Et enfin, le Pôle Grossiste alimentaire – Grande Distribution qui permettra aux grandes enseignes de s'approvisionner en pizzas fraîches afin de répondre à la demande croissante de pizzas non surgelées.

Le montant total de l'opération d'investissement immobilier s'élève pour la société E3A à 3.641.415€, répartis comme suit : acquisition des murs : 1.347.000€, travaux de rénovation : 1.747.563€, équipements, process, machines et ligne automatisée : 264.080€ et frais d'études de construction : 282.772€. Sur ce montant global, l'assiette de dépenses éligibles est fixée à un montant total de 3.094.563€.

Au vu de la nature de l'activité du projet de développement de l'entreprise, le projet répond aux critères d'éligibilité fixés dans le règlement approuvé par la délibération du 16 mai 2019.

Sur cette base, il est proposé de cofinancer ce projet à hauteur de 150.000€, soit environ 5% de l'assiette éligible de 3.094.563€. La subvention sera versée à la S.C.I. MEYPEY qui la répercutera sur les loyers payés par la société d'exploitation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 1511-3 ;
- Le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux aides à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014 – 2020 ;
- La délibération ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;
- La délibération n° HN 001-17/07/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que la Métropole est compétente, sur le fondement de l'article L.1511-3 du CGCT, pour définir les aides ou les régimes d'aides et pour décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises.
- Que par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 ont été approuvés le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises sous forme de subvention et le règlement d'attribution y afférent.

- Que ce dispositif d'aide consiste à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités.
- Que l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut dépasser un taux d'intervention de 20% pour les Petites entreprises et de 10% pour les Moyennes entreprises. En zone AFR, ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque dossier apparaîtra dans la convention d'application.
- Que l'aide est conditionnée et plafonnée à 200.000 euros par entreprise.
- Que l'entreprise E3A a sollicité une aide en bonne et due forme.
- Que l'entreprise E3A se trouve en situation régulière au regard de ses obligations fiscales et sociales.
- Que la Métropole entend y répondre favorablement.
- Que dans la mesure où le montage intègre une société civile immobilière ou autre société de portage, la subvention est, conformément au règlement d'attribution, versée à celles-ci.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'aide à l'immobilier de 150.000 € au bénéfice de la société E3A basée à Aix-en-Provence (subvention versée à la S.C.I MEYPEY), au titre de son projet de développement immobilier.

Article 2 :

Est approuvée la convention tripartite correspondante, annexée au rapport.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget (06) État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162378, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI378AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 050

AVIS - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Pays d'Aix Développement et approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Créée en 1996 à l'initiative de la Communauté du Pays d'Aix, Pays d'Aix Développement (PAD) est un acteur majeur en matière de dynamique d'implantation et de développement des entreprises et du territoire.

Le choix d'élargir le périmètre d'action de cet acteur pour en faire un outil métropolitain a été acté en 2018 par le soutien de la Métropole au fonctionnement de l'association, se rajoutant ainsi à celui du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

L'action du Pays d'Aix Développement est structurée autour de quatre axes essentiels :

- Une mission d'accueil des entreprises et de facilitation de leur implantation (mobilisation des aides financières, proposition de terrains et de locaux, problématique du recrutement et de la formation, suivi de l'implantation), qui s'est traduite par le suivi d'environ 400 à 450 dossiers par an.
- Une mission d'accompagnement au développement endogène des entreprises existantes (développement d'entreprises déjà présentes sur le territoire) et exogène des entreprises existantes (demandes d'entreprises émanant de l'extérieur en recherche d'implantations). Dans le cadre de sa mission de développement endogène, PAD apporte conseils et informations auprès des entreprises matures déjà implantées sur le territoire.

- Une mission de promotion du territoire afin d'attirer de nouvelles entreprises en Pays d'Aix. Pour ce faire, PAD utilise un large panel d'actions publicitaires de marketing territorial : affichage dans les aéroports, publicité presse, radio et internet, site internet PAD, réseaux sociaux, édition de plaquettes et magazine « Les Énergies de la Victoire », organisation des rencontres du Club Entreprises des Énergies de la Victoire, participation à des salons et colloques professionnels..., En matière de prospection d'entreprises, PAD peut compléter l'action de l'agence de développement métropolitaine Provence Promotion qui s'affirme comme la plus internationale des agences en la matière.

- Une mission de soutien à la création d'entreprises innovantes et technologiques à travers la gestion du Dispositif d'Amorçage Provençal déployée sur l'ensemble du périmètre de la Métropole qui est devenu, suite à la délibération n° ECO 002-4587/18/CM en date du 18 octobre 2018, Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA)

Ce dispositif d'amorçage est destiné à financer les premiers besoins (études de marché, études techniques, prototypes...) d'un projet technologique ou innovant sous forme d'un prêt d'honneur plafonné à 40 000 € à taux zéro. Ces projets ont vocation à intégrer ultérieurement les pépinières et hôtels d'entreprise du territoire ou l'un des espaces économiques éligibles.

Historiquement, ce dispositif concernait uniquement les communes du bassin minier ; depuis 2012, suite à un premier abondement par la communauté d'agglomération, ce dispositif est étendu à l'ensemble des communes du Pays d'Aix. Il a été élargi à l'échelle métropolitaine en octobre 2018.

Depuis sa création, le dispositif d'amorçage comptabilise 2 845 566 € de subventions ayant abondé le dispositif, 123 projets propulsés, 94 entreprises créées, près de 551 emplois créés et pérennisés.

L'élargissement de ce dispositif à l'échelle métropolitaine depuis 2018 mobilise des moyens humains et financiers accrus qui justifient la participation financière complémentaire de la Métropole.

Le pré-bilan 2020 arrêté au 31 août 2020 fourni par PAD fait apparaître les éléments suivants :

- 368 dossiers suivis
- 111 implantations représentant 1.338 emplois, dont :
 - 49 nouvelles entreprises implantées, soit 355 emplois créés ou transférés sur le territoire du Pays d'Aix.
 - 62 entreprises qui se sont développées de manière significative sur le territoire, soit 983 emplois créés et maintenus.
 - 12 dossiers ont été suivis en amont par PAD et 99 dossiers ont été suivis après la prise de décision d'implantation

Les implantations se répartissent de la façon suivante :

- 68 % dans le secteur des services,
- 12 % dans celui de l'industrie,
- 17 % dans le commerce,
- 1,3 % dans le transport et la logistique,

Transactions bureaux et locaux d'activités au 31 août 2020 : 51 156 m² placés.

Ces chiffres correspondent aux 111 implantations suivies par PAD et les commercialisateurs partenaires au 31 août 2020.

La commercialisation des terrains publics sur la ZAC de Lenfant (Aix), de La Bertoire II (Lambesc), du Parc d'activités Morandat (Gardanne), des Vergeras (St Estève Janson), de la Burlière (Trets) et La Roque d'Anthéron II, mais aussi les opérations initiées sur Vitrolles qui devraient permettre de

maintenir un bon niveau de transactions dans les prochaines années.

Afin de poursuivre en 2021 l'ensemble des missions engagées telles que précisées plus haut, le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant total de 450 600€, à l'association PAYS D'AIX DÉVELOPPEMENT, soit :

- pour le Territoire du Pays d'Aix (CT2)
- 426 600 €
- pour le Budget Principal Métropolitain
- 24 000 €

Ce montant représente 81,47 % du budget prévisionnel de fonctionnement de 553 131 €, et 52,75 % du budget global consolidé de 854 131 €.

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel 2021	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2021_398	PAYS D'AIX DÉVELOPPEMENT	Budget Principal Métropolitain	553 131 €	24 000 €	24 000 €	OUI
2021_399		CT2 Pays d'Aix		474 000 €	426 600 €	
TOTAL					450 600€	

Il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, le Bureau de la Métropole, par délibération en date du 18 février 2021, a décidé d'attribuer à l'association, une subvention de 241 000 €, au titre du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage dont la gestion et le fonctionnement sur la totalité du périmètre métropolitain ont été confiés à PAD depuis 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 2010_A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010

définissant de nouveaux critères d'attribution de subvention aux partenaires économiques ;

- La délibération FB 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 008-4739/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 relative au renouvellement de la convention cadre entre la Métropole et Pays d'Aix Développement.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Pays d'Aix Développement une subvention de 450 600 euros ; celle-ci est prise en charge comme suit :

- 24 000 euros sur le Budget Principal de la Métropole
- 426 600 euros par le Territoire du Pays d'Aix

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Pays d'Aix Développement, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Principal de la Métropole, en section de fonctionnement sous-Politique B370, Chapitre 67, Nature 65748, Fonction 61 pour 24.000 euros et sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61 pour 426 600 euros.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 051

AVIS - Attribution d'une subvention à l'association Pays d'Aix Développement pour l'abondement du dispositif Aix-Marseille-Provence-Amorçage - Approbation de la convention d'objectif

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément aux objectifs énoncés dans son Agenda du Développement Économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé, par délibération n° ECO 002-4587/18/CM du 18 octobre 2018, de déployer le dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA), jusqu'alors mis en œuvre au territoire du Pays d'Aix, sur l'ensemble du périmètre de la Métropole.

En vertu de la délibération précitée c'est l'association PAYS D'AIX DÉVELOPPEMENT (PAD) qui, au regard de son objet statutaire et de son expertise, assurera la gestion et le fonctionnement du dispositif. Celui-ci intervient sous

forme de prêt à taux zéro d'un montant maximum de 40 000 € versé en amont de la création d'une entreprise technologique ou innovante, permettant de financer notamment la réalisation de prototypes ou des dépenses de protection de l'innovation.

Initialement abondé par les fonds de reconversion des bassins miniers, le dispositif mobilise désormais les fonds de revitalisation susceptibles d'être affectés au territoire en cas de suppression d'emplois par un groupe assujéti, géré par les services de l'Etat (DIRECCTE). En conséquence, une convention cadre a été signée entre l'État, l'association PAD et la Métropole pour la mise en place, sur le périmètre métropolitain, du dispositif AMPA.

Les acteurs institutionnels participent, aux côtés d'un certain nombre d'experts, au comité de sélection et au comité d'engagement chargés de sélectionner les entreprises.

Conformément à ladite convention cadre, la Métropole abonde le fonds par le biais d'une subvention annuelle versée, à l'association qui s'est vu confier le rôle d'opérateur du dispositif. Le soutien de l'État se traduit par les fonds de revitalisation susceptibles d'être mobilisés. Enfin, le dispositif AMPA est également alimenté par les remboursements des prêts octroyés aux porteurs de projets et par des participations bancaires, le cas échéant.

A la date du 31 août 2020, le dispositif d'amorçage présentait le bilan suivant, en prenant en compte les dossiers réalisés depuis 2003 à l'échelle du territoire du Pays d'Aix :

- 139 dossiers retenus propulsés
- 275 dossiers examinés en comités de sélection
- 13 échecs
- 1 386 283 € remboursés par les porteurs de projet
- 4.070.195 € engagés
- 682 emplois créés et pérennisés, 100 entreprises créées

A la date du 20 octobre 2020, 43 dossiers ont été reçus. Sur 12 projets présentés en comité de sélection, 6 ont été financés ; 2 dossiers ont été présentés dernier comité d'engagement de 2020.

En 2021, l'association prévoit d'examiner environ 50 dossiers pour en déterminer l'éligibilité. Sur cette base, 9 à 12 dossiers pourraient être financés, après passage aux comités de sélection et d'engagement.

Aussi, il est proposé à chaque territoire, via les états spéciaux, de participer à ce dispositif en fonction de son « poids économique » lequel a été calculé pour chaque territoire en fonction du nombre d'entreprises, du nombre d'emplois et de la Contribution Économique Territoriale (CET) versée par les entreprises.

Pour le budget 2021, il est par conséquent proposé les participations suivantes :

- 138 000 € pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence

- 100 000 € pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix
- 3 000 € pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile

Soit au total, une participation financière de la Métropole à hauteur de 241 000 €, représentant 80,06 % du coût prévisionnel global de 301 000 € (cf. tableau ci-dessous).

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel action 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2021_004_01	PAYS D'AIX DÉVELOPPEMENT	CT1 Budget Principal Métropolitain	301 000 €	138 000 €	138 000 €	OUI
2021_004_02		CT2 Territoire du Pays d'Aix		100 000 €	100 000 €	
2021_004_03		CT4 Pays d'Aubagne et de l'étoile		20 800 €	3 000 €	
TOTAL				258 800 €	241 000 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans la convention d'objectif, il est précisé que le versement de la subvention interviendra comme suit :

- un acompte de 80 % versé à la signature de la convention et sur demande du bénéficiaire
- le solde de 20 % après production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers

Il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, une subvention de fonctionnement pour l'exercice 2021 d'un montant de 450 600 € sera attribuée à l'association PAD (426 600 € pour le Territoire du Pays d'Aix et 24 000 € sur le budget principal de la Métropole). Cette subvention fera l'objet d'une autre délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° ECO 002-4587/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 pour la mise en place du Fonds Aix-Marseille-Provence Amorçage pour le soutien aux entreprises innovantes – Approbation d'une convention cadre entre l'État, la Métropole Aix-Marseille-Provence

et l'association Pays d'Aix Développement ;

- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FB 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre de la compétence développement économique, la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence est d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation afin d'établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.
- Que conformément aux statuts de l'association Pays d'Aix Développement, celle-ci octroie des prêts d'honneurs sans intérêt ni garantie aux porteurs de projet de création d'entreprises Technologiques et innovantes.
- Que les prêts d'honneurs de cette association sont alimentés par un fonds dénommé Aix-Marseille-Provence Amorçage.
- L'ambition de la Métropole d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation en alimentant ce fonds.
- Que conformément à la convention cadre conclue entre l'État, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association, ce

fonds sera en outre alimenté par un abondement de la Métropole via une subvention annuelle par Conseil de Territoire.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée pour l'exercice 2021, à l'association « Pays d'Aix Développement » une subvention de 241 000 euros au titre de l'année 2021, répartie comme suit :

- 138 000 euros pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence
- 100 000 euros pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix
- 3 000 euros pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'octroi d'une subvention portant sur le dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget de l'État Spécial de Territoire de Marseille-Provence en section de fonctionnement Sous-Politique B320 – Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61
- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61
- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile en section de fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 60

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 052

AVIS - Attribution d'une subvention à l'association Ea Eco Entreprises - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'Excellence.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir les pôles de compétitivité mais aussi d'autres clusters rassemblant entreprises et centres de recherche autour d'une filière stratégique.

Présentation de l'association Éa Eco-Entreprises :

Association créée en 1996, Éa Eco-entreprises a pour mission d'accompagner les éco-entreprises régionales dans les différentes étapes de leur parcours de croissance en favorisant notamment l'émergence de solutions et de services innovants visant à comprendre, mesurer, prévenir, limiter l'impact des activités humaines sur l'environnement.

Elle est composée d'un réseau d'acteurs qui rassemble entrepreneurs, scientifiques, chercheurs autour d'un objectif commun : accélérer la transition écologique et énergétique dans l'intérêt des générations futures en proposant une approche globale interdisciplinaire, propice au développement économique et à une vision systémique des problématiques de cette transition.

Le réseau constitue ainsi pour tout acteur public ou privé qui souhaite s'engager dans l'économie circulaire, un véritable centre de ressources des solutions concrètes et efficaces existantes.

Fort de ses 166 membres parmi lesquels l'on compte plus de 150 entreprises, Éa Eco-entreprises développe une approche multi-filières (eau, déchets, sites et sols pollués, énergies renouvelables, génie écologique,...) unique en région et positionne ainsi les éco-entreprises comme acteurs de l'économie circulaire.

Reconnue pour son expertise dans le domaine de l'eau, Éa Eco-entreprises porte la délégation régionale du pôle AQUAVALLEY depuis 2011, ce qui lui permet de mettre en œuvre différentes actions structurantes pour cette filière mais également pour les filières connexes telles que

l'énergie, la biodiversité, les sites et sols pollués, au bénéfice de l'activité économique de l'ensemble.

Le programme d'actions 2021 de Éa Eco-Entreprises s'articule autour de plusieurs axes :

Axe 1 – Innovation (dont les actions relevant de l'usine à projets/innovation)

Axe 2 – International

Axe 3 – Europe

Axe 4 – Emploi – Formation

Axe 5 – Contribution aux OIR

Axe 6 – Croissance des entreprises

Pour 2021, la volonté de Éa Eco-Entreprises est d'inscrire le réseau dans une démarche pro-active en travaillant avec les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses partenaires, à l'élaboration d'AMI / AAP dans le cadre du Plan de relance, et plus généralement pour toutes les actions du territoire en faveur de la transition écologique et la création d'emplois durables.

Les éco-entreprises constituent l'un des piliers essentiels de la relance économique, compte tenu de la bonne santé du secteur d'activité et de sa capacité à créer des emplois durables en région.

Le dispositif proposé en 2021 pour la croissance des entreprises est fortement adapté au contexte post-Covid et poursuivra les objectifs suivants :

- suivre et diffuser les AMI / AAP du plan de relance,
- constituer un lien régulier entre les dispositifs régionaux de croissance des entreprises et les membres,

- favoriser la connaissance mutuelle Donneurs d'ordre publics privés / éco-entreprises,

- travailler avec les collectivités sur la commande publique durable.

L'association s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions déclinant ces différents axes et détaillé en annexe 2 de la convention d'objectifs, objet du présent rapport.

Le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à un montant total de 17 000 € représentant 3,31 % du budget prévisionnel de 513 193 €.

La dépense se répartit de la façon suivante :

- 12 000 € sur le budget du Territoire du Pays d'Aix (CT2)

- 5 000 € sur le Budget Principal Métropolitain

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel global 2021	Subvention sollicitée	Subvention Proposée	Convention d'objectifs
2021_559	Éa Eco-Entreprises	Budget principal Métropolitain	513 193 €	5 000 €	5 000 €	oui
2021_560	Éa Eco-Entreprises	CT2 Pays d'Aix	513 193 €	15 000 €	12 000 €	oui
TOTAL					17 000 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans les conventions d'objectifs, il est précisé que le versement de la subvention interviendra comme suit :

- un acompte de 80 % dès l'approbation de la subvention sur demande du bénéficiaire

- le solde de 20 % après production des bilans qualitatifs, quantitatifs et du compte rendu financier signé et certifié par le Président et le Trésorier de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 2010_A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 définissant de nouveaux critères d'attribution de subvention aux partenaires économiques ;
- La délibération n° FB 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité et autres clusters, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Éa Eco-entreprises une subvention de 17 000 €. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 5 000 € sur le budget principal Métropolitain ;
- 12 000 € sur l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec l'association Éa Eco-Entreprises.

Article 3 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération, notamment la convention ci-annexée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget Principal Métropolitain, en section fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67
- le Budget de l'État spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 053

AVIS - Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle SCS - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'innovation et le développement des filières d'avenir, comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'agenda économique de la Métropole, approuvé en mars 2017.

À ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle, grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés, issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés, en France et à l'international.

Présentation du Pôle SCS

Labellisé par l'État en 2005 « Pôle de compétitivité mondial » et « Pôle Régional d'Innovation et de Développement Économique et Solidaire » (PRIDES) en 2007 par la Région PACA, le Pôle SCS (Solutions Communicantes Sécurisées) regroupe en Région Sud les acteurs majeurs de la microélectronique, des logiciels, des télécommunications et du multimédia, autour des services et usages des Technologies de l'Information et de la Communication.

Au cœur d'une économie numérique en pleine croissance qui impacte aujourd'hui 80 % de l'économie globale, le Pôle SCS, a obtenu le renouvellement de son label dans le cadre de la phase 4.0 des Pôles de compétitivité, initiée par le gouvernement.

Plan d'actions 2021

L'ambition du pôle SCS est de développer le premier écosystème européen et l'un des trois plus grands au niveau mondial en s'appuyant sur ses 4 domaines stratégiques (la microélectronique, la sécurité numérique, les données massives et l'intelligence artificielle, l'internet des objets) correspondant à son positionnement dans le cadre de la phase 4.0 des pôles de compétitivité initiée par le Gouvernement. Le pôle se fixe pour 2021 les priorités ci-dessous :

1. Générer des avancées technologiques dans 4 domaines stratégiques (microélectronique, sécurité numérique, Internet des Objets, Big Data et intelligence artificielle) ;
2. Valoriser et déployer ces innovations technologiques dans les filières industrielles et les marchés cibles ;
3. Contribuer aux politiques d'innovation et aux politiques industrielles en Europe, en France et en Région Sud ;
4. Renforcer ses actions de soutien auprès des TPE/PME/ETI en les accompagnant sur l'ensemble de leurs problématiques depuis l'innovation jusqu'à la commercialisation et le client ;

5. Être un cluster international de référence, visible et reconnu ;

6. Développer un portefeuille de formations soutenant la compétitivité de son écosystème ;

7. Contribuer à la création d'un écosystème approprié au développement régional du numérique.

Les cinq principaux marchés applicatifs visés par le Pôle SCS sont les suivants : l'industrie 4.0, les smart cities, la logistique et le transport, la e-santé et le bien-être et enfin, à titre exploratoire, le véhicule connecté.

Le Pôle s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions déclinant ces différents axes, détaillés en annexe de la convention d'objectifs.

Le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à un montant total de 66 000€ représentant 6,63 % du budget prévisionnel 2021 d'un montant de 995.201€ et se décompose comme suit (cf. tableau ci-dessous) :

- 26 000€ pris en charge sur le budget principal Métropolitain (CT1)

- 40 000 € pris en charge sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2)

N° GU	Association	Budget	Budget prévisionnel global 2021	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2021_00458	Pôle SCS	CT1 Budget Principal Métropolitain	995,201 €	30 000 €	26 000 €	oui
2021_00459		CT2 EST du Pays d'Aix		50 000 €	40 000 €	
TOTAL					66 000€	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 66 000€ au Pôle SCS au titre de l'exercice 2021. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 26 000 € sur le budget principal Métropolitain (CT1)

- 40 000 € sur le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2)

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle SCS.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération, notamment la convention ci-annexée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget principal Métropolitain 2021, en section de fonctionnement, Sous-politique B370 - Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67
- le budget 2021 de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 054

AVIS - Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle EUROBIOMED - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'innovation et le développement des filières d'avenir, comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'agenda économique de la Métropole, approuvé en mars 2017.

À ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'action des 6 pôles de compétitivité

principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle, grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés, issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés, en France et à l'international.

Créé en 2009, le Pôle de compétitivité Eurobiomed (issu du Pôle Orphème créé dès 2006) est orienté vers le développement de la filière Santé dans le sud de la France. Il propose à cet effet aux chercheurs, industriels et cliniciens de la filière les ressources et solutions nécessaires pour innover, trouver des financements et se développer, ce qui permet, in fine, d'améliorer la prise en charge et la vie des malades.

L'action du Pôle vise plus particulièrement la médecine personnalisée, les maladies chroniques, le vieillissement et les maladies rares. C'est le premier cluster à se positionner sur l'immunothérapie. Son action s'appuie sur plusieurs missions menées à l'échelle de la Région Sud et de l'Occitanie :

- animation du réseau et expertise,
- support aux projets de R&D,
- soutien à la croissance des entreprises et aide à la levée de fonds.

Depuis 10 ans, Eurobiomed a développé ses activités aussi bien dans la région Sud PACA qu'en région Languedoc - Roussillon. Cancer Bio Santé était quant à lui présent en Midi-Pyrénées. Une stratégie de fusion a été engagée entre les deux entités à l'occasion de la création de la nouvelle région Occitanie où les deux Pôles de compétitivités intervenant sur la filière santé déployaient leurs actions sur un seul et même territoire.

Cette fusion s'est concrétisée lors de la candidature pour l'appel à projet de la phase IV des pôles et a reçu un avis favorable de l'État et des collectivités territoriales. Les deux pôles ont donc fusionné en septembre 2019 pour devenir l'un des plus grands réseaux d'acteurs de la santé en Europe.

Déjà reconnu sur le plan international, le cluster souhaite désormais transformer son organisation pour définitivement ancrer son rayonnement à l'échelle internationale et ainsi amplifier son impact dans la croissance des entreprises des régions Sud PACA et Occitanie.

Il convient de noter par ailleurs que Eurobiomed s'implique considérablement dans les projets du territoire métropolitain :

- Marseille Immunopôle : détection de projets, organisation de la rencontre thématique Immuno-Oncologie, développement des collaborations entre scientifiques, cliniciens et acteurs industriels...
- Institut Hospitalo-Universitaire Méditerranée Infection : émergence de projets collaboratifs, échanges avec les start-Ups incubées...
- Soutien au programme DHUNE (centre d'excellence visant à fédérer favoriser la recherche sur les maladies neurogénétiques et le vieillissement et à fédérer les acteurs) : émergence de projets de R&D, interface entre cliniciens, chercheurs et industriels...
- Institut GIPTIS (lutte contre les maladies rares génétiques).
- Organisation à Marseille de la Convention d'affaires européenne BioFit 2019
- Co-construction de la feuille de route stratégique métropolitaine
- Projet de Technopôle d'Aubagne.

D'ici à 2022, Eurobiomed s'est ainsi fixé pour objectifs :

- de développer significativement son réseau pour atteindre 500 membres et devenir le premier pôle

Européen dédié à l'accompagnement des PME de la HealthTech (croissance de 30% par rapport au nombre actuel de membres) ;

- de générer un flux de projets très dense soit 90 projets reçus par an dont 20% financés sur les principaux guichets (croissance de 20 % par rapport aux résultats actuels ;
- d'organiser des événements d'envergure internationale pour renforcer l'attractivité de son territoire ;
- de poursuivre son implantation très décentralisée au cœur des territoires et des métropoles.

Le Pôle Eurobiomed s'engage à mettre en œuvre un plan d'action déclinant ces différents axes et détaillé en annexe de la convention d'objectifs, objet du présent rapport.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle Eurobiomed, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 63 000 €, représentant 6 % du budget prévisionnel 2021 d'un montant de 1 041 228 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 58 000 € pris en charge sur le budget principal Métropolitain (CT1)
- 5 000 € pris en charge sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2)

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel global 2021	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2021_338	Pôle EUROBIOMED	Budget Principal Métropolitain C T1	1 041 228 €	69 000 €	58 000 €	oui
2021_744		CT2 Pays d'Aix		6 000 €	5 000 €	
TOTAL					63 000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Eurobiomed une subvention de 63 000 euros au titre de l'exercice 2021.

Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 58 000 euros sur le budget principal Métropolitain (CT1)
- 5 000 euros sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2)

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle Eurobiomed, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget principal Métropolitain (CT1), en section de fonctionnement, Sous politique B370 - Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67
- le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 055**AVIS - Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle OPTITEC - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'innovation et le développement des filières d'avenir, comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'agenda économique de la Métropole, approuvé en 2017.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux

sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle, grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés, issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés, en France et à l'international.

Couvrant les filières photonique et imagerie, le Pôle OPTITEC réunit près de 220 membres et est composé d'industriels, d'établissements de recherche et d'organismes de formation, qui comptabilisent près de 75 000 emplois.

Le pôle OPTITEC couvre les deux grandes régions du sud de la France : Région Sud et Occitanie et s'attache à mener sur l'ensemble de son territoire une action de proximité avec ses adhérents et partenaires, à travers un programme d'animation et une action de terrain. Le pôle est implanté sur le technopôle de Château Gombert à Marseille et possède également une antenne dans la pépinière de Meyreuil.

Il est composé d'une équipe de 15 salariés, combinant une expertise de très haut niveau sur les technologies de la photonique et imagerie et des compétences fortes en matière de business développement.

OPTITEC a identifié sept défis majeurs qui constituent le socle de la phase IV des Pôles de compétitivité pour laquelle il a obtenu le renouvellement de sa labellisation en janvier 2019 :

- identifier de nouveaux marchés,
- produire et commercialiser les produits à une échelle internationale,
- accéder aux projets de R&D européens (en position de partenaire ou de coordinateur),
- développer les technologies en soutien à l'activité économique,
- développer les compétences (à travers la formation notamment) et les ressources (moyennant la mutualisation et les plateformes technologiques),
- financer la R&D et le développement,
- intégration depuis 2020, d'un nouveau domaine à fort potentiel : agriculture de précision.

Le Pôle OPTITEC structure son action autour de cinq domaines d'application :

- Sécurité et défense, grands instruments scientifiques : sécurité des biens, des sites sensibles et des personnes,

instrumentalisation nucléaire, sous-marin, naval, aérien...

- Santé et Sciences du Vivant : imagerie et instrumentalisation médicale, biomédical et biotechnologies...
- Ville et mobilité intelligentes : voiture autonome, éclairage et réseaux d'informations...
- Industrie du futur : contrôle en ligne et contrôle non destructif, interaction homme machine, maintenance, formation...
- Agriculture numérique : phénotypage et détection précoce précoce et maladie, imagerie embarquée....

Il couvre les domaines d'intervention traditionnels des pôles de compétitivité : développement du réseau et animation de la communauté des membres – Innovation et R&D – Europe et International – Emploi et Formation.

En 2021, les missions et rôle des instances de gouvernance s'inscriront dans la continuité de l'année précédente avec une nouvelle approche stratégique de développement de son réseau.

Le plan d'action s'articulera autour de 5 axes prioritaires :

- Impulsion, accompagnement, labellisation et valorisation de projets R&D
- Déploiement des programmes d'accélération
- Animation du réseau et partenariats
- Formation
- Accompagnement à la croissance des entreprises sur le territoire régional, en Europe et à l'International.

OPTITEC s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions déclinant ces différents axes et a revu sa stratégie et son modèle économique, tout en respectant sa feuille de route inscrite dans la phase IV.

L'année 2021 sera rythmée par des animations qui auront lieu sur le territoire.

Une véritable stratégie de prospection sera mise en place pour identifier des entreprises, notamment industrielles, ayant des besoins en intégration de technologies photoniques ou étant des offreurs de briques technologiques.

En 2021, OPTITEC poursuivra son activité de soutien et d'expertise des projets innovants de ses entreprises membres en alliant le savoir-faire technique et les compétences business disponibles en interne afin de sourcer des projets prometteurs

et les suivre depuis les développements R&D jusqu'à la mise en marché.

Comme en 2020, OPTITEC s'attachera à renforcer la relation de proximité avec son réseau d'adhérents. Les rencontres se feront sous plusieurs formes :

- Participation aux événements organisés par les partenaires du Pôle et les acteurs de l'écosystème territorial.
- Programme événementiel conçu et mis en œuvre par le Pôle, incluant des journées thématiques, associées à des rendez-vous « BtoB », ou des rencontres de proximité de type petit-déjeuner ou « Afterwork ».
- Des rencontres individuelles régulières seront l'occasion pour les chargés d'affaires du Pôle d'approfondir la connaissance des adhérents, d'identifier les attentes, de diagnostiquer les besoins et de proposer des solutions face aux problématiques spécifiques de développement.

La plate-forme mutualisée Light2Share, dédiée à la mise en relation entre offreurs et utilisateurs de biens ou de services devrait devenir une structure « annexe » d'OPTITEC, dénommée Programme d'Accélération de l'Investissement Photonique (PAIP). Elle vise à accélérer le processus de développement de produits innovants.

Enfin, OPTITEC est également très engagé dans les partenariats inter-clusters, qu'il s'agisse de conventions de partenariat avec d'autres Pôles de compétitivité ou de collaborations avec les pôles photoniques français ou européens.

Le Pôle s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions déclinant ces différents axes et détaillé en annexe 2 de la convention d'objectifs, objet du présent rapport.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle Optitec, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à 52 000 €, représentant 4,4 % du budget prévisionnel 2021 d'un montant de 1 183 568 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 40 000 € seront pris en charge sur le budget principal Métropolitain (CT1)
- 12 000 € seront pris en charge sur l'état spécial du territoire (CT2)

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel global 2021	Budget prévisionnel action 2021	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2021_557	Pôle OPTITEC	CT1 Budget Principal Métropolitain	2 402 455 €	1 183 568 €	45 000 €	40 000 €	oui
2021_558		CT2 Pays d'Aix			15 000 €	12 000 €	
TOTAL						52 000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2010_A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 définissant de nouveaux critères d'attribution de subvention aux partenaires économiques ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée au Pôle OPTITEC une subvention de 52 000 euros au titre de l'exercice 2021. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :
- 40 000 euros sur le budget principal Métropolitain - CT1
- 12 000 euros sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix - CT2

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle OPTITEC ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget principal Métropolitain (CT1), en section de fonctionnement, Sous-politique B370 - Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67
- le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 056

AVIS - Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle SAFE - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'innovation et le développement des filières d'avenir, comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'Agenda du Développement économique de la Métropole, approuvé en mars 2017.

À ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de

recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle, grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés, issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés, en France et à l'international.

Issu de la fusion des Pôles de compétitivité PEGASE et RISQUES, le Pôle SAFE est dédié aux technologies et solutions de Sécurité. Il a ainsi vocation à rapprocher les usagers des fournisseurs de technologies.

Le Pôle SAFE anime un réseau de 450 adhérents dont 70 basés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence : 47 PME ou TPE, 3 grands groupes, 17 Académiques et 3 établissements publics utilisateurs finaux de solutions de sécurité (SDIS 13, ENSOSP, Sécurité Civile).

Comme tous les Pôles de compétitivité, le Pôle SAFE accompagne les entreprises adhérentes dans leur développement, notamment sur l'émergence de nouveaux marchés, l'effort d'innovation et les facteurs de croissance.

Sur le territoire métropolitain, plusieurs projets de développement local sont ciblés :

- Le développement du pôle aéronautique Istres-Etang de Berre ;
- le développement et l'implantation de la filière dirigeable sur le territoire de la Métropole ;
- le développement d'actions liées aux

problématiques environnementales sur le territoire d'Aix-en-Provence ;

- l'instruction, en partenariat avec le Grand Port Maritime et les industriels de l'association PIICTO, de projets de plateformes pour la démonstration de solutions de sécurité pour sites critiques.

Le champ d'action du Pôle SAFE couvre deux Domaines d'Activité Stratégique (DAS) :

- Les solutions et systèmes pour la sécurité et la protection de l'environnement ;
- L'aéronautique et le spatial.

Le rôle du pôle est de :

- développer des solutions renforçant la sécurité du citoyen contre tout risque d'agression : risque industriel, risque naturel et malveillance ;

- développer les solutions de transport et de travail aérien réduisant l'empreinte carbone et écoresponsables sur tous leurs cycles de vie.

Le Pôle SAFE s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions déclinant ces différents axes et détaillé en annexe de la convention d'objectifs, objet du présent rapport.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle SAFE, le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 64 500 €, représentant 4.43 % du budget prévisionnel 2021 d'un montant de 1.455.620 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 40 000 € pris en charge sur le budget principal Métropolitain (CT1)
- 20 000 € pris en charge sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2)
- 4 500 € pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire Ouest Provence (CT5)

N° GU	Association	Budget	Budget prévisionnel global 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2021_655	Pôle SAFE	CT1 Budget Principal Métropolitain	1.455.620 €	45 000 €	40 000 €	OUI
2021_656		CT2 Pays d'Aix		25 000 €	20 000 €	
2021_657		CT5 Istres-ouest-Provence		4 500 €	4 500 €	
TOTAL					64 500 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des

actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 64 500 euros au Pôle SAFE au titre de l'exercice 2021. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 40 000 euros pris en charge sur le budget principal Métropolitain (CT1)
- 20 000 euros pris en charge sur le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2)
- 4 500 euros pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire Ouest Provence (CT5)

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle SAFE ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents afférents

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget principal Métropolitain (CT1), en section de fonctionnement, Sous-politique B370 - Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67
- sur le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2), en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61
- le budget de l'État Spécial du Territoire Ouest Provence (CT5), en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 60.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable

sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 057

AVIS - Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle CAPENERGIES - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'innovation et le développement des filières d'avenir, comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'agenda du développement économique de la Métropole, approuvé en mars 2017.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle, grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés, issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés, en France et à l'international.

Le Pôle Capenergies réunit 530 membres, entreprises, centres de recherche, organismes de formation et financiers dont les activités s'inscrivent dans le développement économique des filières énergétiques.

Pour accélérer la transition énergétique, Capenergies réaffirme, pour la phase IV des Pôles de compétitivité, son positionnement sur l'ensemble du mix énergétique « décarboné » et sa stratégie volontariste en direction des réseaux faiblement interconnectés et insulaires.

Le Pôle a défini 3 Domaines d'Activité Stratégiques (DAS) :

1. Décarboner les usages et en améliorer l'efficacité énergétique
2. Optimiser les systèmes énergétiques multi-fluides et multi-services
3. Produire de l'énergie décarbonée

Le programme d'action du Pôle se structure autour de plusieurs axes :

- Actions de gouvernance

- Actions d'animation de l'écosystème et de la communauté des membres
- Actions d'accompagnement des projets
- Développement à l'Europe et à l'international
- Emploi, formation RSE
- Le programme Flexgrid
- Le volet Hydrogène

Capenergies est également très impliqué dans le déploiement de l'OIR Energies de demain.

Enfin, le Pôle organise en 2021 la 4ème édition du Colloque européen E4SM « Energy for Smart Mobility ».

Le Pôle s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions déclinant ces différents axes et détaillé en annexe 2 de la convention d'objectifs, objet du présent rapport.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille Provence s'élèvera à 50 000 €, représentant 5,33 % du budget prévisionnel 2021 d'un montant de 937 974 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 25 000 € seront pris en charge sur le budget principal métropolitain, Sous Politique B 370, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67
- 25 000 € seront pris en charge sur le budget de l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2), en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61 (3A)

Pour les actions menées au titre de Flexgrid, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille Provence s'élèvera à 13 000 €, représentant 4,26 %

du budget prévisionnel 2021 d'un montant de 305 138 €.

Flexgrid est un programme de déploiement des systèmes énergétiques optimisés qui vise à déployer depuis 2017 un ensemble d'équipements et de technologies smartgrid arrivées à maturité industrielle pour dynamiser le tissu économique et faire de la zone de déploiement une vitrine à l'export du savoir-faire français en matière de smartgrid.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 8 000 € seront pris en charge sur le budget principal métropolitain, Sous Politique B 370, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67
- 5 000 € seront pris en charge sur le budget de l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2), en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61 (3I)

Pour les actions menées au titre du volet Hydrogène, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à :

- 13 000 €, représentant 8,73 % du budget prévisionnel 2021 d'un montant de 148 914 € pris en charge sur le budget principal métropolitain, Sous Politique B 370 – Chapitre 65748 – Fonction 67

Pour les actions menées au titre du Colloque européen, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille Provence s'élèvera à :

- 9 000 €, représentant 7,91 % du budget prévisionnel 2021 d'un montant de 113 762 €, pris en charge sur le budget principal métropolitain, Sous Politique B 370 – Chapitre 65748 – Fonction 67 ;

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel global 2021	Budget Prévisionne actions 2021	Subvention sollicitée	Subvention Proposée	Convention d'objectifs
2021_631	Pôle CAPENERGIES Gouvernance et Animation du Pôle	Budget principal du métropolitain	2 381 156 €	937 974 €	10 000 €	25 000 €	Oui
2021_632	Pôle CAPENERGIES Gouvernance et Animation du Pôle	CT2 Pays d'Aix	2 381 156 €	937 974 €	55 000 €	25 000 €	Oui
2021_634	Pôle CAPENERGIES Programme Flexgrid	Budget principal métropolitain	2 381 156 €	305 138 €	13 000 €	8 000 €	Oui
2021_635	Pôle CAPENERGIES Programme Flexgrid	CT2 Pays d'Aix	2 381 156 €	305 138 €	13 000 €	5 000 €	Oui
2021_581	Pôle CAPENERGIES OIR Hydrogène Volet	Budget principal métropolitain	2 381 156 €	148 914 €	13 000 €	13 000 €	Oui
2021_643	Pôle CAPENERGIES OIR E4SM	Budget principal métropolitain	2 381 156 €	113 762 €	9 000 €	9 000 €	Oui
TOTAL						85 000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée en 2021 au Pôle CAPENERGIES pour les actions spécifiques et celles menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle, une subvention totale de 85 000 euros qui se répartit de la façon suivante :

- 55 000 € pris en charge sur le budget principal métropolitain
- 30 000 € pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle CAPENERGIES, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget métropolitain principal métropolitain en section de fonctionnement – Sous Politique B370 - Chapitre 65 – Nature 65748 – Fonction 67
- le budget 06 de l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2), en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0

Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 058

Attribution de subventions aux associations à caractère économique Initiative Pays d'Aix et des Entreprises du Pôle d'Activité d'Aix-en-Provence et approbation de conventions d'objectifs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'aide aux acteurs économiques de proximité fait partie des outils de développement économique retenus par le Pays d'Aix.

A ce titre, ce dernier propose de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique :

1. LA CREATION ET LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES,

Ces associations ont pour vocation de proposer une assistance et un accompagnement aux porteurs de projets. Elles proposent un éventail de dispositifs capables d'évaluer la faisabilité du projet, sa fiabilité, sa viabilité... et permettent ainsi de limiter les risques d'échecs.

Chaque association a sa spécificité et une bonne connaissance des acteurs leur permet de cerner les besoins du porteur de projet et de le diriger jusqu'à son interlocuteur privilégié.

2. LE SOUTIEN A L'INNOVATION ET AUX FILIERES D'EXCELLENCE,

La politique de soutien aux filières d'excellence se caractérise par une politique d'accompagnement des pôles de compétitivité, structures créées par l'Etat. Mise en place en 2005, la politique des pôles de compétitivité a pour objectif de renforcer la compétitivité de l'économie française et de développer la croissance et l'emploi.

Elle encourage les démarches partenariales entre trois acteurs clés de l'innovation (les entreprises, les établissements de recherche et les organismes de formation), autour d'une stratégie commune, sur une thématique et un territoire donnés.

3. LE DEVELOPPEMENT DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES

Ces associations ont pour vocation de tisser sur les zones principales d'activités des réseaux d'échanges et d'informations, de mutualiser les offres de services (déchets, transports, sécurité, emplois...). Elles sont indispensables au bon fonctionnement d'une zone.

4. ANIMATIONS, COMMUNICATION, EVENEMENTS A CARACTERE ECONOMIQUE

Il s'agit de permettre à certaines associations de maintenir des événements associant le monde économique et qui procèdent de façon indirecte au rayonnement du territoire.

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de **270 800 € aux deux associations suivantes :**

soit

INITIATIVE PAYS D'AIX / Fonctionnement 144 000 €

INITIATIVE PAYS D'AIX / Fonds de prêt d'honneur 50 000 €

ASSOCIATION DES ENTREPRISES DU POLE D'ACTIVITÉ D'AIX / Fonctionnement 76 800 €

n°gu	Association	Action subventionnée	Objet de l'action	Budget prévisionnel	Subv sollicitée	Subv proposée	Conv oui / non
Axe 1 : La création et de développement des entreprises							
2021_573	INITIATIVE PAYS D'AIX	Fonctionnement	<ul style="list-style-type: none"> - Déceler et favoriser l'initiative créatrice d'emplois, d'activités de biens ou de services nouveaux par l'appui à la création, à la reprise ou au développement de TPE ou PME. - Apporter un soutien par l'octroi d'un prêt personnel sans garantie ni intérêt, et par un accompagnement des porteurs de projet, un parrainage et un suivi technique assurés par une équipe d'expérimentée. - Contribuer à la mobilisation d'autres dispositifs de soutien aux TPE et PME. - Assurer le soutien post-crédit par un suivi de gestion. 	301 000 €	180 000 €	144 000 €	OUI
2021_572	INITIATIVE PAYS D'AIX	Abondement du fonds de prêt	Renforcer les fonds propres des entrepreneurs afin de faciliter l'obtention de prêts bancaires par un meilleur ratio apport/prêt : octroi de prêt personnel à taux 0 % sans garantie ni frais de dossier ; prêt de 3k€ selon critères/ moyenne à	980 000 €	50 000 €	50 000 €	OUI
			8 250 € ; toutes activités éligibles hors marchands de biens, activité de bourse, discothèques remboursable sur 50 mois maximum ; moyenne à 36 mois. Pour 2021, l'association prévoit de soutenir 190 dossiers. Cette action contribue à maintenir le vivier diversifié de TPE et utile également pour les services et commerces de proximité.				
Axe 3 : Le Développement des zones d'activités économiques							
2021_552	ASSOCIATION DES ENTREPRISES DU POLE D'ACTIVITES D'AIX-EN-PROVENCE	Fonctionnement	Développer l'attractivité et valoriser le Pôle d'activités. Représenter et défendre les intérêts communs des entreprises adhérentes autour des axes principaux suivants : sécurité, accessibilité et déplacements, services aux entreprises, réhabilitation et entretien des réseaux, environnement et développement durable, gestion des déchets industriels banals, communication interne et externe, animation du pôle.	790 000 €	96 000 €	76 800 €	OUI

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans les conventions d'objectifs, il est précisé que le versement de la subvention interviendra comme suit :

- un acompte de 80 % après signature de la convention et sur demande du bénéficiaire
- le solde de 20 % après production des bilans qualitatifs, quantitatifs et du compte rendu financier signé par le trésorier et le président.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2010_A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 définissant de nouveaux critères d'attribution de subvention aux partenaires économiques ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 28 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribué aux deux associations sus-mentionnées un montant total de subventions de 270 800 €, selon la répartition indiquée ci-dessus.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions d'objectifs à conclure avec Initiative Pays d'Aix et l'Association des Entreprises du Pôle d'activité d'Aix-en-Provence..

Article 3 :

Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment les conventions ci-annexées.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 059

Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association « Léon & co »

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Créée en décembre 2018, l'association Léon&co est une association à but non lucratif portée par les entrepreneuses et les entrepreneurs du Technopôle de l'Arbois. Présidée par Maëva Bentitallah, Présidente-fondatrice de la Startup « Clever Beauty », cette association est devenue essentielle à la vie et au bon fonctionnement du Technopôle. Léon&Co compte près de 70 adhérents (Startup, entreprises plus matures, Pôles de compétitivités...).

Son rôle va bien au-delà des « Clubs des dirigeants » traditionnellement présents en France au sein des Technopôles, puisqu'au-delà d'être un relais de propositions visant à améliorer la qualité de travail sur le site, elle est un vecteur essentiel dans la diffusion de la solidarité et de la culture technopolitaine.

Elle permet également aux TPE/PME du Technopôle de négocier et de mutualiser un adossement à un Comité d'œuvre sociale (COS). Cette mutualisation leur ouvre la possibilité d'offrir à leurs salariés quelques avantages sociaux ; éléments parfois non négligeables lorsqu'il s'agit de pouvoir attirer des talents pour renforcer leurs équipes face à la concurrence de grands groupes.

L'objet de cette association est de développer par tous moyens, la vie sociale au sein de la pépinière #Cleantech et plus globalement au sein du Technopôle de l'environnement de l'Arbois d'Aix-en-Provence.

Elle se propose à cette fin d'organiser directement ou indirectement des manifestations et des événements ludiques ou culturels, de faciliter la participation des membres à des manifestations et événements ludiques ou culturels et faire bénéficier d'avantages particuliers auprès de diverses centrales d'achats, comités d'entreprises ou prestataires divers et collectivités dans les domaines de la culture et des loisirs les membres de l'association.

Aussi, afin de contribuer, mais surtout pérenniser cet investissement entrepreneurial à la vie du Technopôle, la Direction du Technopôle de l'Arbois propose d'allouer une subvention de 5 000€ ; venant ainsi soutenir le financement du programme d'animations proposée et organisées par les bénévoles de Léon&co.

En effet, pour fédérer les technopolitains, l'association propose chaque mois des animations, rencontres sous un format « after work ».

En 2021, au-delà de ces événements, Léon&co propose l'organisation d'un séminaire team building. Le financement de l'association est composé des cotisations, de sponsors intervenant au coup par coup.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention d'un montant de 5 000€ à l'association Léon & co, correspondant à 52,36% de son budget prévisionnel total de 9 550€ :

N° GU	Association	Action subventionnée	Budget prévisionnel global	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Conv oui/non
2021_00602	Léon & co	Fonctionnement de l'association	9 550 €	5 000 €	5 000 €	NON
TOTAL					5 000 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, il est précisé que les subventions inférieures ou égales à 5 000€ feront l'objet d'un seul versement, sitôt effectué le contrôle de légalité de la délibération afférente par les services préfectoraux.

L'association quant à elle, a pour obligation de transmettre avant la fin de l'exercice 2021 ou au plus tard dans les 3 mois suivant la fin de l'exercice 2021 :

- un compte de résultat final signé par le Président et le Trésorier,
- un rapport qualitatif et quantitatif de l'action subventionnée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 28 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère

économique qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est autorisé l'attribution d'une subvention d'un montant de 5 000 € à l'association « Léon & co ».

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Emploi et formation

2021 CT2 060

Approbation de la Convention pour la gestion de l'Unité de Formation par Apprentissage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, Organisme Gestionnaire du Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix, et le Conservatoire National des Arts et Métiers Provence-Alpes-Côte d'Azur pour la période 2021-2025

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix (CFA du Pays d'Aix) est un établissement public de formation professionnelle en alternance géré par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Situé au 200 rue Maurice Estrangin aux Milles à Aix-en-Provence, le CFA du Pays d'Aix accueillait à la rentrée 2020 plus de 950 apprentis qui suivent une formation en alternance pour préparer des diplômes de niveau 3, 4 et 5, dans les métiers de mécanicien auto, peintre auto, carrossier auto, fleuriste, esthéticienne, coiffeur, pâtissier, pâtissier – glacier – chocolatier – confiseur spécialisé, boulanger, cuisinier, cuisinier en dessert de restaurant, serveur de restaurant, vendeur alimentaire et non alimentaire, commercial.

Le Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) est un établissement public d'enseignement supérieur en réseau dont le siège est à Paris, placé sous tutelle du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Il est composé de 28 centres régionaux coordonnant les activités de plus de 150 centres d'enseignement sur le territoire national. L'AGCNAM PACA, Association de gestion du CNAM PACA met en œuvre les missions du CNAM en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le métier d'Assistant de gestion - Attaché commercial constitue l'un des 40 métiers en tension (25ème le plus recherché) sur le territoire de la Métropole selon le diagnostic sur les métiers en tension structurelle en PACA 2018 (source ORM, Pôle emploi). Au-delà du besoin des entreprises, des jeunes apprentis sortant de la filière commerciale du CFA du Pays d'Aix souhaitent poursuivre leurs études et accéder à l'enseignement professionnel supérieur.

Pour répondre à ces besoins, le CNAM-PACA et le CFA du Pays d'Aix ont mis en commun leurs compétences et se sont accordés sur l'objectif de proposer ensemble, dès la rentrée 2017, une formation d'Assistant de gestion - Attaché commercial dans le cadre de la formation professionnelle continue (contrats de professionnalisation) et de la formation professionnelle par apprentissage. Cette formation se déroule sur le site du CFA du Pays d'Aix.

Pour permettre la formation des apprentis par le CNAM-PACA, une Unité de Formation Apprentissage (UFA) a été créée, rattachée au CFA du Pays d'Aix et au sein de laquelle il délègue au CNAM-PACA la responsabilité de l'enseignement et la délivrance du diplôme venant sanctionner cet enseignement.

La présente convention de gestion « UFA Centre d'Enseignement du CNAM-PACA au CFA du Pays d'Aix » s'inscrit à la suite de plusieurs conventions précédentes. Une convention quinquennale initiale, signée en 2017 entre la Métropole Aix Marseille Provence et la région PACA, permettait notamment au CFA de percevoir les fonds de la taxe d'apprentissage au profit de cette formation. Cette action de formation s'inscrivait dans la continuité de la convention cadre signée en 2016 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le CNAM PACA. Ladite convention avait été validée par une délibération du conseil de la Métropole le 26 octobre

2016. Une convention UFA destinée à prolonger l'enseignement de ce titre de formation avait ensuite été approuvée au Bureau de la Métropole le 19 octobre 2017.

La loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel a profondément réorganisé les modes de financement des contrats d'apprentissage, qui sont désormais pris en charge par les opérateurs de compétences, sans taxe professionnelle ni subvention de la Région. La réactualisation des modalités de fonctionnement et financement justifient l'établissement de cette nouvelle convention.

Les crédits nécessaires à la réalisation de cette action sont inscrits sur le budget Etat Spécial du Territoire, en section de Fonctionnement, à hauteur de 132 500 € au budget 2021 chapitre 011, nature 6184 fonction 26.

Les recettes éventuelles seront constatées sur le budget 01 Budget Principal Métropolitain, section Fonctionnement, chapitre 74, nature 7472, fonction 26.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code du travail, articles 116-1 à 116-8, portant organisation des Centres de Formation d'Apprentis ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, et ses décrets d'application ;
- Le décret n°2019-856 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage ;
- Le bulletin officiel n° 12 de l'Education Nationale du 23 mars 2006 – MENE0600465C portant organisation des UFA ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention de gestion 2021-2025 de l'Unité de Formation par Apprentissage « UFA Centre

d'Enseignement du CNAM-PACA au CFA du Pays d'Aix » entre la Métropole Aix Marseille Provence, organisme gestionnaire du CFA du Pays d'Aix et le CNAM-PACA et d'autoriser la Présidente de la Métropole, ou son représentant, à signer la convention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion de l'Unité de Formation par Apprentissage « UFA Centre d'Enseignement du CNAM-PACA au CFA du Pays d'Aix » annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cette convention de gestion de l'Unité de Formation par Apprentissage « UFA Centre d'Enseignement du CNAM-PACA au CFA du Pays d'Aix ».

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial du Territoire, en section de Fonctionnement : chapitre 011, nature 6184, fonction 26.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Agriculture

2021 CT2 061

Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine – Intervention sur les communes d'Aix-en-Provence, Eguilles,

Fuveau, La Roque d'Anthéron, Peyrolles-en-Provence, Rousset, Saint-Cannat, Trets et Ventabren

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur la base de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER, votée le 22 mars 2018 par le Bureau de la Métropole et prenant effet au 1^{er} janvier 2019, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière du Territoire mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (500 € HT), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'une opération de préemption concernant 12 ventes de parcelles avec révision de prix sur la commune d'Aix-en-Provence, Eguilles, Fuveau, La Roque d'Anthéron, Peyrolles-en-Provence, Rousset, Saint-Cannat, Trets et Ventabren.

- Aix-en-Provence

- Parcelle(s) : Section NE N°106 ; Surface : 18 ares 37 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 7 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 6 000,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : Section MT N°419; Surface : 15 ares 20 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 25 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 4 255,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Eguilles

- Parcelle(s) : Section BM N°46 ; Surface : 19 ares 50 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 15 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 5 330,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Fuveau

- Parcelle(s) : Section CP N°94-95-96 ; Surface : 5 hectares 24 ares 67 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 130 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 61 550,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : Section BL N°3-4-5-6-7 ; Surface : 1 hectare 47 ares 34 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 50 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 31 000,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- La Roque d'Anthéron

- Parcelle(s) : Section E N°231-232-233; Surface : 56 ares 49 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 43 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 18 650,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : Section E N°496-497-498-499-500 - 593; Surface : 1 hectare 25 ares 34 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 22 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 18 100,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Peyrolles-en-Provence

- Parcelle(s) : Section AL N°13; Surface : 18 ares 38 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 7 500,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 3 100,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Rousset

- Parcelle(s) : Section AI N°157; Surface : 46 ares 03 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 40 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 18 430,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Saint-Cannat

- Parcelle(s) : Section F N°470-471; Surface : 49 ares 15 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 7 500,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 6 445,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT

conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Trets

- Parcelle(s) : Section CH N°17; Surface : 99 ares 50 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 50 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 30 140,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Ventabren

- Parcelle(s) : Section AP N°25; Surface : 47 ares 90 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 24 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 8 090,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant les termes de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) de la Métropole avec la SAFER ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 28 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour la vente de 12 parcelles sur les communes d'Aix-en-Provence, Eguilles, Fuveau, La Roque d'Anthéron, Peyrolles-en-Provence, Rousset, Saint-Cannat, Trets et Ventabren.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des 12 préemptions en révision de prix sur les communes d'Aix-en-Provence, Eguilles, Fuveau, La Roque d'Anthéron, Peyrolles-en-Provence, Rousset, Saint-Cannat, Trets et Ventabren, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER.

Article 2 :

La somme de 500 € HT sera versée à la SAFER pour ces préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente du bien par le propriétaire respectif.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : Chapitre 011, Nature 611, Fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0

Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Enseignement supérieur et recherche

2021 CT2 062

AVIS - Attribution d'une subvention dans le cadre de la French Tech Aix-Marseille à l'association Aix-Marseille French Tech - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La French Tech est un label lancé par le gouvernement en 2014, avec pour ambition de structurer l'écosystème numérique des territoires, de faire éclore des « Tech Champions », de promouvoir le savoir-faire français à l'international et d'attirer des investisseurs étrangers.

L'association Aix Marseille French Tech est une structure appartenant à l'écosystème numérique sur le territoire, avec au sein de sa gouvernance, un collectif d'entrepreneurs.

En avril 2019, l'association Aix Marseille French Tech obtient le label « Capitale French Tech » validant ainsi la trajectoire stratégique et les moyens mis en œuvre par la nouvelle gouvernance.

La feuille de route de la Mission French Tech au niveau national a posé les priorités suivantes :

- l'hypercroissance des startups (le passage à l'échelle),
- le développement du financement des startups,
- la venue et la formation de talents,
- une technologie au service de tous ("Tech4good"), inclusive de tous les publics.

La feuille de route de la French Tech Aix-Marseille s'inscrit, dans la continuité des actions portées

pendant l'année 2020, dans les axes de la feuille de route nationale en incluant les spécificités du territoire d'Aix-Marseille.

Dans ce cadre, les axes principaux du programme pour l'année 2021 sont les suivants :

✓ Mobiliser l'écosystème vers l'hypercroissance

Objectif : Jouer collectif pour faire détecter les pépites et faire grandir les tech champions en leur apportant des opportunités de visibilité, mise en relation business, financement...

- Faire circuler des informations et sourcer des pépites au sein du comité des structures d'accompagnement
- Développer des opportunités business pour les startups
- Faire la promotion du French Tech 120, du Next 40 et du « French tech for the planet »
- Déployer le programme « French Tech Central » sur le territoire pour lever les barrières au développement des startups en leur permettant d'accéder à des contacts qualifiés au sein des administrations
- Mettre en lumière les startups du territoire à travers de nouveaux formats vidéo et podcast
- Participer en nom collectif à des conférences, événements, jurys
- Participer à l'élaboration et la mise en place des plans de relance sur le territoire

✓ Booster l'international

Objectif : Consolider les ponts construits entre l'écosystème tech local et l'international. Aider les startups à s'étendre à l'international et aider à l'arrivée de startups/entreprises tech/fonds étrangers sur le territoire. Focus Afrique/Méditerranée.

- Soutien à la production d'Emerging Valley 2021, sommet dédié à l'innovation organique en Afrique et aux liens avec le territoire
- Aide au sourcing et/ou accompagnement à deux structures du territoire (Accélérateur M/ délégations internationales type CES, missions menées par les collectivités)
- Aide à la politique d'attractivité du territoire, notamment en coopération avec Provence Promotion

✓ Développer le financement

Objectif: Faciliter l'accès des startups aux sources de financement et attirer les investisseurs nationaux et internationaux sur le territoire.

- Organisation d'une à deux rencontres startups / investisseurs

- Organisation à intervalles réguliers d'ajerwork pour parler financement et networker
- Rencontre startups/investisseurs nationaux avec le Tour de France Digitale à Marseille

✓ Mobiliser les talents

Objectif: acculturer les jeunes à l'entrepreneuriat tech, soutenir l'accueil de nouvelles formations tech sur le territoire, rapprocher les demandeurs d'emploi des métiers en tension dans la tech, promouvoir la tech et l'entrepreneuriat au féminin

- Renouvellement du programme French Tech Tremplin
- Rapprocher les jeunes de la tech, des startups et de l'entrepreneuriat à travers des partenariats (IAE, Pépite, Rectorat Aix Marseille, 100 000 entrepreneurs...)
- Enrichissement du « livre blanc des métiers en startups » et diffusion avec des partenariats auprès des étudiants
- Organisation d'un moment de rencontre entre les startups qui recrutent et de potentiels candidats
- French Tech Central: organisation d'ateliers et de masterclass sur la thématique emploi

✓ Promouvoir la tech inclusive et durable et renforcer les singularités du territoire

Objectif : Soutenir les industries culturelles et créatives, filière tech émergente et différenciante, et œuvrer pour la construction d'une « Tech for Good », une tech inclusive et durable.

- Organisation de la troisième édition du Grand Bain, et déploiement d'une ligne éditoriale sur la « tech à impact » tout au long de l'année
- Participation au salon Viva Technology
- Promotion de la place des femmes dans la tech, à travers un nouveau format podcast en partenariat avec un média
- Partenariat avec des institutions et des événements culturels (MuCEM, Babel XP, Fiesta des Suds...) pour développer les Industries Culturelles et Créatives sur le territoire
- Proposition de contenu et d'ateliers sur la thématique de la santé
- Proposition de contenus et d'ateliers sur la thématique de la tech pour les océans, en lien avec la dynamique nationale « tech for good »
- Réflexion sur la digitalisation des centres-villes et proposition d'actions

L'ensemble de ses actions contribue à fédérer (cohésion des actions publiques et privées en faveur des start-up), semer (mise en place de dispositifs visant à faciliter l'éclosion de start-up), accélérer (aider au développement des entreprises innovantes à fort potentiel), internationaliser

(accompagnement pour la conquête des marchés étrangers) et fixer (développement des entreprises sur le territoire pour développer l'emploi local) les start-up.

Pour les actions menées au titre du soutien au fonctionnement de l'association Aix-Marseille-Métropole French Tech du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021, il est proposé l'attribution d'une subvention de 140 000 euros, représentant 22.6 % du budget prévisionnel 2021 dont le montant s'élève à 619 000 € (hors contributions volontaires).

Ce soutien financier se décompose comme suit pour le budget principal métropolitain de 70 000 € et pour l'état spécial de Territoire du Pays d'Aix de 70 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073-20-CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 014-7255/19/BM du Bureau du 19 décembre 2019 relative au financement de l'Attribution d'une subvention dans le cadre de la French Tech Aix-Marseille à l'association Aix-Marseille Métropole French Tech ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole de soutenir la dynamique French Tech qui rayonne aujourd'hui sur tout le territoire métropolitain.
- Les objectifs stratégiques de la Métropole en faveur d'un écosystème d'innovation et d'expérimentation.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Aix Marseille Métropole French Tech une subvention totale de 140 000 € au titre de la gouvernance et du portage du label Aix-

Marseille French Tech du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association Aix-Marseille Métropole French Tech.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document y afférant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- 70 000 euros seront pris en charge sur le budget Principal métropolitain. La dépense en résultant sera imputée sur le budget Principal métropolitain 2021, en section de fonctionnement, sous-politique B370 - chapitre 65 - nature 65748 - fonction 67.

- 70 000 euros seront pris en charge sur le budget du Territoire du Pays d'Aix (CT2). La dépense en résultant sera imputée sur l'état spécial du territoire, sur la ligne 3A 61/65/657381 qui présente les disponibilités nécessaires.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 063

AVIS - Attribution d'une subvention de fonctionnement global à l'association Impulse au titre de l'exercice 2021 - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'incubateur inter-universitaire de l'Académie d'Aix-Marseille, Impulse, a été créé dans le cadre de la loi sur l'innovation de 1999, par les universités

l'académie d'Aix-Marseille et Avignon, rejointes par le CEA Cadarache, le CNRS, l'INSERM, l'IRD, l'INRA, l'École Centrale de Marseille, l'École des Mines de Saint Étienne et l'École d'arts et Métiers Paris Tech Campus d'Aix-en-Provence.

Il est soutenu financièrement par le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement et de la Recherche, par les Fonds Européens et par les collectivités locales.

La mission d'Impulse consiste en la valorisation des résultats de la recherche publique menée au sein des laboratoires du territoire en les transformant en entreprises innovantes. L'incubateur apporte un soutien aux projets innovants et cherche à favoriser la création d'entreprises et d'emplois sur le territoire métropolitain.

Il détecte et accompagne les projets de créations d'entreprises innovantes issus de la recherche académique, portés par des chercheurs, des étudiants ou des entrepreneurs.

Il sensibilise plus largement la communauté scientifique au transfert de technologie et à la création d'entreprise.

39% des projets incubés par Impulse concernent les sciences de la vie et de la santé, 37% sont issus des sciences et technologies de l'ingénieur, 21% des sciences et technologies de l'information, de la communication et du numérique, et 3 % des sciences humaines et sociales.

L'incubateur peut affecter une aide financière sous forme d'avance remboursable de l'ordre de 30 000 à 40 000 euros aux projets qu'il accompagne.

Depuis sa création, l'incubateur Impulse a contribué à :

- un investissement de 15 millions d'euros
- l'accompagnement et le financement de 206 projets donnant lieu à près de 175 entreprises innovantes créées
- la création de près de 1 650 emplois directs

Actuellement, son investissement est de l'ordre de 700 000 à 800 000 euros pour environ 10 à 12 nouveaux projets par an. Il est le premier incubateur à avoir été conventionné avec l'INPI (Institut National de la Propriété Industrielle) et près de 51% des projets sont lauréats au concours national d'aide à la création d'entreprises de technologies innovantes I-LAB, en émergence ou en création.

Il accueille deux types de projets :

- les projets portés par des personnels de recherche
- les projets d'entrepreneurs qui utilisent une technologie mise au point par un laboratoire

L'incubateur Impulse propose un accompagnement personnalisé durant 2 ans en interne avec ses propres équipes (certifié par un label Qualité ANFOR) et dispose également de services mutualisés tels que :

- un pool d'experts au service des porteurs de projet
- des formations à l'entrepreneuriat dédiées

Il est un outil essentiel dans la chaîne de l'innovation au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Situé en aval des laboratoires de recherche publics, il se positionne en amont et en complémentarité des pépinières d'entreprises. Il collabore étroitement tant avec Marseille Innovation sur les sciences pour l'ingénieur et le numérique qu'avec les pépinières innovantes du Pays d'Aix. Il est également un important prescripteur du Fonds Aix-Marseille Provence Amorçage (AMPA).

En 2020, les dossiers prévus en accompagnement ont permis la création de 12 nouvelles entreprises sur les 12 nouveaux projets incubés, et près de 100 emplois directs créés ou préservés. L'objectif fixé de 10-11 projets a été dépassé

Malgré la crise de la COVID 19, l'incubateur Impulse, durant l'année 2020 a poursuivi son programme d'animation. L'incubateur a pu déployer quelques actions en propre tout en participant également aux événements d'autres partenaires locaux afin de se faire connaître, de faire connaître son action et de sensibiliser un large public aux problématiques du transfert de technologie, de l'innovation, de la recherche, de l'entrepreneuriat et de la création d'entreprise innovante. A titre d'exemple, on peut citer :

- Atelier de présentation des modalités du concours iLab 2020 ;
- Participation au DeepTech Tour ;
- Facilitez votre parcours pour créer et développer votre entreprise » – Dans le cadre d'une ½ journée d'information, menée avec le pôle OPTITEC et la SATT Sud Est ;
- Participation au 12/14 de l'Arbois - Les outils de valorisation et d'entrepreneuriat d'Aix- Marseille Université ;
- Participation à la formation Prestations intellectuelles & Création d'entreprise du CNRS ;
- Participation à la 2nd rencontre Polytech Marseille Entreprises ;
- Participation aux activités du Pôle Entreprendre d'AMU et du pôle PEPITE Provence ;
- Participation aux comités de sélection du Dispositif Aix-Marseille Provence Amorçage (AMPA) ;
- Permanence à l'activité de la CISAM.

Dans la continuité de son programme d'action 2020, l'incubateur Impulse prévoit d'organiser et programmer une série de nouvelles actions. Au-delà de l'intégration d'une dizaine de nouveaux projets de création d'entreprises et de leur accompagnement, l'association poursuivra l'accompagnement des projets intégrés au cours des années 2019 et 2020, soit une trentaine de projets.

Le programme d'actions s'articule autour des 5 axes suivants :

– Sélection, accompagnement et financement d'une dizaine de projets de création d'entreprises : Au fil des années, l'accompagnement de l'incubateur a su s'affiner et se professionnaliser : sélection, détection et incubation des projets candidats sur une durée de 24 mois ; chaque porteur de projet est suivi et accompagné quotidiennement par un chargé d'affaires ;

– Sensibilisation et information auprès des universités et établissements de recherche : Participation au cycle de formation des universités et écoles associées pour sensibiliser très tôt les étudiants et doctorants à la création d'entreprises ; présence sur de nombreux séminaires ou événements : CNRS, INRA, fête de la science, Forum de Polytech

– Sensibilisation, formation et information auprès des porteurs de projet : Réunions du Club des créateurs, demi-journées d'information thématiques, mise en place d'un cycle de formation spécialisé réservé aux porteurs de projets ; réunions ouvertes aux autres incubateurs de la région.

– Sensibilisation et information auprès d'un large public : Mise en place d'une journée « portes ouvertes » valorisant les projets de l'incubateur.

– Partenariats : Poursuite de la stratégie de partenariats et collaborations avec les pôles de compétitivité, les pépinières et la S.A.T.T. Sud Est. Rapprochement avec l'Institut Paoli Calmettes en vue d'engager une action identique à celle menée avec l'INRA. Projet de convention de partenariat avec le CANCEROPOLE PACA.

Pour l'ensemble de ce programme d'actions, il est proposé d'attribuer à l'incubateur Impulse porté par l'Association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'Académie-d'Aix-Marseille, au titre de l'année 2021, une subvention d'un montant de 51 000€, représentant 9,81% du budget prévisionnel 2021 de 520 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 027-7268/19/BM du 19 décembre 2019 relative à l'attribution d'une subvention à l'Association de préfiguration de l'incubateur interuniversitaire de l'académie d'Aix-Marseille.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de l'action de l'incubateur IMPULSE porté par l'Association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille pour la valorisation entrepreneuriale de la recherche universitaire.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille, une subvention de 51 000 euros au titre du fonctionnement global de l'incubateur inter-universitaire Impulse du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association incubateur inter-universitaire Impulse.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- 35 000 euros sur le Budget principal Métropolitain 2021, en section de fonctionnement, Sous-politique B360 - Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67,
- 16 000 euros sur le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52

Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Commerce et artisanat

2021 CT2 064

Attribution de subventions aux associations de commerçants et artisans de proximité

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la politique de subventions mise en place depuis 2006 par le Pays d'Aix pour favoriser l'activité commerciale et artisanale de proximité, des associations de commerces de proximité, initiatrices de projets de dynamisation des centres-villes ou villages, font appel à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A ce titre, le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention de 3 780 € à l'Association la Tuilerie Bossy – Métiers d'Art." pour trois actions :

- la participation aux journées européennes des métiers d'art (avril 2021) pour un montant de : 900 €
- les Journées Européennes du Patrimoine (septembre 2021) pour un montant de : 1 288 €
- la fête de l'hiver(4 et 5 décembre 2021) pour un montant de : 1592 €

La demande a été examinée au regard des critères approuvés par le Conseil communautaire de la CPA du 15 décembre 2011 (délibération n°2011_A195).

La subvention présentée tient compte de l'impact de son action sur le territoire, mais aussi des enveloppes budgétaires disponibles.

Cette association a pour vocation :

- la promotion de la notoriété du site et de l'esprit de création dans tous les domaines artistiques auprès de personnes morales ou physiques partageant la même passion pour l'artisanat d'art
- l'étude et la diffusion de la connaissance du patrimoine industriel historique de la ville de Gardanne.
- l'insertion dans la vie sociale de la commune avec les autres associations impliquées.

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de **3780 € à l'association : « la Tuilerie Bossy- Métiers d'Art » pour les trois actions suivantes :**

JOURNÉES EUROPÉENNES DES MÉTIERS D'ART 900 €

JOURNÉES EUROPÉENNES DU PATRIMOINE 1 288 €

FÊTE DE L'HIVER 1 592 €

n°gu	Association	Action subventionnée	Objet de l'action	Budget prév action	Subv sollicitée	Subv proposée	Conv oui / non
2021_231	LA TUILERIE BOSSY – MÉTIERS D'ART	Journées Européennes des Métiers d'Art avril 2021	- Stand sur le lieu de la manifestation de la Métropole Pays d'Aix, avec exposition des œuvres, démonstration des savoir faire, espace de partage. - Ouverture des ateliers à la tuilerie, avec visites, animations, démonstration (2 jours)	4 321 €	1 728 €	900 €	Non
			-Préparation des ateliers, démonstrations etc				

2021-232	LA TUILERIE BOSSY – MÉTIERS D'ART	Journées Européennes du Patrimoine septembre 2021	- communication par presse, flyers, réseaux sociaux - Animations sur le site - Food trucks, lieu de restauration - Location de matériel (éclairage, chauffage, etc ...) - Animation tout public	3 221 €	1 288 €	1 288 €	Non
2021-233	LA TUILERIE BOSSY – MÉTIERS D'ART	Fête de l'hiver 04/05 décembre 2021	- Proposer au public la visite des ateliers - Recevoir des exposants externe à la tuilerie, dans le domaine des métiers d'art - Proposer au public des animations en lien avec les métiers d'art - Soirée festive ouverte au public	3979 €	1 592 €	1 592 €	Non
TOTAL						3 780 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans les conventions d'objectifs s'il y a lieu, il est précisé que le versement de la subvention interviendra comme suit :

Les subventions étant inférieures à 5000 € feront l'objet d'un seul versement sitôt effectué le contrôle de légalité de cette délibération afférente par les services préfectoraux ;

Il est également à noter que :

- Si le montant des dépenses afférentes à l'action est supérieur au montant prévisionnel, cette dernière participation ne sera pas réévaluée.
- A contrario, s'il est inférieur au montant prévisionnel, cette dernière participation sera recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées.

L'association quant à elle, a pour obligation de transmettre avant la fin de l'exercice 2021 ou au plus tard dans les 3 mois suivant la fin de l'exercice 2021 :

- un compte de résultat final signé par le Président et le Trésorier
- un rapport qualitatif et quantitatif de chacune des actions subventionnées

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1511 1-2, L.1511 1-3 et L.1511 1-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2011_A195 du Conseil communautaire de la CPA du 15 décembre 2011 approuvant les critères d'attribution

de subvention au profit des associations de commerçants et artisans de proximité ;

- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
La délibération FB 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 28 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribué à l'association sus-mentionnée un montant total de subvention de 3 780 €, selon la répartition indiquée ci-dessus.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 632.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Tourisme et promotion du territoire

2021 CT2 065

Attribution d'une subvention à l'Office de Tourisme de Fuveau pour la promotion et le développement de la filière Slow Tourisme et l'animation des itinéraires de randonnée sur le bassin Haute Vallée de l'Arc

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le tourisme est un pilier de l'économie de la Métropole et du Territoire Pays d'Aix et représente 15 % de son PIB. C'est l'un des principaux leviers de croissance définis dans le cadre de l'Agenda du Développement Économique métropolitain et la filière d'excellence « art de vivre et tourisme » est l'une des six filières qui participent activement à l'attractivité et la compétitivité de la Métropole.

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) a attribué aux métropoles des compétences en matière de tourisme et la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a modifié le Code du Tourisme, d'une part, en réaffirmant et précisant les compétences des métropoles en matière de tourisme (article L.134-1 du Code du Tourisme) et, d'autre part, en leur permettant de créer ou maintenir un ou plusieurs offices de tourisme sur tout ou partie de leur territoire (article L.134-2)

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence « **promotion du tourisme et création d'Offices de Tourisme** », jusqu'alors communale, est transférée à la Métropole. Cette compétence a été déléguée aux territoires par délibération n°HN088-291/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et réaffirmée lors de la délibération de cadrage du 19 octobre 2017 sur les « Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ».

Il doit être rappelé que, n'étant pas dotée d'une compétence tourisme transférée, la Communauté du Pays d'Aix s'était attachée, depuis 2010, dans le cadre du développement économique, à mettre en place des actions en faveur du développement touristique. Elle s'appuyait à cet effet sur les acteurs touristiques, bénéficiant de leur professionnalisme et de leur savoir-faire.

Ainsi, le Pays d'Aix a défini, dans le cadre de la mise en place d'un Schéma de Développement Touristique (SDT) 2012-2016, des actions en faveur du développement touristique structurées autour de quatre filières principales : la culture, l'agritourisme (dont l'oenotourisme) devenu le « Slow tourisme », les activités de pleine nature et le tourisme industriel.

Depuis 2010, l'Office de Tourisme de Fuveau participe activement au travail d'animation inter OT/SI, notamment en assurant un rôle moteur dans le bassin de la Vallée de l'Arc par l'ouverture de l'Office de Tourisme toute l'année et la mise en place d'une structure relais des actions Touristiques du Pays d'Aix. Il s'applique à mobiliser les socio-professionnels de ce bassin dans une démarche d'économie circulaire et s'engage sur le développement d'un Tourisme durable.

Il s'applique également, depuis 2014, à fédérer les communes et acteurs touristiques autour d'une destination « niche » qui met en avant le patrimoine minier du bassin mais également l'évolution de ce bassin vers des énergies nouvelles. Cette destination nouvelle, « Provence, Mines d'Énergies », a été labellisée GR® de Pays par la Fédération Française de Randonnée.

Les actions prévues en faveur de la destination et du bassin Haute Vallée de l'Arc consistent à animer la destination et aider à sa promotion :

1. Développement et promotion de la filière « Slow Tourisme » (appelée anciennement Agritourisme) – n° GU 2021-00696

L'office de tourisme de Fuveau œuvre à la création d'une intelligence territoriale entre tous les acteurs du territoire en les sensibilisant aux différents labels et à une pratique durable et responsable. L'office de tourisme communique sur leurs activités et participe à la professionnalisation des socio-professionnels par le biais de réunions régulières, de visites, d'éductours,

...

2. **Animation de la destination « Provence, mines d'énergies » n° GU 2021-00695**

De par sa connaissance du patrimoine minier et de son territoire, l'Office de Tourisme de Fuveau est un opérateur incontournable pour l'animation du GR de Pays « Provence, mines d'énergies ». Il participe à la promotion auprès du grand public et de la cible « randonneurs ».

L'Office de Tourisme de Fuveau travaille à la sensibilisation des hébergeurs aux contraintes induites par l'itinérance et produit des supports de communication. Il intervient également auprès des scolaires et des associations et participe activement à l'organisation d'événements promotionnels : Sainte-Barbe, Fête de la Randonnée ...

3. **Animation de la boucle Sud du sentier pédestre l'Eau en Provence n° GU 2021-00697**

C'est ici un travail technique sur cartes et services urbanisme des communes concernées (Le Tholonet, Beaurecueil, Saint-Antonin-sur-Bayon, Puylobier, Pourrières, Trets, Rousset, Châteauneuf-le-Rouge, Fuveau, Gréasque, Gardanne et Meyreuil) pour repérage des sentiers associé à l'organisation de réunions avec associations de randonneurs pour mutualisation des connaissances terrain et travail auprès des socioprofessionnels pour développer l'offre d'itinérance (hébergeurs...).

Les moyens mobilisés en faveur du Pays d'Aix en animation non seulement du bassin « Haute Vallée de l'Arc », mais aussi de la destination « Provence, Mines d'énergies », ont un impact sur la valorisation du territoire, sa fréquentation et son développement touristique.

Afin de mener à bien ces missions d'animation de la destination « Provence, Mines d'Énergies » et Développement et promotion de la filière « Slow Tourisme », l'Office de Tourisme de Fuveau sollicite le Territoire Pays d'Aix, pour une aide financière de 50 000 €. La Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture propose un montant de 40 000 € dans le cadre du budget prévisionnel 2021 de l'Est du Territoire. Dans la mesure des possibilités financières nouvelles qui pourraient exister en 2021, un complément de subvention à hauteur de 10 K€ sera étudié prioritairement pour maintenir un niveau de financement satisfaisant au regard des missions de l'Office.

Cette subvention représente exceptionnellement 44,44 % du budget global de l'association qui est de 90 000 €.

Une subvention de 7 500 € est demandée par ailleurs auprès du Grand Site Sainte Victoire pour le suivi du projet des montages emblématique de méditerranée (Emblematic Mountains)

N° GU	association	Subvention attribuée en 2020	Budget prévisionnel 2021	Montant sollicité 2021	Montant proposé par la commission pour 2021	Taux de couverture
2021-00695	Office de Tourisme Fuveau	20 000 €	41 200 €	22 000 €	18 000 €	43,70 %
2021-00696	Office de Tourisme Fuveau	20 000 €	40 000 €	22 000 €	18 000 €	45 %
2021-00697	Office de Tourisme Fuveau	- €	15 000 €	6 000 €	4 000 €	26,66 %

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération n°TVP-001-4231/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 sur le maintien des offices de tourisme existants dans le cadre de la compétence « promotion du tourisme » ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 28 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'expertise technique et humaine de cet Office de Tourisme et la reconnaissance qu'il a auprès des partenaires du bassin.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 40 000,00 € à l'Office du Tourisme de Fuveau pour 2021.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'Office de Tourisme de Fuveau.

Article 3 :

Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 633.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 066

Attribution d'une subvention à l'Office de Tourisme de Gardanne pour la promotion et le développement de la filière Tourisme industriel et scientifique

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis quelques années le tourisme industriel en France a fait l'objet d'un développement notoire et l'intérêt pour la filière ne cesse de s'affirmer. À l'heure des débats écologiques, des préoccupations environnementales, des énergies nouvelles, du besoin de voir et de comprendre avant de consommer, la découverte de l'entreprise prend tout son sens.

Pour le territoire, cette filière constitue un atout économique majeur pour plusieurs raisons :

Elle constitue une diversification de l'offre car elle s'intègre aux autres filières d'excellence du territoire, et représente dans le secteur du tourisme d'affaires un potentiel encore inexploité, C'est un vecteur de promotion des savoir-faire et des métiers vers les jeunes et constitue un instrument de réconciliation des français envers l'entreprise,

Elle constitue indéniablement un facteur de développement économique direct pour l'entreprise, notamment par la vente en boutique de produits fabriqués sur le site ou de produits dérivés (Chocolaterie de Puyricard, Calissons du Roy René, Savonnerie du Régagnas, ...),

Depuis la 1^{ère} édition des Indus'3days en 2016, la filière n'a eu de cesse de se développer démontrant l'expertise de l'Office de Tourisme de Gardanne en la matière. De 3 jours cette animation est passée à 15 jours et a accueilli près de 2000 visiteurs sur une soixantaine d'entreprises participantes.

Cet office de tourisme a démontré de telles capacités à développer et promouvoir cette filière qu'il sera également le partenaire de la création du Puits de Sciences Yvon Morandat (apparenté à la Cité des Sciences de Paris).

Pour l'ensemble de ces raisons mais aussi pour que le Pays d'Aix ainsi que la Métropole Aix-Marseille-Provence, s'affirme comme entité touristique innovante et précurseur sur cet axe de développement, l'Office de Tourisme de Gardanne en Pays d'Aix développe un projet global de développement de cette filière.

Pour construire cette filière, l'Office de Tourisme de Gardanne a mis au point une stratégie qui s'articule autour de trois axes forts se déclinant ainsi :

AXE 1 : Légitimation de la filière à l'échelle du territoire métropolitain :

Il s'agit de permettre à l'Office de Tourisme de Gardanne d'élargir son champ d'action à l'ensemble du territoire en lui conférant le pilotage de la filière TIS à l'échelle métropolitaine permettant ainsi :

- D'accroître le nombre d'entreprises lors des Indus'3days grâce à un partenariat fort avec les offices de tourisme de pôle : établissement d'une stratégie mutualisée
- De créer des offres packagées sur l'ensemble du territoire et donc promouvoir une offre « additionnelle », créer du flux, dynamiser le secteur de l'entreprise, diversifier l'offre induisant une plus-value à notre destination
- De créer des groupes de travail thématiques entre OTSI et sites structurants du territoire pour travailler sur les spécificités.

AXE 2 : Renforcer la visibilité de notre destination sur la thématique Tourisme Industriel et Scientifique :

Il s'agit là de raconter notre destination sur un terrain où l'on ne l'attendait pas :

- Participation aux projets collaboratifs,
- Participation aux salons du tourisme, séminaires, rencontres,

- Provoquer des actions de communication à l'échelle nationale (presse écrite, digitale, médias, etc....)
- Créer des outils pertinents aux OT partant en France ou à l'international afin de promouvoir la filière (ex : magazine « poussez les portes »)

AXE 3 : Créer des connexions avec les filières du territoire :

- Travailler sur des projets collaboratifs et des événements en commun
- Création d'une plate-forme collaborative
- Animation d'un blog « voyagez chez nous »

Pour réaliser ces actions dans les meilleures conditions, l'Office de Tourisme de Gardanne sollicite, pour l'année 2021, le soutien financier du Territoire à hauteur de 50 000 € sur un budget prévisionnel de fonctionnement de 236 539 € dans le cadre du budget prévisionnel 2021 de l'Etat Spécial du Territoire. La Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 28 janvier 2021 propose un montant de 40 000 €. Dans la mesure des possibilités financières nouvelles qui pourraient exister en 2021, un complément de subvention à hauteur de 10 K€ sera étudié prioritairement pour maintenir un niveau de financement satisfaisant au regard des missions de l'Office.

N° GU	association	Subvention attribuée en 2020	Budget prévisionnel 2021	Montant sollicité 2021	Montant proposé par la commission pour 2021	Taux de couverture
2021-00252	Office de Tourisme Gardanne	50 000 €	104 234 €	50 000 €	40 000 €	38,38 %

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17

décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 28 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt que représente la montée en puissance de la filière Tourisme Industriel et Scientifique.
- L'expertise et la capacité technique de l'Office de Tourisme de Gardanne.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 40 000,00 € à l'Office de Tourisme de Gardanne pour 2021.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'Office de Tourisme de Gardanne.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 633.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 067

Approbation d'une convention de partenariat avec le Cyclo Sport du Pays d'Aix de la Fédération Française de Cyclotourisme pour la surveillance des itinéraires de randonnées Cyclo touristique du « Pays d'Aix à Vélo »

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le tourisme à vélo est l'une des filières touristiques les plus dynamiques du marché français. La fréquentation des itinéraires cyclables augmente chaque année (+ 20 % en six ans – 21 millions de français font du vélo pendant leurs vacances) et correspond à une évolution des pratiques touristiques tournée vers plus de bien-être, de Nature et ce que l'on appelle un « slow tourisme » où l'on prend le temps des échanges et des découvertes. De plus, la dépense moyenne d'un touriste à vélo par jour est bien supérieure à celle d'un touriste en France (75 €/jour soit 20 € de plus selon France Vélo Tourisme). Cette pratique est adaptée pour les ailes de saison (printemps et automne) particulièrement agréables sur le Territoire du Sud de la France. Enfin, les deux prochaines années devraient voir cette pratique s'accélérer compte tenu des restrictions imposées par la pandémie de Covid-19.

Le Territoire du Pays d'Aix est par ailleurs engagé depuis 2015 dans le comité de pilotage de la Méditerranée à Vélo avec le Département des Bouches-du-Rhône et la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur. 21 km de cette véloroute ont été jalonnés en 2018 entre Rians et la gare de Meyrargues.

Ce territoire se trouve positivement impacté également par le schéma régional des véloroutes qui inclut, outre la Méditerranée à vélo, l'aménagement du Val de Durance d'Avignon au pont Mirabeau et la V864 de Pertuis à Marseille. Grâce à sa connexion avec Pertuis, il est également relié aux boucles cyclotouristiques du Lubéron à Vélo.

En juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté un plan vélo métropolitain 2019-2024 qui s'articule autour de 15 actions et 3 axes stratégiques. L'une de ces actions consiste au « Développement du cyclotourisme » et en particulier les 3 boucles concernant le Territoire du Pays d'Aix.

Par la délibération n°2020_CT2_098 du 23 juillet 2020, le plan de jalonnement des trois boucles du Pays d'Aix à Vélo a été validé et le jalonnement des boucles sera effectué par le Territoire du Pays d'Aix. Il s'agit de trois boucles cyclotouristiques : le « Pays d'Aix à Vélo » qui fait 205 km et qui relie les deux autres boucles la « Route Provence Mines d'Energies » de 52 km et la « Trevarresse, entre vignes et villages » de 79 km.

Le jalonnement de ces itinéraires doit faire l'objet d'une surveillance régulière et constante afin qu'il soit toujours en parfait état.

A ce titre, comme nous le faisons pour la surveillance du GR de Pays « Provence, Mines d'énergies » auprès de la Fédération Française de la Randonnée pédestre, nous nous appuyons sur l'association Cyclo Sport du Pays d'Aix, affilié à la Fédération Française de cyclotourisme dans le département des Bouches du Rhône. Cette association a comme objet statuaire de pratiquer et d'encourager l'activité touristique à vélo en général, sur route, à vélo tout terrain ou à vélo loisirs. Elle intervient en tant qu'expert en aménagement, surveillance et balisage des itinéraires de randonnée cycliste.

L'association aura pour missions :

- De vérifier tous les deux mois de novembre à avril et tous les mois de mai à octobre la bonne tenue des itinéraires et de leur jalonnement.
- De signaler au service Tourisme du Territoire du Pays d'Aix toute dégradation de l'itinéraire ou de son jalonnement.
- De conseiller le Pays d'Aix pour le choix et la mise en place d'un détournement de l'itinéraire et d'un nouveau balisage si besoin en était ponctuellement.

En tant que représentant de la Fédération Française de cyclotourisme, l'association pourra développer des supports d'information et de communication concernant les itinéraires et la pratique du cyclotourisme sur voies partagées pour garantir une cohabitation réussie et une meilleure sécurité.

Elle maintiendra une vigilance sur les évolutions du code de la route et participera à la formation de ses adhérents et des cyclotouristes sur le territoire et pourra animer ces itinéraires en organisant des sorties, par exemple.

Une convention entre l'association Cyclo Sport du Pays d'Aix et le Territoire du Pays d'Aix prévoit une aide financière pour cette surveillance de 800 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 28 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'expertise et la pratique d'accompagnement touristique à vélo de l'association sur le territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une aide financière de surveillance du jalonnement des trois boucles cyclotouristiques du Pays d'Aix de 800 € TTC à l'association Cyclo Sport du Pays d'Aix.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'Office de Tourisme de la Roque d'Anthéron.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 11, Nature 611, Fonction 633.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire – Habitat

2021 CT2 068

Attribution de subventions nominatives dans le cadre de l'accession à coût maîtrisé

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété est un des enjeux forts sur le Territoire du Pays d'Aix.

C'est pourquoi, depuis 2009, un dispositif destiné aux primo accédants (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le neuf ou dans l'ancien a été mis en place sur le Pays d'Aix.

Ce dispositif se décline en deux types d'aides :

- **Une aide directe à la personne**
D'un montant de 2 500€ dans le neuf ou 4 000€ dans l'ancien (logements de plus de 5 ans), cette aide est portée par le notaire de l'opération : l'aide doit être mentionnée dans l'acte notarié qui devra intégrer des clauses anti spéculatives et préciser que l'aide sera restituée en cas de vente du logement sans motif légitime dans les 5 ans ayant suivi son achat.
- **Un prêt « bonifié »**
Aujourd'hui, mis en œuvre par la CEPAC, partenaire bancaire du Pays d'Aix, ce prêt, d'une durée 20 ans, s'élève à 28 000€ pour une acquisition dans le neuf et à 47 000€ pour une acquisition dans l'ancien. Ce prêt complète un (ou des) crédit(s) immobilier(s) principal(aux) : le prêt à l'accession sociale (si le ménage est éligible) ou un prêt classique dans le cadre d'une offre globale de financement. Ces deux types d'aides, non cumulables entre elles, sont attribuées aux primo-accédants répondant aux critères d'éligibilité définis par le Pays d'Aix.

Les bénéficiaires doivent notamment :

- Ne pas être propriétaire de leur résidence principale depuis plus de deux ans ;
- Acheter un bien au titre de leur résidence principale sur l'une des 36 communes du Pays d'Aix ;
- Résider ou travailler sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- Respecter les plafonds de ressources du Prêt Accession Sociale (PAS) en vigueur (revenus fiscaux de référence de l'année n-2) ;
- Être bénéficiaire du Prêt à Taux Zéro (PTZ) ;
- Être issus en priorité du parc locatif social (public ou privé conventionné social).

En application de ce qui précède, et après examen des dossiers, il est proposé d'attribuer 41 aides à la

personne, soit un montant total de 117 500 euros pour :

- 30 aides dans le neuf : 75 000 euros ;
- 10 aides dans l'ancien : 40 000 euros.
- 1 prêt bonifié à la CEPAC pour un achat dans le neuf soit, un montant maximum de 2 500 euros

Toutes les aides proposées à l'approbation du Conseil de Territoire sont décrites dans les tableaux ci-annexés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'article L.312-2-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A252 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative au dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- La délibération n°2019_CT2_582 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 relative à la définition de nouvelles modalités et approbation d'une convention avec la CEPAC ;
- La délibération n° FBPA 9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 29 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'accession à coût maîtrisé est une des priorités du Territoire du Pays d'Aix en matière de politique locale de l'Habitat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé, dans le cadre des aides directes à la personne, le versement de subventions d'un montant total de 115 000 euros aux primo accédants mentionnés dans le tableau ci-annexé par le biais de leurs notaires.

Article 2 :

Est approuvé, dans le cadre de la convention de partenariat avec la CEPAC, le versement d'une subvention globale maximale de 2 500 euros pour la mise en œuvre de 1 prêt bonifié correspondant au projet d'acquisition de l'accédant cité dans le tableau ci-annexé.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182735, nature 4581, fonction 553, autorisation de programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 069

Attribution d'aides pour la production de logements locatifs sociaux - Approbation de conventions de financement

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de soutenir la production de logement social sur son territoire, le Conseil de communauté de la CPA a déclaré d'intérêt communautaire les modalités de soutien à la production de logements sociaux sous forme de forfaits selon le type de financement de l'opération et sa surface utile. Ces forfaits sont majorés en fonction des niveaux de performance énergétique atteints (délibération n°2013_A031 du 28 mars 2013).

En complément de ces aides forfaitaires, le Conseil communautaire de la CPA s'est prononcé en faveur de la prise en charge de l'aide pour surcharge foncière pour les logements PLAI et PLUS, selon les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation (délibération n°2014_A217 du 14 octobre 2014).

Les aides se déclinent de la façon suivante :

- **En construction et VEFA :**

Subvention forfaitaire de 70 à 180€ par m² de surface utile selon le type de financement (PLUS - PLAI - PLS) et les labels de performances énergétiques (majoration de 5 à 10 %).

La subvention est plafonnée à 12 % du prix de revient de l'opération (y compris surcharge foncière).

- **En acquisition-amélioration**

Subvention forfaitaire de 160 à 250 € par m² de surface utile selon le type de financement (PLUS - PLAI - PLS) et les performances énergétiques (majoration jusqu'à 10 %).

La subvention est plafonnée à 15 % du prix de revient de l'opération (y compris surcharge foncière).

Chaque subvention allouée à une opération de logement social fait l'objet d'une convention de financement entre le Territoire du Pays d'Aix, et le bailleur social, soumise à l'approbation du Conseil de Territoire.

Selon ces critères, il est proposé dans ce rapport, d'attribuer des aides pour les opérations éligibles et d'approuver les conventions afférentes.

Depuis le 28 novembre 2019 (délibération n°2019_CT2_491), les financements accordés par le Territoire du Pays d'Aix sont soumis à une contrepartie réservataire de logements sociaux, étant entendu que le Pays d'Aix déléguera la gestion de ce contingent aux communes concernées. Ainsi, le Pays d'Aix demandera la réservation d'un logement par tranche de 50 000€ de subvention accordée à l'exclusion des subventions accordées au titre des résidences sociales et des opérations consacrées à l'hébergement et au logement temporaire.

Ce rapport présente l'ensemble de la programmation 2020 des logements locatifs sociaux du Territoire. 17 communes sont concernées par des opérations.

Les aides sollicitées auprès du Territoire pour la production de logements locatifs sociaux, déclinées dans le tableau ci-annexé, s'élèvent ainsi à un montant total de 4 046 901 € pour 28 opérations représentant **435 logements locatifs sociaux** :

- dont 134 logements PLAI,
- 213 logements PLUS
- et 88 logements PLS.

Le montant moyen de subvention accordé par logement est de 9 303 €

Il est à noter, cette année :

- d'une part, la présence de logements locatifs sociaux instruits hors délégation d'aide à la pierre : 2 opérations comprenant 15 PSLA sur les communes de Meyrargues et de Peyrolles-en-Provence

- et d'autre part, un nombre important de logements locatifs sociaux financés en Usufuit Locatif Social - ULS : 5 opérations comprenant 46 logements sur les communes d'Aix-en-Provence et de Simiane Collongue.

Les logements en démembrement ULS, du fait de leur particularité ne sont pas financés par le Territoire du Pays d'Aix. En effet, l'ULS repose sur un démembrement de propriété pour une durée temporaire et contractuelle de 15 à 20 ans. L'usufruit du bien est détenu par un bailleur social qui peut ainsi louer les logements à des ménages sous conditions de ressources, à des loyers sociaux PLS ou intermédiaires. La nue propriété appartient à un investisseur privé, qui, à terme, récupère la pleine propriété du logement. De ce fait, même si les logements ULS sont comptabilisés au titre de l'article 55 de la loi SRU, ces derniers sortiront de l'inventaire à la fin de la période d'usufruit locatif social.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° 2013_A031 du Conseil communautaire de la CPA du 28 mars 2013 déclarant d'intérêt communautaire les principes d'intervention en faveur des opérations de construction de logements sociaux ;
- La délibération n° 2014_A217 du Conseil communautaire de la CPA du 14 octobre 2014 confirmant la prise en charge des subventions pour surcharge foncière pour les logements PLAI et PLUS ;
- La délibération n° 2019_CT2_491 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 28 novembre 2019 modifiant les principes d'intervention du Territoire du Pays d'Aix pour la construction et l'acquisition-amélioration des logements locatifs sociaux ;

- La délibération n°FBPA 9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 29 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir la production du logement locatif social sur le Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions d'un montant total de 4 046 901 € en faveur de la production de logements sociaux pour les 28 opérations décrites dans le tableau annexé.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et les bailleurs sociaux concernés.

Article 3

En contrepartie des financements accordés, le Territoire du Pays d'Aix bénéficiera d'un logement réservé concernant lesdites opérations par tranche de 50 000€ de subvention accordée, à l'exclusion des subventions au titre des résidences sociales et des opérations consacrées à l'hébergement et au logement temporaire.

Article 4 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer ces conventions de financement et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581182736, Nature 4581, Fonction 552, Autorisation de Programme DI736AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50

Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 070

Approbation d'une convention d'objectifs entre le Territoire du Pays d'Aix et l'ALPA pour le dispositif de mobilisation du parc privé « Gestion locative personnalisée et accompagnement des ménages »

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de l'habitat, le Territoire du Pays d'Aix soutient financièrement l'action en faveur de l'accès au logement dans le parc privé menée par l'Association Logement Pays d'Aix (ALPA).

Depuis 2011, un partenariat lie le Territoire du Pays d'Aix avec l'ALPA à travers une convention d'objectifs du dispositif PAS (Pays d'Aix Solidaire) pour mobiliser les propriétaires de logements vacants, les inciter à réhabiliter leurs logements et à les louer dans des conditions de loyer maîtrisé, et permettre à des populations de condition modeste d'y résider de manière durable. Ce dispositif a permis à plus de 200 logements d'être remis en location.

L'objet du dispositif consiste en la prospection des logements, la prise à bail et la gestion courante des logements, l'accompagnement des ménages à l'entrée dans le logement pendant au minimum 12 mois. L'ALPA devient locataire de logements dans le parc privé pendant une durée déterminée en vue de les sous-louer à des ménages de condition modeste et ainsi faciliter leur accès à un logement par le glissement du bail à leur nom (« bail glissant »).

Ce programme de caution solidaire vise, d'une part, à offrir aux locataires un suivi personnalisé et adaptable à leurs besoins et d'autre part, à garantir les bailleurs contre un défaut de paiement de loyers ou des dégradations, éléments qui peuvent encourager une vacance prolongée.

Les atouts de ce dispositif sont de :

- rassurer et accompagner les propriétaires ;
- pérenniser la location et ainsi faciliter la sécurisation du paiement des loyers ;
- mutualiser les compétences et l'articulation avec les dispositifs et opérateurs existants, particulièrement, pour le Programme d'Intérêt Général (PIG) « Mieux Habiter – Mieux Louer » mis en œuvre par le Pays d'Aix.

En effet, en matière de conventionnement des logements, le PIG et le PAS ont des objectifs communs : contribuer à la production de logements à loyers maîtrisés, à destination de foyers modestes, et comptabilisés au titre de l'article 55 de la loi SRU.

Les propriétaires bailleurs sont souvent réticents à conventionner leurs logements du fait de l'encadrement des loyers. Les avantages de l'intermédiation locative (prime de 1000 € / loyer social) et la sécurisation des loyers complètent alors efficacement le dispositif du PIG pour encourager le conventionnement de logement.

Les logements qui s'inscrivent dans le PAS peuvent être conventionnés avec ou sans travaux.

S'ils doivent être réhabilités, les propriétaires sont alors orientés vers le PIG « Mieux Habiter – Mieux Louer », pour bénéficier des subventions de ce dispositif. Le partenariat avec l'opérateur du PIG est propice à la prise de décision pour engager des travaux quand les aides cumulées de l'Anah et du PIG (Prime Réduction de loyer, et Prime Sortie de vacance) peuvent représenter une part importante du coût à engager par les propriétaires.

Dans le cas de conventionnements sans travaux, ou avec travaux d'entretien légers, ces derniers peuvent être effectués par l'ALPA pour lever des freins et inciter la mise en « Intermédiation Locative ». Dans ce cas, l'ALPA peut solliciter une aide financière du Pays d'Aix pour la prise en charge de fournitures et d'équipements à hauteur de 35 % du coût du matériel acquis en vue des travaux (le coût d'heures d'intervention d'agents techniques de l'ALPA ne pourra être pris en charge). Même dans le cas de non conventionnement, les loyers sont toujours négociés (mise en avant d'arguments tels que la défiscalisation : 85 % des revenus locatifs). En 2019, la baisse moyenne des loyers, suite à la négociation, est de 15 %.

Depuis 2018, les objectifs quantitatifs à atteindre, fixés à un volume de 18 à 20 logements, et avec un conventionnement portant sur 25 % à 50 % des locations réalisées ont été atteints et dépassés : les logements conventionnés représentent 67 % de la captation en 2018 (12 logements captés) , 56 % en 2019 (18 logements captés) et 50 % en 2020 (10 logements captés).

Au vu de l'intérêt de ce dispositif, des résultats atteints, et des besoins en logements sur notre territoire (le parc public ne répondant pas à tous les besoins), le Pays d'Aix souhaite poursuivre ce

dispositif de mobilisation de logements privés par la mise en place d'une nouvelle convention d'objectifs.

Cette nouvelle convention concernera l'ensemble du Territoire du Pays d'Aix pour une durée de 3 ans avec un objectif quantitatif portant sur un volume de 60 logements (20 par an), majoritairement des logements de type 1 – type 2 – type 3 (60%).

L'ALPA aura pour objectif de louer des logements conventionnés Anah avec ou sans travaux, et/ou des logements non conventionnés. Un objectif quantitatif de conventionnement à atteindre est fixé entre 25 % (minimum) et 50 % de logements conventionnés. Le Territoire encourage vivement l'association à atteindre la fourchette haute de l'objectif et ainsi dépasser le taux de conventionnement réalisé sur la période de l'opération 2018 - 2020.

Le budget général de l'action se porte à 888 003 € pour la période couverte par la convention.

La participation Territoire du Pays d'Aix est fixée à 600 000 €, soit 67,5 % du coût total prévisionnel, répartie annuellement selon le tableau suivant :

	2021	2022	2023	TOTAL
Coût annuel	200 000 €	200 000 €	200 000 €	600 000 €

Les modalités de versement se feront par acompte dans la limite de 80 % de subvention votée sur demande du bénéficiaire puis par le versement du solde de 20% sur production des pièces justificatives suivantes : compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée et rapport d'activité annuel.

Pour 2021 :

N° GU	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs ou non
2021_00578	Association Logement Pays d'Aix (ALPA)	Mobiliser le parc privé vacant et permettre aux populations de condition modeste d'y résider de manière durable	160 000 €	298 679 €	200 000 €	200 000 €	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet

2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n° FBPA 9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement du 29 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de mobiliser le parc privé vacant et de favoriser l'accès au logement des ménages en difficulté.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant total de 200 000 € pour l'année 2021 pour la mise en œuvre du dispositif PAS de « Gestion locative personnalisée et accompagnement des ménages ».

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs entre le Territoire du Pays d'Aix et l'ALPA relative au dispositif de « Gestion locative personnalisée et accompagnement des ménages ».

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier et notamment la convention ci-annexée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748 , fonction 50.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire – PLU, PLUi et urbanisme

2021 CT2 071

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Gardanne - Abrogation partielle de la délibération portant engagement de la procédure de révision allégée n°1 du PLU engagée par la commune

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de Métropole a défini la répartition des compétences à respecter dans le cadre d'une procédure dite de révision allégée de documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 a défini la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Gardanne a été approuvé 27 mai 2010 et modifié par délibération du 11 juillet 2011.

Par délibération n°20 du Conseil Municipal de la commune de Gardanne du 18 décembre 2015, la révision allégée n°1 du PLU de la commune de Gardanne a été prescrite.

L'objet de cette révision était de prendre en considération les motivations du Tribunal Administratif de Marseille exposées dans sa

décision du 6 mai 2013 qui avait pour objet l'annulation partielle de zones AU et de les mettre en concordance, le cas échéant, avec les secteurs de la commune dont le zonage a été annulé par ledit Tribunal.

Suite au transfert de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble du territoire de ses communes membres au 1^{er} janvier 2018, la Métropole a poursuivi cette procédure par délibération n° URB 010-3568/18/CM du 15 février 2018 après accord du Conseil Municipal de la commune exprimé par délibération n°09 du 11 décembre 2017.

Suite aux élections municipales du 28 juin 2020, la nouvelle municipalité n'ambitionne pas de continuer les projets liés à la procédure de révision allégée n°1 et souhaite que les objets de ladite procédure soient étudiés dans le cadre de l'élaboration du PLUi du Territoire du Pays d'Aix.

Conséquemment, par courrier de son Maire du 8 décembre 2020, la commune de Gardanne a sollicité l'arrêt de la procédure de révision allégée n°1 de son PLU.

Compte tenu de ces circonstances, il est nécessaire d'abroger partiellement la délibération précitée du Conseil de la Métropole n°URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 en ce qu'elle décidait la poursuite de la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Gardanne. En effet, l'abrogation de cette délibération doit être partielle car elle porte sur la poursuite de procédures de révision allégée sur plusieurs communes du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du 27 mai 2010 du Conseil Municipal de la commune de Gardanne approuvant son PLU ;

- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Gardanne n°20 du 18 décembre 2015 prescrivant la procédure de révision allégée n°1 de son PLU ;
- La délibération n°09 du 11 décembre 2017 du Conseil Municipal de la commune de Gardanne autorisant la Métropole Aix-Marseille-Provence à poursuivre la procédure de révision allégée n°1 de son PLU ;
- La délibération n°URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 poursuivant la procédure de révision allégée n°1 de la commune de Gardanne ;
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences à respecter dans le cadre d'une procédure dite de révision allégée de documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le courrier du Maire de la commune de Gardanne du 08 décembre 2020 sollicitant que la Métropole ne poursuive pas la procédure de révision allégée n°1 ;
- Le PLU de la commune du Cabriès et ses évolutions successives en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant

- Le souhait de la nouvelle municipalité de Gardanne de ne pas poursuivre les projets initiés dans le cadre de la révision allégée n°1 de son PLU.
- La sollicitation du maire de la commune de Gardanne sur l'abandon de la procédure de révision allégée n°1.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée partiellement la délibération n°URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en ce qu'elle prend acte de l'accord de la commune de Gardanne exprimé par délibération n°09 de son Conseil Municipal du 11 décembre 2017 sur la poursuite et l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision allégée n°1.

Article 2 :

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme :

- la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en Mairie de Gardanne ;
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département ;
- la présente délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 072

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde - Abrogation de la délibération portant engagement de la procédure initiale d'élaboration partielle du PLU

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° HN 005-8077/20/CM du 17 juillet 2020 le Conseil de la Métropole a défini la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde a été approuvé le 21 mars 2017 par délibération n°2017-108-DELIB-2-1.

Le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé sa modification n°1 par délibération n°URB 013-3571/18/CM du 15 février 2018.

Le jugement du Tribunal Administratif de Toulon n°1704022-1704023 en date du 29 janvier 2019 a annulé partiellement la délibération du Conseil Municipal portant approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde en tant qu'elle approuvait la création des secteurs Udf1p1 et Udf1p2.

Pour rappel, au regard du jugement du Tribunal Administratif de Toulon, la Métropole Aix-Marseille-Provence avait remis à l'étude les deux secteurs concernés pour envisager un nouveau classement dans le cadre d'une procédure d'élaboration partielle au regard de l'application combinée des dispositions des articles L.600-12, L.174-6 et L.153-7 du Code de l'Urbanisme et de la jurisprudence en vigueur.

En effet, sur la base de l'article L.600-12 du Code de l'Urbanisme, ce jugement a eu pour effet de remettre en application le document immédiatement antérieur, à savoir le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde sur le périmètre des deux secteurs ayant fait l'objet d'une annulation.

Or, l'engagement d'une procédure de modification ou de révision allégée pour faire évoluer les dispositions du Plan d'Occupation des Sols est désormais rendu impossible sur la base de l'article L.174-6 du Code de l'Urbanisme depuis la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN.

De ce fait, au titre de l'article L.153-7 du Code de l'Urbanisme, la procédure d'élaboration partielle a été mise en œuvre pour tirer les conséquences de l'annulation partielle du Plan Local d'Urbanisme de la commune par délibération n°URB 008-6430/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019.

En parallèle à la prescription de la procédure d'élaboration partielle du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Marc-Jaumegarde, l'association Bien vivre en Provence (BIVIP), a demandé l'exécution du jugement n°1704022-1704023 du 29 janvier 2019 du Tribunal Administratif de Toulon par requête en date du 19 avril 2019. Par ordonnance n°43596 du 3 octobre 2019, le Président de la section contentieuse du Conseil d'État a attribué à la Cour Administrative d'Appel de Lyon le traitement de cette requête.

La Cour Administrative d'Appel de Lyon, par arrêt n°19LY03987 du 25 février 2020, s'est prononcée sur les fins d'exécution du jugement du Tribunal Administratif de Toulon en enjoignant à la Métropole

Aix-Marseille-Provence de « procéder à un nouveau classement en zone autre qu'urbanisée des parcelles qui avaient été classées en zone UD1fp1 dans le PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde adopté le 21 mars 2017, dans un délai de quatre mois à compter de la notification de l'arrêt [...] » et « [...] d'engager une procédure de modification du PLU adopté le 21 mars 2017, s'agissant du classement des parcelles qui avaient été classées en zone UDf1p2, dans un délai de deux mois à compter de la notification de cet arrêt » .

Ainsi en application de l'arrêt n°19LY03987 du 25 février 2020 de la Cour Administrative d'Appel de Lyon, le Conseil de la Métropole a approuvé le 31 juillet 2020 par délibération n°URBA 004-8354/20/CM le reclassement du secteur UDf1p1 en secteur Nf1. Le Conseil de la Métropole a également approuvé l'engagement de la modification n°2 par délibération n°URBA 005-8355/20/CM pour procéder à un nouveau classement des parcelles classées en secteur UDf1p2.

En conséquence, il n'est plus nécessaire de poursuivre la procédure d'élaboration partielle. Il s'agit donc d'abroger la délibération précitée n°URB 008-6430/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 engageant la procédure d'élaboration partielle du PLU de Saint-Marc-Jaumegarde.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le jugement n°1704022-170423 du 29 janvier 2019 du Tribunal Administratif de Toulon annulant partiellement la délibération du 21 mars 2017 approuvant le PLU en tant qu'il crée les secteurs UDf1p1 et UDf1p2 ;
- La délibération n°URB 008-6430/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 engageant la procédure d'élaboration partielle du PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde ;
- L'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Lyon n°19LY03987 en date du 25 février 2020 qui enjoint à la Métropole Aix-Marseille-Provence de « procéder à un nouveau classement en zone autre qu'urbanisée des parcelles qui avaient été classées en zone UD1fp1 dans le PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde adopté le 21 mars 2017, dans un délai de

quatre mois à compter de la notification de l'arrêt » et « [...] d'engager une procédure de modification du PLU adopté le 21 mars 2017, s'agissant du classement des parcelles qui avaient été classées en zone UDf1p2, dans un délai de deux mois à compter de la notification de cet arrêt » ;

- La délibération cadre n° HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020, définissant les compétences déléguées du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°URBA 004-8354/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le reclassement du secteur UDf1p1 en Nf1 ;
- La délibération n°URBA 005-8355/20/CM du 31 juillet 2020 approuvant l'engagement de la procédure de modification n°2 afin de procéder à un nouveau classement des parcelles classées en secteur UDf1p2 ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde et ses évolutions successives en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en exécution de l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Lyon n°19LY03987 en date du 25 février 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a procédé à un nouveau classement en zone Nf1 des parcelles qui avaient été classées en zone UD1fp1 dans le PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde adopté le 21 mars 2017.
- L'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Lyon n°19LY03987 en date du 25 février 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé une procédure de modification n°2 du PLU adopté le 21 mars 2017 s'agissant du classement des parcelles qui avaient été classées en zone UDf1p2.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération du Conseil de Métropole n°URB 008-6430/19/CM du 20 juin 2019.

Article 2 :

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme :

- la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en Mairie de Saint-Marc-Jaumegarde ;
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département ;
- la présente délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs

mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 073

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues – Modification n°1 – Approbation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération cadre n° HN 005-8077/20/CM du 17 juillet 2020, le Conseil de la Métropole a défini la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Le PLU de la commune de Meyrargues initialement approuvé le 5 juillet 2017 par délibération n°D2017_51U du Conseil Municipal, a fait l'objet des procédures suivantes :

- D'une mise à jour n°1 par arrêté n°19/037/CM du 26 février 2019 ;

- D'une modification simplifiée n°1 approuvée par délibération n°URB017-7120/19/CM du 24 octobre 2019.

Par courrier du 17 septembre 2018, le Maire de la commune de Meyrargues a sollicité auprès du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de sa commune.

Les objectifs de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues sont les suivants :

- D'apporter des adaptations réglementaires ponctuelles au règlement ;
- De corriger des erreurs matérielles.

Au regard de cette saisine, et en cohérence avec l'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix émis par délibération n°2018_CT2_526 le 29 novembre 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibération n°URB 013-5144/18/CM du 13 décembre 2018, a sollicité la Présidente de la Métropole afin qu'elle procède à l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues.

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a par la suite pris l'arrêté n°19/056/CM du 26 février 2019 prescrivant la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues.

Au vu des objectifs énoncés ci-dessus, il est proposé, dans le cadre du projet de modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues, d'adapter et de modifier les pièces du PLU en vigueur suivantes :

- Le règlement ;
- La liste des emplacements réservés ;
- Le document des Orientations d'Aménagement et de Programmation ;
- Les planches graphiques.

Les évolutions proposées dans le cadre du projet de modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues relèvent bien du champ d'application de cette procédure tel que le prévoit le Code de l'Urbanisme. En effet, ce projet de modification ne remet pas en cause l'économie générale du PLU en vigueur, n'a pas non plus pour effet de réduire un espace boisé classé ou une protection édictée en raison de la valeur agricole des terres, des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, et, ne comporte pas non plus de graves risques de nuisances.

La saisine de la MRAe

Conformément au chapitre IV du titre préliminaire du livre Ier de la partie réglementaire du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues a fait l'objet d'un examen au cas par cas. Dans sa décision n°CU-2020-002533 du 13 mars 2020, la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) a confirmé que ce dossier n'est pas soumis à évaluation environnementale.

La saisine de la CDPENAF

Conformément à l'article L.151-12 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues a été soumis à l'avis de la CDPENAF. Dans un courrier daté du 23 juin 2020, la CDPENAF a émis un avis favorable tacite.

La notification du projet et les avis émis

En application des dispositions de l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du PLU de Meyrargues a fait l'objet d'une notification aux personnes publiques associées et consultées. Le projet a donc été notifié une première fois le 12 mai 2020, et une deuxième fois le 9 octobre 2020 suite à une erreur graphique constatée dans le projet de modification au niveau de la planche des OAP (mauvaise retranscription d'une zone AU), et au niveau de la planche graphique « sud » (la rectification du numéro du patrimoine bâti n°14 en n°12 n'apparaissait pas). Les deux notifications ont eu lieu avant le début de l'enquête publique.

Suite à la première notification du projet de modification n°1 du PLU de Meyrargues, trois personnes publiques associées et consultées ont répondu :

- le Préfet des Bouches-du-Rhône par courrier du 22 octobre 2020 a émis un avis favorable avec des réserves : la modification de l'article 5.2.2 du règlement (hauteur d'un mur bahut dans les zones inondables et de ruissellement). La proposition d'augmenter la hauteur maximum de 0.20m à 0.60m est dénoncée car elle ne respecte pas le PPRI (qui préconise une hauteur de 0.40m maximum munis d'ouverture permettant le ressuyage). D'autre part, le Préfet demande un changement dans les couleurs sur les zones D, D1 et D2 de la planche de ruissellement modifiée car elles sont trop proches. Enfin, la modification du numéro de l'élément de patrimoine bâti à protéger n°14 en n°12 n'apparaît pas dans le document graphique « sud » transmis.
- Le Département des Bouches-du-Rhône n'émet pas de remarque particulière.
- La commune de Pertuis n'émet pas de remarque particulière.

Suite à la deuxième notification du projet de modification n°1 du PLU de Meyrargues, une personne publique associée a répondu :

- Le Préfet effectue la même observation que lors de la première notification, mis à part le retrait du de la réserve concernant l'absence de modification du numéro du patrimoine bâti n°14 en n°12 puisque cette erreur a été rectifiée suite à la première notification.

L'enquête publique

Conformément à l'arrêté n°20_CT2_054 de Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix du 26 juin 2020, le projet de modification n°1 du PLU de Meyrargues a été soumis à enquête publique du 19 octobre 2020, à 08H00, au vendredi 6 novembre 2020, 18H00, soit pendant 19 jours consécutifs.

Un avis faisant connaître l'ouverture et les modalités de cette enquête publique a été publié :

- Par voie d'affiches au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aix et à l'Hôtel de Ville

de Meyrargues, 15 jours avant le début de l'enquête ; et,

- Dans les journaux La Provence, des 2 octobre et 22 octobre 2020, et, La Marseillaise, des 2 octobre et 22 octobre 2020.

Pendant toute la durée de l'enquête, l'intégralité du dossier d'enquête publique ainsi que les registres d'enquête, ont été tenus à la disposition du public :

- En un exemplaire papier accompagné d'un registre à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, au siège de l'enquête publique, à savoir à l'Hôtel de Ville, avenue d'Albertas, à Meyrargues (13650), le lundi, mardi et jeudi entre 8H00 et 12H00, le mercredi et vendredi entre 08H00 et 12H00 ainsi qu'entre 14h00 et 18H00.
- Sous forme dématérialisée, à toute heure, sur le site internet dédié : <https://www.registre-numerique.fr/meyrargues-plu-m1-ep>, auquel le site internet du Conseil du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr>) et le site internet de la commune (<https://www.meyrargues.fr/>) ont renvoyés.

Pour la consultation de ce dossier d'enquête, un poste informatique a dûment été mis à la disposition du public au siège de l'enquête, à ses jours et heures d'ouverture au public.

Ce dossier d'enquête publique comportait les éléments suivants :

- La page de présentation ;
- Le bordereau des pièces ;
- Les pièces administratives exigées par le Code de l'Environnement ;
- L'exposé des motifs ;
- Le document des orientations d'aménagement et de programmation ;
- Le Règlement ;
- Les plans de zonage 4.2-a, 4.2-b, 4.2-c, 4.2-d, 4.2-f ;
- La liste des emplacements réservés ;

Le commissaire enquêteur a tenu trois permanences durant lesquelles il a pu recevoir les observations écrites et/ou orales du public à l'Hôtel de Ville, avenue d'Albertas, à Meyrargues (13650), aux dates et heures suivantes :

- Lundi 19 octobre de 08H00 à 12H00 ;
- Mercredi 28 octobre de 14H00 à 18H00 ;
- Vendredi 6 novembre 2020 de 14H00 à 18H00.

Les résultats de l'enquête publique

Pendant toute la durée de l'enquête, le public a pu consigner ses observations et propositions relatives au projet de modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues :

- Sur le registre papier ouvert à cet effet au siège de l'enquête,
- Par courrier postal à l'intention de Monsieur le commissaire enquêteur, adressé au siège de l'enquête publique dont l'adresse est mentionnée ci-dessus,

- Par courriel à l'adresse suivante : meyrargues-plu-m1-ep@mail.registre-numerique.fr
- Sur le registre dématérialisé sur le site suivant : <https://www.registre-numerique.fr/meyrarguesplu-m1-ep> auquel le site internet du Conseil du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr>) et le site internet de la commune (<https://www.meyrargues.fr/>) renvoient.

Dans son procès-verbal de synthèse reçu le 13 novembre 2020, le commissaire enquêteur fait état des observations suivantes :

Aucune observation portée sur le registre ; aucun courrier reçu ; aucun mail reçu.

Concernant l'activité numérique, le commissaire enquêteur a noté 36 visiteurs, 93 visualisations et 120 téléchargements de documents.

Dans son procès-verbal de synthèse, le commissaire enquêteur n'a pas formulé d'observation, si ce n'est la demande de réponse concernant les avis formulés par le Préfet.

Le mémoire en réponse a été transmis au commissaire enquêteur le jeudi 19 novembre 2020.

Monsieur RETUR, commissaire enquêteur, a émis un avis favorable sur le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues dans son rapport et ses conclusions motivées du 4 décembre 2020. Les réponses apportées par la Métropole à l'avis du Préfet obtiennent aussi un avis favorable du commissaire enquêteur. Ce dernier effectue cependant une remarque concernant la proposition d'autoriser une hauteur maximale de 0,40m des murs bahut munis d'ouvertures permettant le ressuyage en zones inondables et de ruissellement, il suggère que cette règle soit appliquée aussi en zone naturelle (ou la hauteur maximale autorisée est actuellement est de 0,60m).

Les propositions de modifications mineures suite à l'enquête publique

A la suite de l'enquête publique, afin de tenir compte de l'avis émis par le Préfet, il est proposé de modifier le projet de modification n°1 du PLU de la manière suivante.

- Nous proposons de nous aligner avec le règlement du PPRi et d'autoriser les murs bahuts d'une hauteur maximale de 0,40m munis d'ouvertures permettant le ressuyage en zones inondables et de ruissellement au lieu des 0,60m initialement proposés.

- Concernant la planche de ruissellement, nous proposons une retranscription graphique du risque plus adéquate à l'aide de couleurs plus éloignées les unes des autres concernant les zones D, D1 et D2.

Quant à la remarque du commissaire enquêteur : celle-ci est hors-objet, elle porte sur un article du règlement (l'aspect des clôtures en zone naturelle 3.4.4) dont l'objet de la modification consistait uniquement à autoriser la mise en place d'un « simple grillage », et non de réguler la hauteur maximale autorisée d'un mur bahut.

La saisine de la commune pour avis sur le projet de modification

Préalablement à l'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du rapport d'approbation de ce dossier, le Territoire du Pays d'Aix a dûment procédé à la saisine pour avis de la commune de Meyrargues sur la procédure de modification n°1 de son PLU.

Il convient de soumettre le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues à l'approbation du Conseil de Métropole Aix-Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences à respecter dans le cadre des procédures dites de modifications des Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération cadre n° FPBA 054-17/12/20 CM du 17 décembre 2020 définissant la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le courrier du Maire de Meyrargues du 17 septembre 2018 sollicitant l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues ;
- La délibération n°URB 013-5144/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 sollicitant l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues ;
- L'arrêté n°19/056/CM de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 26 février 2019 prescrivant la modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues ;
- La décision n°CU-2020-2533 rendue le 13 mars 2020 par la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) suite à examen au cas par cas confirmant que le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues n'est pas soumis à évaluation environnementale ;
- La décision n°E20000041/13 du 9 juillet 2020 de Madame la Présidente du Tribunal

Administratif de Marseille désignant Monsieur RETUR, en qualité de commissaire enquêteur ;

- L'arrêté n°20_CT2_054 de Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix du 17 septembre 2020 organisant l'enquête publique portant sur le projet de la modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues ;
- L'avis favorable à la modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues émis par le commissaire enquêteur dans son rapport et ses conclusions motivées du 4 décembre 2020 ;
- La saisine pour avis de la commune de Meyrargues sur la modification n°1 de son PLU par le Territoire du Pays d'Aix préalablement à son approbation par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le PLU de la commune de Meyrargues et ses évolutions successives en vigueur.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- L'avis favorable du commissaire enquêteur.
- Que la commune de Meyrargues a dûment été saisie pour avis sur le projet de modification n°1 de son PLU préalablement à son approbation par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Que le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues est prêt à être approuvé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues, telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Conformément aux articles R.153-20, R.153-21 et R.153-22 Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de Meyrargues ;
- Mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département ;
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales ; et,
- Fera, avec le dossier de modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues qui y est annexé, l'objet d'une publication sur le portail national de

l'urbanisme mentionné à l'article L.133-1 du même code.

Chacune de ces formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le dossier de modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues peut être consulté.

Article 3 :

Le dossier de modification n°1 du PLU de la commune de Meyrargues, sera tenu à disposition du public au Service de l'Urbanisme de la Mairie de Meyrargues, Hôtel de Ville – Avenue d'Albertas - 13650 MEYRARGUES, à la Direction de l'Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix (Immeuble Le Quartz – 1er étage – 40, route de Galice - 13090 AIX-EN-PROVENCE), à la Préfecture du Département des Bouches-du-Rhône à leurs jours et heures habituels d'ouverture au public respectifs.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 074

AVIS - Autorisation Droit des Sols - Avenant n°2 à la convention relative à l'instruction des autorisations des droits des sols des communes de Puyloubier, La Roque d'Anthéron, Meyrargues, Saint-Estève-Janson, Beaurecueil, Saint-Paul-lez-Durance, Le Tholonet

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° URB 026-2941/17/BM du 14 décembre 2017, le Bureau de la Métropole a proposé une convention cadre relative à l'instruction des Autorisations du Droit des Sols (ADS) des communes du territoire du Pays d'Aix volontaires. Sept communes (Beaurecueil, Meyrargues, Saint-Estève-Janson, Saint-Paul-lez-Durance, La Roque

d'Anthéron, Le Tholonet et Puyloubier) ont signé cette convention.

La convention initiale a pour objet de définir la création d'un service commun et les modalités de la mise à disposition du service instructeur intercommunal pour l'instruction de tout ou partie des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol des communes adhérentes, selon les dispositions proposées par l'article L5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Le service commun d'instruction du territoire est chargé de l'instruction des autorisations du droit des sols par le Maire des communes volontaires, il n'est pas mis à disposition des Communes au sens administratif du terme.

La convention relative à l'instruction des autorisations du droit des sols précise les obligations réciproques de chaque partie impliquée dans l'instruction, les conditions de signature des actes concernés, ainsi que les dispositions financières.

Par délibération n° URB 034-4380/18/BM du 18 octobre 2018, le Bureau de la Métropole a proposé un avenant à la convention cadre, relatif au socle juridique de la convention initiale et à l'expression des coûts d'instruction indiqués toutes taxes comprises.

A partir du 1er janvier 2022, toutes les communes de plus de 3 500 habitants seront concernées par l'obligation de recevoir et d'instruire par voie dématérialisée les demandes de permis de construire, déclarations préalables et certificats d'urbanisme conformément à l'article 62 de la loi ELAN.

Ces missions d'instruction ont nécessité l'acquisition d'un outil de gestion dédié qui intègre les solutions logicielles aux obligations de dématérialisation des communes.

Il est proposé un avenant n°2 à la convention initiale afin de porter à la charge des communes le coût forfaitaire annuel de la solution logicielle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique
- La délibération n° URB 026-2941/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la convention cadre relative à l'instruction des

autorisations du droit des sols pour le territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n° URB 034-4380/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention cadre relative à l'instruction des autorisations du droit des sols pour le territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de maintenir la continuité du service public.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé, à la convention cadre relative à l'instruction des autorisations du droit des sols pour le Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget 06 Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : Chapitre 70, nature 70688, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 075

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air - Modification n°2 - Ouverture à l'urbanisation

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Aggloprovence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences à respecter dans le cadre d'une procédure dite de modification de documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

La délibération cadre n° FBPA 9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020, définit la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Le PLU de la commune de Bouc-Bel-Air a été approuvé par délibération du 20 décembre 2012 et a subi des évolutions successives :

- Modification n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 14 octobre 2013,
- Révision partielle n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 19 février 2014,
- Modification n°2 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 janvier 2015,
- Modification n°3 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 19 octobre 2015,
- Révision générale approuvée par délibération du Conseil Municipal du 13 juillet 2016,
- Mise à jour n°1 par arrêté du Maire du 5 septembre 2016,
- Mise à jour n°2 par arrêté de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 18 février 2019

des annexes du PLU relatives aux Servitudes d'Utilité Publique prenant en compte la maîtrise des risques

autour des canalisations de transport de gaz naturel, ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 12 décembre 2018,

- Mise à jour n°3 par arrêté de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 22 juillet 2019 des annexes du PLU relatives à la révision du Règlement Local de Publicité,

- Modification n°4 correspondant à la modification n°1 de la Révision Générale du PLU, approuvée par délibération du Conseil de la Métropole Aix-en-Marseille du 19 décembre 2019.

- Mise à jour n°4 par arrêté de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 26 juin 2020 des annexes du PLU relatives au Plan de Prévention des Risques Inondations.

Par délibération n°URB 005-7897/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole a sollicité de la Présidente, l'engagement d'une procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Bouc-Bel-Air.

Le projet de la modification n°2 du PLU de la commune de Bouc-Bel-Air prévoit l'ouverture à l'urbanisation de deux secteurs classés en zone à urbaniser (2AU) et concernés par des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP). Ces zones à urbaniser SAN BAQUIS EST et une partie du quartier MONTAURY sont des secteurs à vocation mixte (habitat – économique – équipement public) dont les objectifs sont les suivants :

Concernant le secteur « San-Baquis Est » :

- l'aménagement d'un bouclage de voirie sécurisé entre la route de Calas / RD60 et l'avenue de la Croix d'Or / RD8n. Dans le prolongement des travaux récemment opérés sur la RD8n, il est nécessaire de créer cette jonction afin de dévier les flux du carrefour accidentogène actuel « RD60 / RD8n » et de fluidifier les déplacements sur ces deux voies structurantes ;
- la réalisation des Logements Locatifs Sociaux (LLS) nécessaires à la commune pour réduire son déficit et répondre aux objectifs de production triennaux qui lui sont fixés par l'État ;
- un confortement encadré des tissus économiques du secteur, conformément aux dispositions de l'orientation-cadre n°4 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Concernant une partie du secteur « Montauray » :

- la réalisation d'équipements publics structurants : un nouveau collège et un troisième gymnase ;
- la réalisation des Logements Locatifs Sociaux (LLS) nécessaires à la commune pour réduire son déficit et répondre aux objectifs de production triennaux qui lui sont fixés par l'État.

JUSTIFICATION DES OUVERTURES A L'URBANISATION AU REGARD DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L.153-38 DU CODE DE L'URBANISME

Pour rappel, dans le cadre de la révision générale du PLU approuvée le 13 juillet 2016, la commune s'est fixée à l'horizon 2030 un objectif démographique de l'ordre de 16 500 habitants soit un taux de croissance annuelle d'environ 0,90%.

Pour répondre à cet objectif démographique, il est nécessaire de produire 1550 logements à l'horizon 2030. Ainsi une production annuelle de 105 logements, dont 90 logements par an en construction neuve est nécessaire pour atteindre l'objectif de 130 habitants par an (source : Rapport de présentation et PADD du PLU en vigueur).

Les zones constructibles du PLU révisé en juillet 2016 ont été dimensionnées et établies en cohérence avec cet objectif démographique et les besoins induits en nouveaux logements. Par ailleurs, la commune avait fait le choix, dans le cadre de son PLU, de phaser son développement urbain, afin de maîtriser celui-ci. Ainsi, ont été établies quelques zones à urbaniser (AU) potentiellement constructibles pour répondre aux besoins à court terme (zones 1AUD indicées), mais surtout des zones AU « fermées » (zones 2AU) à ouvrir au fur et à mesure des besoins en logements par modification(s) du PLU.

En conséquence, les ouvertures à l'urbanisation visées par la procédure de modification n°2 de la révision générale du PLU s'inscrivent pleinement dans l'économie générale du PLU en vigueur, et en cohérence avec les orientations stratégiques retenues dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Elles relèvent ainsi bien d'une procédure de modification du PLU.

Conformément à application de l'article L.153-38 du Code de l'Urbanisme, lorsque le projet de modification prévoit l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, il convient de justifier l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.

« Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones. ».

1. Au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées

1.1 La production de logements depuis l'approbation de la révision du PLU en 2016

Depuis l'approbation de la révision générale du PLU de Bouc-Bel-Air le 13 juillet 2016, la production de logements de la commune peut être comptabilisée via le nombre d'autorisations d'urbanisme délivrées

par la commune. Ces autorisations d'urbanisme ont créé 444 nouveaux logements en construction neuve. Rapporté sur la durée de la période (près de 4 ans) cela correspond à une production annuelle de l'ordre de 111 nouveaux logements par an. La production de logements est donc en cohérence avec les objectifs fixés dans le cadre de la révision générale du PLU.

Cette production de nouveaux logements s'est opérée :

- par des opérations d'ensemble sur des fonciers conséquents comptabilisant 332 logements dont 210 logements locatifs sociaux soit depuis l'approbation de la révision générale du PLU 89 logements par an.

- par une densification « ponctuelle » des tissus résidentiels existants (zones Urbaines – U et A Urbaniser hors secteurs 1AUD indicés et zones 2AU) dénombant 112 logements. Soit près de 28 nouveaux logements par an depuis juillet 2016.

La production de logements s'est donc principalement réalisée ces 4 dernières années dans les zones ouvertes à l'urbanisation (1AU et U). Aujourd'hui les capacités foncières permettant de réaliser des opérations structurantes répondant aux objectifs de productions de logements du PADD sont toutes consommées.

Il n'y a plus de zone 1 AU permettant d'accueillir des opérations d'envergures à l'exception d'un seul foncier susceptible d'être mobilisé : la zone 1AUD-2 / secteur « Plan Marseillais ». Ce secteur est inclus dans l'OAP « Plan Marseillais – Violési », il s'agit d'une ancienne activité économique (menuiserie). Son urbanisation est corrélée à celle projetée à plus long terme au sein de la zone 2AU limitrophe « Plan Marseillais – Violesi » (non ouverte à l'urbanisation), notamment en matière d'organisation et de desserte (éviter l'accès direct sur la route départementale, difficultés de raccordement aux réseaux) et ne pourra donc pas intervenir à court terme. De plus, ce foncier est exclusivement privé et n'a pas encore trouvé de porteur de projet susceptible de coordonner la faisabilité opérationnelle.

Ce bilan chiffré démontre que la production de nouveaux logements sur le territoire de Bouc-Bel-Air depuis l'approbation de la révision générale du PLU est en parfaite cohérence avec les objectifs et orientations fixés dans le cadre du document d'urbanisme communal en vigueur. Cette production est principalement réalisée via des opérations structurantes incluant des logements sociaux locatifs. La part de production dans le tissu résidentiel existant représente un peu moins d'un quart sur la production totale de nouveaux logements. Les capacités foncières des zones encore inexploitées permettant des opérations structurantes ont été consommées et la production dans le tissu résidentiel reste de petite taille et n'est donc pas suffisante pour permettre de répondre aux objectifs démographiques et de production de logements du PLU.

1.2 Les capacités de densification dans le tissu urbain existant et la faisabilité opérationnelle des projets dans ces zones

Les capacités d'urbanisation encore inexploitées ont été analysées à travers la production théorique de logements neufs dans le tissu urbain existant identifié dans le rapport de présentation du PLU approuvé en 2016.

Ces capacités d'urbanisation théoriques sont calculées au sein des zones U et 1AU à vocation essentiellement d'habitat sur l'ensemble des parcelles libres ou sur les parcelles sur lesquelles au moins un logement supplémentaire pouvait être créé, soit par agrandissement soit par division parcellaire.

Ainsi une capacité théorique mobilisable de 1120 logements a été identifiée dans le rapport de présentation du PLU de 2016.

Nous avons comptabilisé une production de logements ces 4 dernières années de 444 logements. De ce fait, la capacité théorique mobilisable de production de logements dans le PLU s'élève à présent à 676 logements soit 68 logements par an sur 10 ans.

L'analyse des autorisations d'urbanisme délivrées sur la période 2016-2020 indique une production de près de 28 nouveaux logements par an dans le tissu résiduel des zones urbanisées. En effet, en zone urbaine, les gisements fonciers susceptibles d'accueillir du logement sont disséminés dans le tissu privatif sous forme de petits tenements, ils ne pourront pas servir à la production de logements affichée par la commune dans son PLU, ni servir d'assiette pour les projets envisagés sur les deux secteurs proposés à l'ouverture à l'urbanisation. La production de logement dans ces zones se fait sur des petits volumes, sur un foncier « éclaté » et de petite taille dans l'intégralité de la zone urbaine. Il s'agit d'une petite production de logements. Par conséquent, ces zones U et 1 AU ne suffiraient pas à répondre aux besoins de la population à l'horizon 2030.

Les contraintes liées à la viabilisation, aux risques et à la rétention foncière limitent la poursuite de la densification ponctuelle des tissus résidentiels existants engendrant une faible mobilisation des capacités théoriques de logements.

La production de logements dans le tissu résidentiel existant n'est donc pas suffisante pour répondre aux objectifs de production de logements fixés dans le PLU de la commune de Bouc-Bel-Air. L'ouverture à l'urbanisation permettra d'atteindre les objectifs de croissance démographique que s'est fixée la commune dans le PLU approuvé en 2016.

1.3 Une ouverture à l'urbanisation pour renforcer le tissu économique existant

Par ailleurs, concernant l'objectif d'un confortement encadré des tissus économiques (bureaux, artisanat

et activités de services) identifié sur le secteur « San Baquis Est », celui-ci est cohérent avec les dispositions de l'orientation-cadre n°4 du PADD et avec l'OAP établie sur ledit secteur.

Les espaces à vocation économique établis au sein du PLU en vigueur de la Commune sont les suivants et ne permettent pas d'accueillir des activités à l'heure actuelle :

- les zones UE et certains secteurs UE indicés : ces derniers sont déjà aménagés et bâtis et ne présentent pas de potentiels fonciers mobilisables à court terme, pour conforter l'offre existante en bureaux, artisanat et activités de services.
- les zones 2AUEb, qui présentent un déficit d'équipements (voirie et/ou réseaux) et qui, à ce titre, ne seront constructibles qu'après réalisation des équipements manquants ou insuffisants et modification / révision ultérieure du PLU.

Il n'existe pas de foncier mobilisable pour accueillir de nouvelles activités économiques. Dans ce contexte, il est nécessaire que l'ouverture du secteur « San Baquis Est » soit opérée dans le cadre de la procédure de modification n°2 du PLU de BOUC-BEL-AIR, afin que la production de nouveaux logements s'accompagne à la fois d'une création d'emplois et d'un renforcement de l'offre en services existante.

2. La faisabilité opérationnelle des projets

Au-delà de la production de logements (notamment sociaux) et du confortement du tissu économique existant, mentionnés et développés dans les paragraphes précédents, les ouvertures à l'urbanisation projetées au niveau des secteurs « San-Baquis Est » et « Montauray » sont fondées sur la réalisation d'infrastructures ou d'équipements publics structurants répondant à des besoins identifiés précis et spatialement localisés :

- Secteur « San-Baquis Est » : aménagement d'un bouclage de voirie sécurisé entre la route de Calas / RD60 et l'avenue de la Croix d'Or / RD8n. Dans le prolongement des travaux récemment opérés sur la RD8n, il est en effet nécessaire de créer cette jonction afin de dévier les flux du carrefour accidentogène actuel « RD60 / RD8n » et de fluidifier les déplacements sur ces deux voies structurantes.
- Partie du secteur « Montauray » : réalisation d'équipements publics structurants par la réalisation d'un nouveau collège (l'actuel n'étant plus aux normes et présentant une capacité insuffisante) et d'un troisième gymnase municipal. Le site retenu pour le nouveau collège est situé à proximité immédiate au Sud de l'actuel (choix établi conjointement avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône). Cette localisation est en parfaite cohérence

avec les orientations du PADD du PLU en vigueur de la Commune qui établit l'objectif de conforter le pôle d'équipements structurants de « Montauray » (qui compte par ailleurs un groupe scolaire, un complexe sportif avec gymnase et piscine, ainsi qu'un stade).

La réalisation de ces infrastructures et équipements vise à améliorer le fonctionnement actuel de tissus urbains existants et ne peut être envisagée sur d'autres secteurs de la commune.

Il convient par ailleurs de préciser que les deux secteurs à ouvrir à l'urbanisation bénéficient en leur périphérie immédiate d'une desserte existante (voirie et réseaux) adaptée et dimensionnée à l'urbanisation qu'elles devront accueillir. Elles seront donc pleinement constructibles dès leur ouverture à l'urbanisation opérée.

Concernant le secteur « Montauray », une part importante de la zone à ouvrir à l'urbanisation est d'ores et déjà maîtrisée par la Commune et le syndicat Intercommunal du Grand Vallat (SIGV).

De plus, l'urbanisation future des deux secteurs concernés est précisément encadrée par les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) établies dans le cadre du PLU de la Commune garantissant une cohérence d'ensemble et une adéquation avec les orientations du PADD du document d'urbanisme en vigueur.

En conclusion, l'ouverture des deux secteurs permettra de produire les nouveaux logements en adéquation avec les orientations du PLU approuvé en 2016. La mobilisation du foncier dans les tissus bâtis existants ne permettra pas de répondre aux objectifs de rattrapage de production de logements sociaux locatifs. Ces tissus ne comportent pas de potentiels fonciers mobilisables pour permettre la réalisation, à court terme, de nouvelles opérations de logements d'une échelle suffisante pour induire la production de Logements Locatifs Sociaux (LLS). Malgré la mise en place d'outils pour favoriser les opérations de logements sociaux locatifs les difficultés persistent. Cette ouverture à l'urbanisation permettra également de répondre en partie aux prochains objectifs triennaux de réalisation de logements locatifs sociaux. Le nombre de logements programmés est identique aux OAP établis sur lesdits secteurs.

- secteur « San-Baquis Est » - un potentiel de près de 100 nouveaux logements dont à minima 50 LLS
- partie du secteur « Montauray » - un potentiel de près de 80 nouveaux logements dont à minima 42 LLS

C'est donc une capacité de production totale de près de 180 nouveaux logements dont 92 LLS qui sera réalisable au sein des deux secteurs ouverts à l'urbanisation sur la période 2020-2023 (avant l'approbation du PLUi qui permettra que d'autres zones soient ouvertes à l'urbanisation et puissent faire l'objet d'autorisations d'urbanisme pour la production de logements).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°URB 005-7897/19/CM du Conseil de la Métropole en date du 19 décembre 2019, relative à l'engagement de la procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Bouc-Bel-Air ;
- La délibération cadre n° FBPA 9156/20/CM du Conseil de la Métropole 17 décembre 2020 relative à la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le PLU de la commune de Bouc-Bel-Air et ses évolutions successives approuvés en vigueur ;
- L'avis de la Commission Habitat, urbanisme et Aménagement du 29 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la modification n°2 a pour objet l'ouverture à l'urbanisation des zones classées en 2AU du secteur dit « San Baquis Est » et d'une partie du secteur dit « Montauray ».
- Que l'ouverture à l'urbanisation est justifiée au regard des capacités foncières inexploitées insuffisantes pour accueillir la production de logement identifiée dans le cadre de la révision générale du PLU de la commune de Bouc-Bel-Air approuvée en juillet 2016.
- Que l'ouverture à l'urbanisation est justifiée au regard des capacités foncières inexploitées à vocation économique insuffisantes pour consolider l'activité économique de la commune conformément aux orientations du PADD du PLU.
- Que l'ouverture à l'urbanisation est justifiée au regard de la faisabilité opérationnelle dans les zones déjà urbanisées et du fait de la présence en périphérie immédiate d'une desserte suffisante, adaptée et dimensionnée (réseaux et voirie).
- Que l'ouverture à l'urbanisation doit permettre de satisfaire l'installation d'équipements publics structurants

répondant aux besoins de la population communale (collège, gymnase).

- Que l'ouverture à l'urbanisation doit permettre la production de logements sociaux locatifs.

Délibère

Article unique :

Conformément à l'article L 153-38 du Code de l'Urbanisme, est justifiée ci-dessus l'ouverture à l'urbanisation du secteur SAN BAQUIS EST et d'une partie du secteur MONTAURY au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle des projets dans ces zones.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire – Opérations d'aménagement

2021 CT2 076

AVIS - Suppression du périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) du Quartier Saint Victor à Cabriès

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°URB 050-7942/19/CM en date du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé l'établissement d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) pour le quartier de Saint Victor, recouvrant la totalité de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation « OAP6 Saint Victor » inscrite au PLU de la Commune de

Cabriès. Cette délibération a aussi permis d'approuver le programme des équipements publics et leur financement, ainsi que la durée d'exonération de la taxe d'aménagement des constructions édifiées dans ce périmètre.

Depuis lors, la Commune de Cabriès a engagé une réflexion sur les nouvelles orientations en matière d'urbanisation de son territoire. Ces réflexions ont mené à une volonté de modifier un certain nombre de point réglementant l'urbanisation, compétence relevant de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°2020/094 en date du 1^{er} octobre 2020, le Conseil Municipal a émis le vœu de la prise en compte par la Métropole de modification de son PLU communal dans le cadre de l'élaboration du PLUi du Territoire du Pays d'Aix sur divers éléments. Notamment, dans un objectif de maîtrise de l'étalement urbain et de réduction de l'artificialisation des sols, il est demandé la suppression de l'OAP SAINT VICTOR.

Cette volonté affirmée de remettre en cause l'urbanisation du secteur concerné par le périmètre de Projet Urbain Partenarial remettra en cause, si elle est traduite dans la réglementation d'urbanisme, le besoin de réalisation d'équipements publics qui devrait accompagner l'urbanisation de cette zone.

Dès lors, il apparaît d'ores et déjà nécessaire, à titre conservatoire, de supprimer le périmètre de PUP Saint Victor, dont l'institution ou la suppression relève du pouvoir discrétionnaire de la Métropole, autorité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L332-11-3 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°URB 050-7942/19/CM du Conseil de Métropole du 19 décembre 2019 portant sur l'approbation du périmètre de projet urbain partenarial pour le quartier Saint Victor à Cabriès – Approbation du programme des équipements publics et de leur financement – Durée d'exonération de la taxe d'aménagement ;
- La délibération 2020/094 du Conseil Municipal de Cabriès en date du 1^{er} octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Mairie de Cabriès souhaite maîtriser l'étalement urbain et pour ce faire souhaite que la Métropole supprime l'OAP6 Saint Victor dans le cadre de l'élaboration du PLUi du Territoire du Pays d'Aix.
- Que la remise en cause de l'urbanisation de la zone en cause priverait d'objet le périmètre de PUP institué ;
- Qu'il est ainsi opportun, à titre conservatoire, de supprimer le périmètre de Projet Urbain Partenarial dit de « Saint Victor » sur la Commune de Cabriès.

Délibère

Article 1 :

Est supprimé le périmètre de Projet Urbain Partenarial du Quartier Saint Victor à Cabriès.

Article 2 :

Est abrogée la délibération n°URB 050-7942/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant sur l'approbation du périmètre de projet urbain partenarial pour le quartier Saint Victor à Cabriès – Approbation du programme des équipements publics et de leur financement – Durée d'exonération de la taxe d'aménagement.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 077

AVIS - Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la Commune de Meyreuil et la société SAS Carerre et SCI Résidence le

Domaine de Saint Victoire (îlot 4 sud) sur l'EcoQuartier Ballon

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 3 juillet 2017, le Conseil Municipal de Meyreuil a approuvé le dossier de Projet Urbain Partenarial PUP Ballon, actualisé par délibération en date du 12 décembre 2017.

Ce dossier comporte notamment le programme des équipements publics à mettre en place dans la zone 5AU de Ballon, afin de permettre le développement de son urbanisation. Conformément à l'article L332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le montant des participations du PUP a été calculé en répartissant le coût des travaux selon les principes de proportionnalité et de nécessité.

Ces participations sont adossées à la surface de plancher générée par chaque projet :

- 80€/m² de sdp pour les logements locatifs sociaux,
- 180€/m² pour les logements en accession en collectifs ;
- 200€/m² pour les maisons individuelles groupées en accession ;
- 250€/m² pour les lots à bâtir (120 m² de sdp par lot).

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le 1er janvier 2018 en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

En conséquence du transfert de compétence portant sur le PLU, la Métropole est habilitée, à compter du 1er janvier 2018, à conclure des conventions de projet urbain partenarial en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme.

Par délibération, en date du 22 mars 2018, le Conseil de Métropole a approuvé la poursuite par les communes de la mise en œuvre des PUP dont les périmètres et les conventions ont été approuvés avant le 1er janvier 2018. Il a également été décidé de conclure des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans les périmètres des PUP qui comprennent des équipements publics dont la

maîtrise d'ouvrage relève de la Métropole et des communes.

Ces conventions ont pour objectif d'établir un interlocuteur unique en confiant aux communes à la fois la maîtrise d'ouvrage des travaux de réalisation des équipements publics situés dans le périmètre du PUP et la perception des participations versées par les aménageurs et constructeurs en les affectant à la réalisation de chaque catégorie d'équipements (ceux relevant de la compétence des communes et ceux relevant de la compétence de la Métropole).

La convention de TTMO relative au PUP de l'Ecoquartier Ballon a donc été approuvée par le Conseil Métropolitain lors de cette même séance du 22 mars 2018, puis par la Commune lors du Conseil Municipal du 30 mars 2018.

Cette convention prévoit donc, dans son plan de financement les participations du PUP liées aux équipements relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ainsi que leur perception par la commune de Meyreuil.

Le PUP EcoQuartier Ballon, divisé en 7 îlots, est réalisé en deux phases. La première phase aujourd'hui terminée a fait l'objet de trois conventions, qui concernaient des opérations de construction sur les îlots 1, 2 3 et 5. La deuxième phase du PUP a fait l'objet de la signature d'une convention sur les îlots 4, 6 et 7 avec la société SAS Carrere et la SCI Résidence le Domaine Sainte Victoire, constituées en Société solidaire. Les travaux de cette phase sont en cours.

L'aménagement de la deuxième partie de l'îlot 4, dénommé îlot 4 Sud, nécessitait préalablement l'acquisition de terrains par l'opérateur. La SAS Carrere a pu récemment signer une promesse de vente avec le propriétaire foncier privé. La Commune, propriétaire de l'autre partie du foncier, accepte également de le céder à Carrere. La réalisation du bâtiment prévu à cet endroit, qui permet de finaliser la future place de centralité du quartier, peut donc être engagée.

L'opération de construction projetée par la Société SAS Carrere sur l'îlot 4 Sud porte sur la réalisation de :

- 30 logements accession pour 1 920 m² de sdp en R+2,
- 1 local commercial de 155 m² de sdp sur une partie du rez-de chaussée,

Conformément à l'article 7 du dossier de PUP détaillant le financement des équipements publics, la participation appliquée au locaux commerciaux s'élève à 80€/m².

Il convient donc aujourd'hui d'approuver la convention tripartite PUP ci-jointe, qui détermine la participation du constructeur aux équipements publics rendus nécessaires par son programme de construction, et ainsi de poursuivre cette opération d'aménagement.

Cette participation s'élève à 358 000 € et sera perçue directement par la commune de Meyreuil.

Par ailleurs, en vertu de l'article L332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre de cette convention sont exonérées de taxe d'aménagement pendant 10 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L332-11-3 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 001-3517/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018, approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;
- La délibération n°URB 012-3646/18C/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 sur le Projet Urbain Partenarial PUP et la poursuite des opérations engagées par les communes.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que l'opération du PUP Eco quartier Ballon a été engagée avant le 1^{er} janvier 2018.
- Que l'opération nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics financés par un PUP.
- Qu'une convention TTMO pour ces travaux a été signée entre la Métropole et la Commune de Meyreuil.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, la Commune de Meyreuil, et le groupement composé de la SAS Carrere et la SCI Résidence le Domaine de Sainte Victoire pour la mise en œuvre du programme sur l'îlot 4 Sud de l'Ecoquartier Ballon.

Article 2 :

Les constructions édifiées dans le périmètre du PUP sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pour une durée de 10 ans.

Article 3 :

Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de PUP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 078**AVIS - Approbation du dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté Ecoquartier du Vallat à Meyrargues**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le projet de ZAC se situe au cœur du village de Meyrargues, sur l'ancien îlot du stade, sur un tènement foncier communal d'environ 2,5 hectares. Ce site est identifié dans le PLU par une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) ; il est destiné à accueillir une opération d'aménagement à vocation habitat visant à renforcer la centralité du village et à diversifier l'offre de logements. Il est également inscrit dans le Contrat de Mixité Sociale de la commune, signé avec l'État. Ce projet a été déclaré d'intérêt communautaire en novembre 2015 et est aujourd'hui d'intérêt métropolitain. La délibération du Conseil de Métropole du 19 octobre 2017 a engagé la procédure de ZAC et a défini les objectifs poursuivis, ainsi que les modalités de concertation.

Pour rappels, les objectifs poursuivis par l'opération sont les suivants :

- Déployer une offre résidentielle mixte adaptée aux besoins des habitants d'environ 90 logements dont 40 % de logements sociaux,
- Composer un nouveau quartier durable respectueux du contexte urbain, paysager et architectural environnant avec l'engagement dans une démarche éco-quartier,
- Créer des espaces publics conviviaux et ouverts sur le grand vallon dans la perspective de redynamiser le centre-ville de Meyrargues.

Ces orientations ont présidé à l'élaboration du dossier de création de la ZAC et à la détermination de son périmètre.

Afin de compléter ces objectifs, la Métropole et la Commune ont souhaité engager le projet dans une démarche Eco Quartier portée par l'Etat. L'engagement dans cette labellisation et la signature de la Charte Eco Quartier validant l'étape 1 a été approuvée par le Conseil de Territoire du 11 octobre 2018.

Par ailleurs, conformément à l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme, une procédure de concertation a été engagée par la délibération d'octobre 2017 ; et un bilan favorable de la concertation a été approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 24 octobre 2019. La même délibération a aussi défini les modalités de participation du public par voie électronique concernant la mise à disposition de l'étude d'impact du projet.

Dans ce cadre, il y a lieu aujourd'hui de se prononcer sur le dossier de création de la ZAC, ainsi que sur la décision de création de la ZAC.

Conformément à l'article R.311-2 du Code de l'Urbanisme, le dossier de création d'une ZAC doit comprendre :

- Un rapport de présentation, qui expose notamment l'objet et la justification de l'opération, comporte une description de l'état du site et de son environnement, indique le programme global prévisionnel des constructions à édifier dans la zone, énonce les raisons pour lesquelles, au regard des dispositions d'urbanisme en vigueur sur le territoire de la commune et de l'insertion dans l'environnement naturel ou urbain, le projet faisant l'objet du dossier de création a été retenu ;
- Un plan de situation ;
- Un plan de délimitation du ou des périmètres composant la zone ;
- L'étude d'impact définie à l'article R.122-5 du Code de l'Environnement lorsque celle-

ci est requise en application des articles R.122-2 et R.122-3 du même code .

Le dossier précise également si la part communale ou intercommunale de la taxe d'aménagement sera ou non exigible dans la zone.

Le dossier de création de la ZAC de l'Eco quartier du Vallat est joint en annexe à la présente délibération.

Dans ce cadre, il y a lieu de préciser notamment les éléments suivants, en vue de l'adoption du dossier de création et de la décision de création de la ZAC.

I – LE PERIMETRE

Le périmètre de la ZAC est circonscrit au Nord par la route départementale 96, à l'Est par le Cours des Alpes, à l'Ouest par le grand Vallat et au Sud par la rue d'Albertas. L'emprise foncière de la ZAC est de 2,69 hectares et le secteur est classé en zone UB-b au Plan Local d'Urbanisme.

Le périmètre de la ZAC figure en partie 3 du dossier de création joint en annexe.

II – LES CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DU PROJET

La ZAC Eco Quartier du Vallat s'inscrit dans les objectifs de renouvellement urbain porté par le SCOT du Pays d'Aix, le PLU de la commune et le PLUi en cours d'élaboration.

Le schéma d'aménagement de la ZAC qui a été défini dans le présent dossier de création repose sur les grands principes d'aménagement suivants :

- Renforcer la centralité du village en proposant un habitat diversifié et une mixité sociale, soit environ 90 logements dont 40 % de logements sociaux ;
- Respecter les formes urbaines du village en terme de volumétrie et de hauteur ;
- Ouvrir le futur quartier à son environnement proche en créant une urbanisation ouverte sur le Vallat et aménager des connexions avec la RD 96 et le village ;
- Créer un système viaire apaisé en sens unique et privilégier les modes de déplacement doux, notamment à l'arrière du cours des Alpes ;
- Aménager des espaces publics de qualité autour d'une place donnant sur le grand vallat, avec un équipement de type maison médicale et quelques commerces et services en rez-de-chaussée ;
- Concevoir un projet urbain durable et s'engager dans une démarche Eco-Quartier.

III – LE PROGRAMME GLOBAL PREVISIONNEL DES CONSTRUCTIONS ET DES AMENAGEMENTS

La ZAC propose un programme prévisionnel d'aménagement visant à répondre aux objectifs

décrits précédemment, et prévoit plus particulièrement :

- Une surface cessible totale d'environ 1 ha, sur les 2,6 hectares composant la ZAC, avec une surface de plancher d'environ 9 000 m² ; dont 7 000 m² dédiés au logement libre et social, et environ 2 000 m² pour les commerces, la maison médicale et des services.
- Des voiries de desserte dimensionnées pour desservir le nouveau quartier, la place publique représentant environ 2 000 m² ;
- La création d'un accès sécurisé dédié à l'opération sur la RD96 ;
- Des équipements hydrauliques sous forme de noue et d'un bassin de rétention ;
- Des espaces verts paysagers qualitatifs.

IV- REGIME FISCAL DE LA ZAC AU REGARD DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

Conformément aux articles L.331-7 et R.311-2, R.331-6 du Code de l'Urbanisme, les constructions et aménagements édifiés à l'intérieur de la zone seront exclus du champ d'application de la taxe d'aménagement, pour sa part intercommunale.

V – MESURES ENVIRONNEMENTALES

La Métropole a déposé pour ce projet une demande de « cas par cas » auprès de la DREAL conformément à l'article R.122-3 du Code de l'Environnement afin de déterminer si cette opération était soumise à une étude d'impact. Dans son avis n°AE-F09317P0119 en date du 24/05/2017, les services de l'État ont indiqué qu'il était nécessaire de réaliser une étude environnementale spécifique sur ce site.

En date du 9 octobre 2019, l'Autorité Environnementale a rendu un avis sans observations sur l'étude d'impact.

L'étude d'impact et l'ensemble des études complémentaires nécessaires à la constitution d'un dossier de ZAC ont été élaborés et mis à disposition du public pour engager une participation par voie électronique, soit un deuxième temps de consultation, après la concertation.

La mise à disposition de l'étude d'impact, de l'avis l'Autorité Environnementale et du bilan de la concertation a été effectuée du 29 juin au 31 juillet 2020 inclus. Le bilan de cette participation fait l'objet d'une délibération à laquelle sont annexés deux documents : un document de synthèse des propositions et observations du public et un document motivant les motifs de la décision de création de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.311-1, R.311-2, L.331-7, R.311-2 et R.331-6 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A254 du Conseil Communautaire du 12 novembre 2015 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'îlot du stade à Meyrargues ;
- La délibération n°023-2781/17/CM du Conseil de Métropole du 19 octobre 2017 définissant l'intérêt métropolitain pour la définition, création, et réalisation d'opérations d'aménagement ;
- La délibération n°036-2794/17/CM du Conseil de Métropole du 19 octobre 2017 décidant le lancement de la procédure de ZAC, définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation de l'opération d'aménagement du Vallat à Meyrargues ;
- La délibération n°2018-CT2-373 du Conseil de Territoire du 11 octobre 2018 approuvant l'engagement dans la démarche Eco quartier et la signature de la Charte ;
- La délibération n°005-7108/19/CM du 24 octobre 2019 tirant le bilan de la concertation et définissant les modalités de la participation du public par voie électronique pour l'opération du Quartier du Vallat à Meyrargues ;
- La délibération cadre n° FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 approuvant la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°URBA 012-9301/20/CM du Conseil de Métropole du 17 décembre 2020 relative à l'approbation du dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté Eco Quartier du Vallat à Meyrargues.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Les erreurs matérielles sur la délibération du Conseil de Métropole du 17 décembre 2020 relative à l'approbation du dossier de création de la Zone d'Aménagement

Concerté Eco Quartier du Vallat à Meyrargues.

- Que les objectifs de renouvellement urbain portés par le projet de ZAC s'inscrivent dans l'OrientatIon d'Aménagement et de Programmation du PLU de la commune de Meyrargues.
- Que l'ensemble des études préalables et l'étude d'impact qui concourent à la création de la ZAC ont été réalisés.
- Que les conclusions de la concertation publique ont été prises en compte dans le projet et que le bilan de la participation du public par voie électronique a été approuvé, compte tenu du fait qu'il n'a pas mis en évidence de nouveaux éléments par rapport à ceux évoqués lors de la concertation.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n°URBA 012-9301/20/CM du Conseil de Métropole du 17 décembre 2020 relative à l'approbation du dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté Eco Quartier du Vallat à Meyrargues.

Article 2 :

Est approuvé le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté Eco Quartier du Vallat sur la commune de Meyrargues, tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 3 :

Est créée la Zone d'Aménagement Concerté Eco Quartier du Vallat, selon les caractéristiques précédemment décrites et selon le périmètre figurant dans le dossier de création ci-annexé.

Article 4 :

La part intercommunale de la taxe d'aménagement ne sera pas exigible des constructions et aménagements à réaliser dans la ZAC dans les conditions définies par les articles L.331-7 et R.331-6 du Code de l'Urbanisme.

Article 5 :

La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R.311-5 du Code de l'Urbanisme.

Article 6 :

Le dossier complet relatif à la création de la ZAC, avec notamment, les procédures de concertation et de mise à disposition du public seront tenus à la disposition du public au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi qu'au siège du Territoire du Pays d'Aix aux jours et heures habituelles d'ouverture.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 079

AVIS - Bilan de la participation du public par voie électronique de la Zone d'Aménagement Concerté Eco quartier du Vallat à Meyrargues

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Ce projet de Zone d'Aménagement Concerté se situe au cœur du village de Meyrargues, sur l'ancien îlot du stade, sur un tènement foncier communal d'environ 2,5 hectares, identifié dans le PLU par une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) visant à accueillir une opération d'aménagement à vocation habitat. Il a été déclaré d'intérêt communautaire en novembre 2015 et est aujourd'hui d'intérêt métropolitain. La délibération du Conseil de Métropole du 19 octobre 2017 a engagé la procédure de ZAC et a défini les objectifs poursuivis, ainsi que les modalités de concertation.

Suite à l'organisation d'une procédure de concertation de novembre 2018 à juin 2019, conformément à l'article L103-2 du code de l'urbanisme, un bilan favorable a été tiré et approuvé lors du Conseil de Métropole du 24 octobre 2019. Cette délibération a également défini les modalités de mise à disposition de l'étude d'impact du projet de ZAC soumis à évaluation environnementale.

En effet, au titre du code de l'environnement - articles L 123-2 et L 123-19 - le projet de ZAC Eco Quartier du Vallat doit faire l'objet d'une procédure de participation du public qui s'effectue par voie électronique, visant à mettre à disposition l'étude d'impact et toutes les études préalables, l'avis de l'Autorité Environnementale sur cette étude et le bilan de la concertation durant une période minimale de 30 jours.

L'étude d'impact est un document qui évalue les impacts que le projet peut avoir sur l'environnement dans ses différentes composantes et qui propose des solutions pour remédier aux éventuels effets néfastes du projet (mesures d'évitement, de réduction et/ou de compensation). En date du 9 octobre 2019, l'Autorité Environnementale a rendu un avis sans observations sur l'étude d'impact.

En application de l'article R123-8 du Code de l'Environnement, les documents mis à disposition sont énumérés dans la synthèse annexée à la présente délibération.

Les modalités d'organisation de cette participation du public par voie électronique ont été les suivantes :

- Affichage en mairie et au siège du Territoire d'un avis de participation du public par voie électronique au moins 15 jours avant le début de celle-ci ;
- Publication sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix et sur le site de la ville de Meyrargues, d'un avis de participation du public par voie électronique, au moins 15 jours avant le début de celle-ci.

Les modalités pratiques de mise à disposition des pièces ont été les suivantes :

- Mise en ligne du dossier soumis à la participation du public par voie électronique sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix, avec l'ensemble des pièces téléchargeables et l'activation d'une adresse mail dédiée afin de recueillir les observations du public, sur la période du 29 juin 2020 au 31 juillet 2020 inclus ;
- Mise à disposition d'un dossier complet en version papier en mairie de Meyrargues sur la même période, accompagné d'un registre d'observations à l'attention du public.

Les observations et propositions recueillies au cours de la procédure de participation par voie électronique doivent désormais faire l'objet d'une synthèse établie par l'autorité responsable du projet.

Cette synthèse des observations reçues dans le cadre de la participation du public par voie électronique - annexée à la présente - établit notamment la recevabilité des contributions, les thématiques soulevées par la population, en indiquant les propositions dont il a été tenu compte et les réponses apportées.

Ces documents, accompagnés de l'intégralité des observations et propositions déposées par voie électronique, seront rendus publics sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix, au plus tard à la date de la publication de la délibération du Conseil de Métropole approuvant le dossier de création de la ZAC, pendant une durée minimale de trois mois.

Trois observations ont été reçues dans les formes, dont deux sur le registre papier et une sur l'adresse mail dédiée. Une contribution est déposée au nom du CIQ du Cours des Alpes, rencontré à plusieurs reprises.

Les principaux thèmes soulevés par la population sont les suivants :

- La nécessité d'association du public et de concertation
- Les risques sur l'environnement
- Les risques sur le bâti existant proche du projet dans le cadre du futur chantier et les risques de dévalorisation des bâtis existants
- Impacts sur les équipements scolaires de la commune
- la crainte d'une perte de qualité du cadre de vie pour les habitants

Le document de synthèse annexé à la présente, détaille le contenu des trois contributions déposées et énonce les réponses apportées par le maître d'ouvrage de la ZAC.

Par ailleurs, conformément à l'article L 123-19-1 du Code de l'Environnement, la collectivité doit établir de façon séparée une note qui énonce les motifs retenus en vue de la création de la ZAC. Cette note est également annexée à la présente délibération. Les motifs retenus sont principalement :

- La cohérence du projet de la ZAC Eco Quartier du Vallat avec le PLU de la commune (OAP n°1), le Contrat de Mixité Sociale signé avec l'État et avec les principes de renouvellement urbain portés par le SCOT du Pays d'Aix ;
- La volonté communale de maîtriser son développement urbain, de redynamiser son centre-ville en diversifiant l'offre de logements, en aménageant des espaces publics conviviaux, et en proposant des commerces et services de proximité en complémentaire à l'offre existante ;
- La volonté communale et métropolitaine de créer une gamme de logements propre à répondre à l'ensemble de la chaîne du logement, et de répondre aux besoins spécifiques des jeunes ménages de la commune ;
- La qualité urbaine du projet et son engagement dans une démarche de labellisation Eco Quartier qui permettra de poursuivre la concertation avec les habitants, de créer des aménagements paysagers à la hauteur des enjeux du site et de sa localisation au cœur du village, de proposer des logements économes en énergies, suivant les dernières normes de réglementations thermiques ;

- Les vertus d'un projet de renouvellement urbain et de développement durable, limitant l'étalement urbain et la consommation d'espaces naturels ;
- L'évaluation environnementale aura permis à la Collectivité de bien appréhender les enjeux et impacts environnementaux, afin d'y répondre par des mesures concrètes, adaptées et suivies dans le temps.

En conclusion de la synthèse sur les propositions et observations du public et de la note exposant les motifs de création de la ZAC, on peut constater que la participation n'a pas mis en évidence de nouvelles craintes, ou de nouvelles questions au regard des éléments déjà formulés dans le cadre de la concertation du public au titre du code de l'urbanisme, dont un bilan favorable a été tiré et approuvé par le Conseil de Métropole du 24 octobre 2019. Aussi, le document en annexe présente les observations et les réponses circonstanciées apportées par la collectivité. L'ensemble des remarques a reçu des réponses circonstanciées et une attention particulière y sera portée dans la poursuite du projet.

La démarche Eco Quartier permettra de répondre en grande partie aux préoccupations exprimées par la population, de conserver une qualité résidentielle pour les riverains et de créer un nouveau quartier intégré au centre du village de Meyrargues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement et notamment son article L 123-9 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A254 du Conseil Communautaire du 12 novembre 2015 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'îlot du stade à Meyrargues ;
- La délibération n°023-2781/17/CM du Conseil de Métropole du 19 octobre 2017 définissant l'intérêt métropolitain pour la définition, création, et réalisation d'opérations d'aménagement ;
- La délibération n°036-2794/17/CM du Conseil de Métropole du 19 octobre 2017 décidant le lancement de la procédure de ZAC, définissant les objectifs poursuivis et

les modalités de la concertation de l'opération d'aménagement du Vallat à Meyrargues ;

- La délibération n°005-7108/19/CM du 24 octobre 2019 tirant le bilan de la concertation et définissant les modalités de la participation du public par voie électronique pour l'opération du Quartier du Vallat à Meyrargues ;
- La délibération cadre n°FBPA-054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 approuvant la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°URBA 019-9308/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 relative au bilan de la participation du public par voie électronique de la Zone d'Aménagement Concerté Eco Quartier du Vallat à Meyrargues ;
- La synthèse des observations et propositions reçues dans le cadre de la participation du public par voie électronique ci-jointe ;
- La note sur les motivations de la décision de création de la ZAC ci-jointe.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Les erreurs matérielles sur la délibération du Conseil de Métropole du 17 décembre 2020 relative au bilan de la participation du public par voie électronique de la Zone d'Aménagement Concerté Eco Quartier du Vallat à Meyrargues.
- Que la procédure de participation du public par voie électronique a été menée conformément au code de l'environnement et a permis aux habitants de prendre connaissance de l'ensemble des études réalisées, de l'avis de l'Autorité environnementale sur ces études et du bilan de la concertation.
- Que la Collectivité a apporté des réponses aux observations et propositions formulées par le public et qu'une attention particulière sera portée à ces remarques dans la poursuite du projet.
- Les motivations présentées pour la création de la ZAC.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération du Conseil de Métropole n°URBA 019-9308/20/CM du 17 décembre 2020 relative au bilan de la participation du public par voie électronique de la Zone d'Aménagement Concerté Eco Quartier du Vallat à Meyrargues.

Article 2 :

Sont approuvés le bilan de la participation du public par voie électronique et la synthèse des observations et propositions comportant les réponses apportées par la Collectivité, tels qu'annexés à la présente délibération.

Article 3 :

Sont approuvés les motifs justifiant la décision de créer la ZAC Eco Quartier du Vallat, tels qu'exposés ci-avant et développés dans la note de motivations de la décision annexée à la présente délibération.

Article 4 :

La synthèse des observations et propositions formulées par le public et la note de motivation, annexées à la présente délibération, seront rendus publics sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix pendant une durée de trois mois.

Article 5 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisée, à signer en temps opportun, tous les documents à intervenir dans le cadre de la présente procédure.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 080

AVIS - Retrait de l'intérêt métropolitain de l'opération d'aménagement du secteur Bel Ombre à Bouc-Bel-Air

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En décembre 2013, la commune de Bouc-Bel-Air a sollicité l'intervention foncière de l'EPF PACA dans le cadre d'une préemption pour l'acquisition de la

propriété Bel Ombre sur la base des conventions multi-sites mises en place sur le Territoire du Pays d'Aix depuis 2005.

L'opération envisagée a pour objectif d'intervenir dans un tissu résidentiel et de densifier une dent creuse de 2,8 ha aux caractéristiques de parc paysager en développant du logement et sans augmenter sa tâche urbaine.

Le projet d'aménagement du quartier Bel Ombre a été identifié dans le cadre du Programme Local de l'Habitat (PLH) du Pays d'Aix, comme opération exemplaire contribuant à sa mise en œuvre et a été déclaré d'intérêt communautaire en décembre 2015, puis d'intérêt métropolitain en octobre 2017.

Un appel à projet a été conduit par l'EPF PACA, afin de retenir l'opérateur qui réaliserait le projet le plus respectueux des contraintes communautaires liées au PLH, et des attentes de la commune au regard de son Plan Local d'Urbanisme, garant d'un développement maîtrisé et soucieux de conforter Bouc-Bel-Air dans son statut de « Ville Nature ».

Le projet retenu permettra in fine :

- La réalisation de 120 logements diversifiés (immeubles collectifs, maisons individuelles et collectives) dont 50% de logements locatifs sociaux ;
- La réhabilitation de la bastide existante pour y installer des services publics ;
- L'extension du groupe scolaire ;
- La réalisation d'aménagements extérieurs (parkings, voiries, mail et places publiques).

Le coût global estimé des équipements est de 5 959 894.02 € HT. La commune a sollicité l'aide financière de la Métropole et du Conseil Régional pour l'aménagement du secteur Bel Ombre et un plan de financement a été approuvé par les partenaires : l'engagement financier de la Métropole s'élève à 1 564 750 € et environ 1,14 M€ pour la Région.

Compte tenu des modalités d'intervention, et à la demande de la commune qui souhaite mener l'opération, il convient de retirer l'intérêt métropolitain tout en conservant le plan de financement approuvé.

Une convention de fonds de concours sera présentée à l'occasion d'une prochaine instance délibérante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A_326 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 déclarant d'intérêt communautaire l'opération d'aménagement du secteur Bel Ombre ;
- La délibération n°URB 023-2781/17/CM du conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 reconnaissant l'intérêt métropolitain de l'opération Bel Ombre à Bouc-Bel-Air ;
- La délibération n°2018_CT2_148 du Conseil de Territoire du 15 mai 2018 approuvant la maquette financière du projet Bel Ombre ;
- La délibération n°18.08.11 du conseil municipal du 5 novembre 2018 approuvant la maquette financière du projet ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de Monsieur le Maire de Bouc Bel Air en date du 21 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Commune de Bouc-Bel-Air, qui souhaite mener l'opération, demande le retrait de l'intérêt métropolitain.
- Que l'intervention financière de la Métropole sera formalisée par une convention de fonds de concours présentée à l'occasion d'une prochaine instance.

Délibère

Article 1 :

Est retiré l'intérêt métropolitain de l'opération d'aménagement du secteur Bel ombre à Bouc-Bel-Air.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0

Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 081

AVIS - Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial pour le PUP des Bonnauds au Puy Sainte Réparate entre la Métropole, la Commune et COGEDIM

% surface taxable / superficie du terrain	Participation PUP
0-29,99%	49,50€/m ² de surface taxable
30-54,99%	51,00€/m ² de surface taxable
55-69,99%	55,00€/m ² de surface taxable
>70%	58,50€/m ² de surface taxable

Par ailleurs, en vertu de l'article L.332-11-4 du code de l'urbanisme, la Commune a décidé d'exonérer de taxe d'aménagement, pendant 10 ans, les constructions édifiées dans le périmètre du PUP. En outre, en application de l'article L.332-6 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre de PUP sont exonérées de la Participation Financière pour l'Assainissement Collectif dans le même délai.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT fait que depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération en date du 19 juillet 2017, le Conseil Municipal du Puy-Sainte-Réparate a acté le principe d'instauration d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) au lieu dit Les Bonnauds. Par la suite, par délibération en date du 26 septembre 2017, le Conseil Municipal a instauré le périmètre de PUP, arrêté le programme des équipements publics à réaliser et approuvé une première convention de PUP avec un opérateur sur une partie du périmètre. En fin d'année 2017, trois autres conventions ont été signées avec des promoteurs permettant de recouvrir la totalité du périmètre du PUP.

Le programme des équipements publics approuvé par la Commune permet de faire financer ces équipements par les différents propriétaires, lotisseurs ou aménageurs grâce au PUP en application de l'article L332-11-3 du Code de l'Urbanisme en respectant les principes de proportionnalité et de nécessité. Ainsi, les participations attendues se répartissent en s'appuyant sur la constructibilité potentielle des terrains, selon le barème suivant :

1er janvier 2018 en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

En conséquence du transfert de compétence portant sur le PLU, la Métropole est habilitée à compter du 1er janvier 2018 à conclure des conventions de PUP en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme.

Par délibération, en date du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la poursuite par les communes de la mise en œuvre des PUP dont les périmètres et les conventions ont été approuvés avant le 1er janvier 2018. Il a également été décidé de conclure des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage (TTMO) dans les périmètres des PUP qui comprennent des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage relève de la Métropole et des communes.

Ces conventions ont pour objectif d'établir un interlocuteur unique en confiant aux communes à la fois la maîtrise d'ouvrage des travaux de réalisation des équipements publics situés dans le périmètre du PUP et la perception des participations versées par les constructeurs en les affectant à la réalisation de chaque catégorie d'équipements (ceux relevant de la compétence des communes et ceux relevant de la compétence de la Métropole).

La convention de TTMO avec la Commune portant sur ce périmètre sera présentée lors d'un prochain Conseil de Métropole pour approbation.

Aujourd'hui, le promoteur qui avait signé la première convention du PUP en 2017 avec la Commune a décidé de ne pas mettre en œuvre son projet. Ainsi, la société COGEDIM, par ailleurs déjà signataire de deux conventions sur le même périmètre, souhaite se substituer à l'opérateur initial, en accord avec ce dernier et la Commune, afin de développer un projet similaire à celui envisagé.

COGEDIM souhaite donc développer un programme de 222 logements sous forme d'un programme mixte regroupant des logements intermédiaires, des logements sociaux, des logements en accession et des maisons individuelles, représentant un total de 21 560m² de surface taxable, ainsi que 490 places de stationnement.

Conformément au plan de financement du PUP, la participation de l'opérateur s'élève pour ce nouveau projet à 1 095 624€ et sera versée directement à la Commune. La convention de TTMO précitée viendra préciser les conditions de reversement des recettes du PUP perçues pour le financement des travaux relevant de la compétence de la Métropole.

Il convient donc aujourd'hui d'approuver la convention tripartite PUP ci-jointe, qui détermine la participation du constructeur aux équipements publics rendus nécessaires par son programme de construction.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L332-11-3 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération URB 012-3646/18/CM du Conseil de Métropole du 22 mars 2018 sur le Projet Urbain Partenarial PUP et la poursuite des opérations engagées par les communes ;
- La convention de PUP ci-jointe.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération du PUP Les Bonnauds a été engagée avant le 1^{er} janvier 2018.
- Que l'opération nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics financés par un PUP.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, la Commune du Puy-Sainte-Réparate, et COGEDIM, pour la mise en œuvre de son programme immobilier dans le périmètre du PUP Les Bonnauds, ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de PUP.

Article 3 :

En application de l'article L332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre de la convention sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pendant une durée de 10 ans à compter de l'affichage en mairie et au siège de la Métropole de la mention de la signature de la convention. De même, les constructions seront exonérées de la Participation Financière pour l'Assainissement Collectif pour la même durée en application de l'article L.332-6 du Code de l'Urbanisme.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Mobilité - Déplacements, mobilité, transports et infrastructures

2021 CT2 082

AVIS - Attribution d'une subvention pour l'année 2021 à l'association Adava Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association ADAVA PAYS D'AIX a pour objet la promotion des modes alternatifs de déplacements, le vélo, la marche et les transports collectifs. Cette association appartient au réseau national de la Fédération française des Usagers de la Bicyclette (FUB). L'association compte environ 345 adhérents et 45 bénévoles.

Les activités de l'association sont notamment :

- L'organisation d'ateliers vélo participatifs.
- L'école vélo en ville pour adultes

Le plan vélo métropolitain adopté le 20 juin 2019 affiche l'objectif de doubler la part modale du vélo d'ici à 2024. Il s'agit ainsi de doter la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un système vélo global combinant des infrastructures cyclables sécurisées, maillées et continues à des services vélos accessibles et pertinents pour déployer l'usage du vélo dans les déplacements notamment du quotidien.

Au titre de l'année 2020, l'association Adava a obtenu une subvention de 8000€ en fonctionnement global.

Au titre de l'année 2021, l'association Adava Pays d'Aix a déposé un dossier de subvention en fonctionnement spécifique portant sur les actions suivantes :

- la poursuite de l'atelier de réparation de vélos, pour un montant de 15000 € ;
- une action d'apprentissage du vélo dans les écoles primaires pour un montant de 10 000 €.

La Métropole décide de soutenir l'association en fonctionnement spécifique pour l'action liée à l'atelier de réparation de vélos à hauteur de 8 000 € pour l'année 2021.

Les modalités de versement de la subvention, conformes au règlement budgétaire et financier de la Métropole, sont les suivantes :

- un acompte de 80 %

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

- le solde de 20% sera versé sur production, au plus tard le 30 juin de l'année N+1, du compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée, des comptes annuels de l'association, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, du rapport d'activité et du procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par la Métropole. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de la Métropole et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue, le logo de la Métropole en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération N°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus, **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

Considérant

- Que l'objet de l'association ADAVA PAYS D'AIX s'inscrit dans les objectifs du plan vélo métropolitain 2019-2024.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 8000 euros à l'association ADAVA PAYS D'AIX en fonctionnement

spécifique pour l'action portant sur l'atelier de réparation des vélos.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2021 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 65 nature budgétaire 6574 sous-politique C360.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2021 CT2 083

AVIS - Bus à Haut Niveau de Service d'Aix-en-Provence - Acquisition d'une parcelle sur la commune d'Aix-en-Provence à la copropriété Mazarine pour l'aménagement d'un trottoir

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

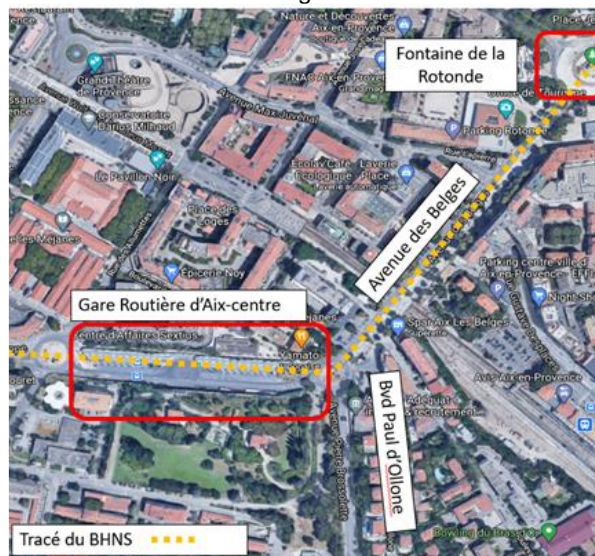
Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et le parc relais du Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Mis en service en septembre 2019, le BHNS vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire d'Aix en Provence dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements (gares routière et ferroviaire etc...) et les différents quartiers de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane etc...).

Ce projet de transport, de plus de 7.2 km, a permis également de requalifier l'espace public sur son tracé en considérant également les mobilités actives (marche à pied, cycles).

Considérant cet objectif d'amélioration de la mobilité dans sa globalité, la Métropole Aix-Marseille Provence a donc adapté ce principe fondamental en élargissant les trottoirs dès que cela était rendu possible.

Le projet de BHNS l'Aixpress est intervenu sur le boulevard Paul d'Ollone à Aix-en-Provence aux abords de l'avenue des Belges.



Vue d'ensemble

Pendant la phase de conception, il est apparu que ce boulevard possédait des trottoirs de faibles largeurs sur sa connexion directe avec l'avenue des Belges où se situe d'une part une station importante de BHNS et d'autre part la gare routière d'Aix-centre.

Considérant les enjeux forts pour les piétons dans ce secteur du centre-ville d'Aix-en-Provence, le projet prévoyait la réalisation d'un trottoir de 3 mètres environ (contre 1,40 mètre initialement).

Pour réaliser ce trottoir élargi de 3m, une acquisition parcellaire de 50m² au bénéfice de la Métropole est rendue nécessaire sur la parcelle CE n°145 propriété des « Copropriétaires des parcelles CE143,145 » appelé également copropriété Mazarine sise 4 bd Albert Charrier à Aix-en-Provence.

Ainsi, dans les échanges préalables avec la copropriété Mazarine, propriétaire de la parcelle précitée, un accord a été trouvé pour céder à l'Euro symbolique la surface nécessaire au projet en contrepartie de l'aménagement du trottoir projeté et de la prise en charge par la Métropole des frais de détachement.

Considérant d'une part l'avis favorable rendu par le Comité de Pilotage sur le projet en 2015 pendant les études de conception et d'autre part l'accord des copropriétaires, les travaux ont pu être réalisés en 2018 avant la mise en service du BHNS l'Aixpress.



Photos avant/après avec l'élargissement du trottoir sur le bd Paul d'Ollone

Il convient par conséquent de régulariser la situation foncière en approuvant l'acquisition à l'Euro symbolique de 50 m2 sur la parcelle CE n°145, pour les raisons expliquées ci-dessus.

Les dispositions relatives à la signature de l'acte authentique seront prises en charge par les services de la Métropole.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13001000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n° TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'aménagement du BHNS.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Euro symbolique d'une superficie de 50 m² à détacher de la parcelle cadastrée section CE n°145 propriété des COPROPRIETAIRES DES PARCELLES CE 143,145 et sise 4 bd Albert Charrier à Aix-en-Provence conformément au plan de division annexé à la présente délibération.

Article 2 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisée à signer tous les documents relatifs à cette acquisition et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la Métropole.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe transport 2021 et suivants – Opération n°2017266300 -Sous politique C311 - Nature 2128.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 084

AVIS - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Station GNV Vitrolles Anjoly"

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil Métropolitain a approuvé par une délibération N° TRA 022-5112/18/CM le principe d'une délégation de service public (DSP) relative à la création et l'exploitation d'une station d'avitaillement en GNV à Vitrolles ainsi que l'aménagement et l'exploitation d'un parking poids-lourds sur un terrain mitoyen au dépôt des Bus de l'Etang.

Cette procédure ayant été déclarée infructueuse, la Métropole a souhaité relancer la procédure sous forme de marché public. En application des articles 3,4 et 5 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 il a été décidé de confier le 29 juillet 2020 à la SPLA Pays

d'Aix Territoires un mandat de maîtrise d'ouvrage pour conduire cette opération. La phase d'études ayant limité la partie concernant le parking poids lourds à une simple réfection, un avenant à la convention de mandat vient aujourd'hui modifier le programme initial et réduire l'enveloppe financière.

A cet effet, il convient donc de créer l'opération d'investissement n°2021001500 « Station GNV Vitrolles Anjoly » pour un montant de 4 584 300 € HT soit 5 501 160 € TTC, inscrite au Budget Annexe Transport et enregistrée dans l'autorisation de programme n°210073TP du programme 07 de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de l'opération d'investissement relative à la construction d'une station GNV à Vitrolles pour un montant total de 4 584 300 € HT.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés de créer les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2021001500 « Station GNV Vitrolles Anjoly », inscrite au budget annexe Transport et rattachée au programme 07 Transports urbains exploitation code AP 210073TP d'un montant de 4 584 300 euros HT.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe Transport – section d'investissement – opération 2021001500 – nature 2031 et 238 – sous politique C210 selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s' établit comme suit :

CP 2021 : 1 000 000 euros HT
CP 2022 : 2 500 000 euros HT
CP 2023 : 1 000 000 euros HT
CP 2024 : 84 300 euros HT

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021_CT2_085

AVIS - Exploitation du réseau de transport de voyageurs réseau de transport - réseau Bus de l'Etang et Libebus et desservant les communes de Carry-le-Rouet, Sausset-Les-Pins et Châteauneuf-les-Martigues - Approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le réseau de transports de voyageurs des Bus de l'Etang est exploité aujourd'hui par la société Autobus de l'Etang du groupe Transdev dans le cadre d'une convention de délégation du service public conclue pour une durée d'exécution de 8 ans, prolongée de 6 mois et 5 jours supplémentaires, à compter du 1er janvier 2012 et jusqu'au 5 juillet 2021.

A l'occasion de l'échéance de la délégation de service public des Bus de l'Etang, la Métropole a souhaité redéfinir un périmètre plus pertinent et cohérent. C'est ainsi que par délibération n° TRA 007-6412/19/CM du 20 juin 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de la délégation de service public pour le renouvellement de l'exploitation du réseau de transport- réseau Bus de l'Etang, Libebus et desservant les communes de Carry-le-Rouet, Sausset-Les-Pins et Châteauneuf-les-Martigues.

Le périmètre du contrat est constitué des limites territoriales des communes suivantes : Alleins, Aurons, Berre-l'Etang, Carry-le-Rouet, Charleval, Châteauneuf-les-Martigues, Eyguieres, Gignac-la-Nerthe, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Les Pennes-Mirabeau,

Mallemort, Marignane, Pelissanne, Rognac, Saint Chamas, Salon-de-Provence, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Sénas, Velaux, Vernègues et Vitrolles.

Ces services de transport s'entendent sur 28 communes, sur le périmètre géographique de trois des six Conseils de Territoire de la Métropole (CT1, CT2 et CT3), représentant une superficie de 845 Km2 et une population de 299 384 habitants

La procédure a fait l'objet d'un avis de concession envoyé aux publications le 24 septembre 2019 au Journal officiel de l'Union européenne et au Bulletin officiel des annonces des marchés publics.

La date limite de réception des candidatures a été fixée au 21 octobre 2019 à 16 heures. Le registre des dépôts mentionne 4 plis réceptionnés avant la date limite de réception.

La commission s'est réunie le 22 octobre 2019 pour procéder à l'ouverture des candidatures émanant de :

- KEOLIS SA
- Un groupement composé de : Société nouvelle de transport SUMA (mandataire), Union des Transporteurs de Provence, Rubans Bleus – Pastouret et Telleschi
- Un groupement composé de TRANSDEV SA (mandataire) et la Banque des Territoires
- Un groupement composé de VECTALIA TRANSPORT URBAIN (mandataire), TPF ingenierie, Arcadi, Eiffage construction Provence et Seven Occitanie

A l'issue de cette réunion, en application de l'article R. 3123-20 du Code de la commande publique, l'autorité concédante a invité le 05 novembre 2019, via le profil acheteur, les candidats ayant remis des dossiers ne comportant pas l'ensemble des documents et informations exigés par l'avis de concession à compléter leur dossier, avant le 12 novembre 2019 à 12h30. Elle a informé l'ensemble des candidats de la mise en œuvre de cette disposition.

Les pièces nécessaires ont été communiquées par les candidats dans les délais impartis.

La commission de délégation de service public s'est de nouveau réunie le 03 décembre 2019 pour analyser les candidatures et dresser comme la liste des candidats admis à présenter une offre.

Ainsi elle a déclaré irrecevable le candidat du groupement représenté par Société nouvelle de transport, SUMA, en ce qu'elle ne présentait pas une garantie professionnelle et technique suffisante.

Les trois autres candidats KEOLIS SA, le groupement représenté par TRANSDEV SA et le groupement représenté par VECTALIA TRANSPORT URBAIN ont été retenus pour avoir démontré offrir des garanties techniques, économiques et financières satisfaisantes qui les rendent aptes à présenter des offres compétitives, pour assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers pour l'exploitation du service public de transports routiers de personnes ainsi que

des parkings relais et pôles d'échange sur le périmètre défini.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a informé les trois candidats qu'ils étaient admis à remettre une offre et leur a adressé le dossier de consultation des entreprises.

La date limite de réception des offres a été initialement fixée au 30 avril 2020 à 16h00 puis reportée au 30 juin 2020 à 16h00 conformément à l'article 2 de l'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020, portant diverses mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des contrats publics pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19.

Faisant suite à l'envoi du DCE les candidats ont posé de nombreuses questions auxquelles il a été répondu dans les délais fixés par le règlement de la consultation.

Le 2 juillet 2020, les deux plis contenant les offres ont été ouverts émanant de KEOLIS SA et du groupement représenté par TRANSDEV SA. Les deux soumissionnaires ont déposé une offre de base et une offre variante.

Dans sa séance du 08 septembre 2020 la Commission Concession a procédé à une analyse détaillée des offres au regard des critères de jugement établis par le règlement de consultation.

Au vu de cette analyse, elle a rendu son avis sur les offres et a recommandé à l'autorité habilitée à signer la convention d'inviter les deux soumissionnaires sus-désignés à préciser certains aspects de leurs offres et d'engager une négociation avec ces derniers.

Les séances de négociations orales se sont déroulées les 12, 13 et 14 octobre 2020 puis les 2 et 3 décembre 2020. Les candidats ont remis leur offre finale avant la date limite fixée au 18 décembre 2020 à 12h00.

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de la phase de négociation ayant permis d'obtenir après l'offre initiale, une offre intermédiaire puis une offre finale permettant de dégager l'avantage économique global le meilleur pour le service public concédé.

Le présent rapport présente ainsi les motifs de choix du candidat retenu par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public (dite la Concession) soit le groupement représenté par TRANSDEV SA, auquel se substituera une société dédiée exclusivement à l'exécution de la Délégation de Service Public.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale de la convention de Délégation de Service Public (dite la Concession) qu'il est proposé de conclure avec le candidat retenu.

La convention de Délégation de Service Public (dite la Concession) confie à l'attributaire l'exploitation du réseau de transport public de voyageurs, à ses

risques et périls, ainsi que celle des parkings relais et pôles d'échanges.

Le concessionnaire fournit l'ensemble des moyens matériels et humains et assure également l'entretien et la maintenance des matériels et installations mis à sa disposition et nécessaires à l'exploitation des services concédés (dépôt, P+R, billettique, SAEIV, points d'arrêts, sanitaires de bout de lignes ...).

Le délégataire est rémunéré par un forfait de charges. De manière schématique, le concessionnaire perçoit les recettes commerciales pour le compte de la Métropole. Il verse à la Métropole le niveau des recettes sur lequel il s'est engagé dans son Compte d'Exploitation prévisionnel. De son côté, la Métropole verse au concessionnaire un forfait de charges

correspondant à son engagement en termes de dépenses comprenant ses charges variables, fixes et de sous-traitance.

Les charges de la Concession comprennent une sous-composante concernant le financement des véhicules neufs via un montage financier en cession de créances (déconnexion du loyer de financement du reste du Forfait de charges, risque de taux assuré par le Concessionnaire).

Les montants du forfait de charges et d'engagement de recettes sont contractualisés comme suit :

Le forfait de charges en euros HT, **valeur juin 2020**, est déterminé de la manière suivante sur la durée du Contrat :

en € HT	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
	6 mois	1 an	1 an	1 an	1 an	1 an	1 an	1 an	1 an	6 mois
ENGAGEMENT DE RECETTES	1 393 497	3 756 719	3 712 487	3 802 198	3 909 887	4 108 808	4 233 599	4 304 833	4 323 774	2 182 695
FORFAIT DE CHARGES	13 883 300	40 396 550	39 738 789	41 339 089	41 042 046	41 211 389	40 782 464	41 215 852	41 062 860	21 040 275
Charges variables	4 903 362	13 378 177	12 681 559	12 752 745	13 120 266	13 693 579	14 003 194	14 197 261	14 413 025	7 268 775
Charges fixes, incluant Cfi	5 982 302	16 771 365	16 920 168	18 330 137	17 705 809	17 179 140	16 439 445	16 611 506	16 239 092	8 169 610
Charges sous-traitance	2 997 636	10 247 008	10 137 062	10 256 207	10 215 971	10 338 670	10 339 825	10 407 086	10 410 743	5 601 890
COUT NET METROPOLE	12 489 803	36 639 831	36 026 302	37 536 891	37 132 159	37 102 581	36 548 865	36 911 019	36 739 086	18 857 580

Les charges forfaitaires hors Cfi sont revues chaque année selon le calcul suivant : $C_n = C_0 \times K$ (où K est le coefficient d'indexation annuel contractuel d'indexation des charges).

La structure des charges (gasoil et GNV notamment) évoluant en fonction de la livraison des véhicules GNV, plusieurs formules sont définies en fonction de périodes de la concession :

2021 :

$$K_1 = 0,085 + 0,085x \left(\frac{G_n}{G_o} \right) + 0 \times \left(\frac{G_{zn}}{G_{zo}} \right) + 0,01 \times \left(\frac{M_n}{M_o} \right) + 0,04x \left(\frac{R_n}{R_o} \right) + 0,35x \left(\frac{S_{1n}}{S_{1o}} \right) \times \left(\frac{1+Ch_{1n}}{1+Ch_{1o}} \right) + 0,18x \left(\frac{S_{2n}}{S_{2o}} \right) \times \left(\frac{1+Ch_{2n}}{1+Ch_{2o}} \right) + 0,25x \left(\frac{P_n}{P_o} \right)$$

2022 à 2025 :

$$K_2 = 0,07 + 0,05x \left(\frac{G_n}{G_o} \right) + 0,03x \left(\frac{G_{zn}}{G_{zo}} \right) + 0,015 \times \left(\frac{M_n}{M_o} \right) + 0,025 \times \left(\frac{R_n}{R_o} \right) + 0,43x \left(\frac{S_{1n}}{S_{1o}} \right) \times \left(\frac{1+Ch_{1n}}{1+Ch_{1o}} \right) + 0,15 \times \left(\frac{S_{2n}}{S_{2o}} \right) \times \left(\frac{1+Ch_{2n}}{1+Ch_{2o}} \right) + 0,23x \left(\frac{P_n}{P_o} \right)$$

2026 à 2030 :

$$K_3 = 0,07 + 0,025 \times \left(\frac{G_n}{G_o} \right) + 0,045 \times \left(\frac{G_{zn}}{G_{zo}} \right) + 0,01 \times \left(\frac{M_n}{M_o} \right) + 0,04 \times \left(\frac{R_n}{R_o} \right) + 0,44x \left(\frac{S_{1n}}{S_{1o}} \right) \times \left(\frac{1+Ch_{1n}}{1+Ch_{1o}} \right) + 0,155x \left(\frac{S_{2n}}{S_{2o}} \right) \times \left(\frac{1+Ch_{2n}}{1+Ch_{2o}} \right) + 0,215x \left(\frac{P_n}{P_o} \right)$$

Les indexations sont réalisées au 1er avril de l'année n+1 pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre de l'année n et pour la première fois le 1er avril 2022.

L'indexation est réalisée le 1er avril 2022 pour la période allant de Date effective de mise en service au 31 décembre 2021.

L'indexation est réalisée le 1er janvier 2031 pour la période allant du 1er janvier 2030 au 5 juillet 2030.

La formule d'indexation du Forfait de charges est également utilisée, sauf disposition contraire, pour procéder en tant que de besoin à l'indexation des montants monétaires mentionnés dans la présente concession.

Les matériels roulants font l'objet d'une Convention de Crédit-Bail convenues entre le groupement représenté par TRANSDEV SA et le crédit bailleur. Afin de bénéficier des meilleures conditions financières dans le cadre de cette opération de crédit, les parties sont convenues du dispositif suivant :

- le contrat de Crédit-Bail est formalisé entre le concessionnaire et le crédit bailleur ;
- dans le cadre d'une convention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille Provence, le concessionnaire et le crédit bailleur, il est convenu que le concessionnaire délègue à la Métropole Aix-Marseille Provence le paiement du loyer ;
- ce paiement est strictement limité à la composante du forfait de charges visant spécifiquement à payer le loyer dû par le Concessionnaire au Crédit-Bailleur (composante Cfi).
- Le montant du forfait de charges étant fixé dès l'origine et ne pouvant être modifié, l'augmentation éventuelle de la composante Cfi de fait d'une augmentation du taux d'intérêt, au titre du contrat de crédit-bail, n'aura pas de conséquence sur le montant global versé par la Métropole

Aix-Marseille Provence au titre de la Concession, le risque de taux reposant sur le seul Concessionnaire.

- Par exception à ce qui précède, la sous-composante Cfi n'est pas indexée.
- Conformément au contrat de concession, les véhicules financés dans le cadre de ce dispositif feront retour à la Métropole Aix-Marseille Provence au terme de la Concession.

La durée de l'exploitation est fixée à 9 ans à compter de la date de mise en service fixée le 06 juillet 2021 pour tenir compte du temps escompté pour l'amortissement des investissements demandés au délégataire.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du délégataire pour l'exploitation du Réseau de transport et des parkings relais et pôles d'échanges associés ;
- d'approuver le contrat de Délégation de Service Public dit « la Concession » et ses annexes, dont notamment la convention tripartite à intervenir avec l'organisme de crédit-bail, dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans le dit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatifs aux contrats de concession ;
- La délibération n° TRA 007-6412/19/CM du 20 juin 2019 approuvant le principe de la délégation de l'exploitation du réseau de transport réseau de transport - réseau Bus de l'Etang, Libebus et desservant les communes de Carry-le-Rouet, Sausset-Les-Pins et Châteauneuf-les-Martigues ;
- Les procès-verbaux de la Commission de délégation de service public devenue Commission Concession des 3 décembre 2019 et 8 septembre 2020 ;
- Le rapport de présentation ci-après annexé de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence, établi en application de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par

l'exécutif et l'économie générale du contrat de délégation de service public ;

- Le rapport de présentation ci-après annexé de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, établi en application de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l'exécutif et l'économie générale du contrat de délégation de service public ;
- Le projet de contrat de Délégation de Service Public et ses annexes, dont notamment la convention tripartite à intervenir avec l'organisme de crédit-bail et le groupement représenté par TRANSDEV SA.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une Concession de service Public sous forme de délégation de service public en vue de l'exploitation du Réseau de transport la Métropole Mobilité - réseau Bus de l'Etang, Libebus et desservant les communes de Carry-le-Rouet, Sausset-Les-Pins et Châteauneuf-les-Martigues ;
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole, au terme de la procédure de consultation et au vu du rapport présenté par Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de se prononcer sur le choix du Délégataire de Service Public et d'approuver le contrat de délégation de service public dit « la Concession » et ses annexes dont notamment la convention tripartite à intervenir avec l'organisme de crédit-bail et le groupement représenté par TRANSDEV SA.

Délibère

Article 1

Est approuvé le choix du groupement composé de TRANSDEV SA et la Caisse des dépôts et consignations en qualité de Délégataire de Service Public pour l'exploitation du Réseau de transport la Métropole Mobilité – réseau Bus de l'Etang, Libebus et desservant les communes de Carry-le-Rouet, Sausset-Les-Pins et Châteauneuf-les-Martigues, auquel se substituera une société dédiée exclusivement à l'exécution de la Délégation de Service Public.

Article 2

Est approuvé le contrat de Délégation de Service Public dit « la Concession » établi pour une durée de neuf ans à compter du 6 juillet 2021, ainsi que ses annexes, ci-jointes en particulier le projet de convention tripartite avec l'organisme de crédit-bail et le Groupement composé de TRANSDEV SA et la

Caisse des dépôts et consignations, auquel se substituera de plein droit une société dédiée à l'exécution du contrat.

Article 3 :

Est approuvé le dispositif de délégation de paiement prévu par la Convention tripartite, conformément aux dispositions de l'article 1336 et suivants du Code civil, par lequel le groupement représenté par la Société TRANSDEV SA délègue à la Métropole Aix-Marseille-Provence, au profit du Crédit Bailleur pour le paiement des sommes dues au titre du Crédit-Bail au titre du loyer concernant les matériels roulants, dans les conditions suivantes :

- ce paiement est strictement limité à la composante du forfait de charges (Cfi) visant spécifiquement à payer le loyer dû par le Concessionnaire au Crédit-Bailleur.
- Le montant du forfait de charges étant fixé dès l'origine et ne pouvant être modifié, l'augmentation éventuelle de la composante Cfi de fait d'une augmentation du taux d'intérêt, , , au titre du contrat de crédit-bail, n'aura pas de conséquence sur le montant global versé par la Métropole Aix-Marseille Provence au titre de la Concession, le risque de taux reposant sur le seul Concessionnaire.
- L'assemblée délibérante sera saisie le moment venu pour accepter cette délégation de paiement, c'est-à-dire se libérer de la composante Cfi du forfait de charges directement entre les mains de l'organisme de crédit-bail pendant toute la durée de la Concession.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ladite Concession et ses annexes, dont notamment la convention tripartite avec l'organisme de crédit-bail et le groupement représenté par la Société TRANSDEV SA, ainsi que tous les actes et à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.